



Université de Montréal

# **La théorie sociale de la connaissance et la gestion du patrimoine documentaire à l'ère numérique**

par

Pierre Desrochers

Programme de Doctorat (Ph. D.) en sciences humaines appliquées

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales

en vue de l'obtention du grade Philosophiae Doctor (Ph. D.)

en Sciences humaines appliquées

Décembre 2015

© Pierre Desrochers, 2015

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

**La théorie sociale de la connaissance et la gestion du patrimoine documentaire  
à l'ère numérique**

présentée par :

Pierre Desrochers

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Éric Méchoulan  
président-rapporteur

Ollivier Hubert  
directeur de recherche

Daniel J. Caron  
co-directeur de recherche

Marcello Vitali Rosati  
membre du jury

Robert Shepherd  
examineur externe

Yvon Lemay  
représentant du doyen

## Résumé

Les institutions de mémoire et de savoir (par exemple, les bibliothèques, les archives, les musées) font face à des défis importants dans leurs responsabilités d'assurer la pérennité du patrimoine documentaire à l'ère numérique. Citons la surabondance de l'information numérique, la possibilité de production, théoriquement illimitée, offerte aux individus comme aux groupes sociaux, les limites dans les capacités de stockage et de diffusion de l'information numérique qui sont à la disposition des institutions mandataires du patrimoine documentaire. De plus, il est apparu que les approches et les méthodes utilisées pour identifier, gérer, préserver et diffuser le patrimoine documentaire de la société canadienne dans un environnement analogique n'étaient transférables à un environnement numérique. Nous suggérons que la théorie sociale de la connaissance peut servir de base à une réflexion portant sur le développement d'une politique publique qui viserait à encadrer l'identification, la sélection, la gestion et la préservation du patrimoine documentaire d'une société à l'ère numérique. Nous définissons la problématique puis proposons des réponses à travers trois articles scientifiques. Les résultats indiquent que les connaissances et les pratiques professionnelles utilisées demeurent persistantes et limitent la formulation et l'application de nouveaux cadres théoriques, de politiques administratives et de techniques associés à l'identification et la sélection du patrimoine documentaire. Cette recherche propose un cadre conceptuel qui permet de développer des politiques publiques sur le patrimoine documentaire du Canada.

**Mots-clés :** administration publique, archivistique, bibliothéconomie et sciences de l'information, sciences humaines appliquées, patrimoine documentaire

## **Abstract**

Memory and knowledge institutions (for example, libraries, archives, museums) face significant challenges in their responsibilities to ensure the long-term preservation of documentary heritage in the digital age. The overabundance of digital information, the potential unrestricted ability to create and produce digital information by individuals and social groups; the lack of storage capacity and ability to disseminate digital information by documentary heritage institutions are only a few of these challenges. Moreover, the approaches and methods used in an analogue environment to identify, manage, preserve and disseminate Canadian documentary heritage have proven to be non-transferable to the digital environment. We suggest that social epistemology can support the development of public policy approach for documentary heritage institutions to identify Canada's documentary heritage in the digital age. We explored this issue and we tried to respond to it through three scientific articles. Our research indicates that existing professional practice and objective knowledge remains persistent and limits the formulation and application of new theoretical frameworks, administrative policies and instruments related to the identification and selection of documentary heritage. To remedy this situation, our research identifies a conceptual framework that can be used to develop public policies on Canada's documentary heritage.

**Keywords:** Applied human sciences, archival science, documentary heritage, library and information sciences, public administration

# Table des matières

Résumé.....	i
Abstract .....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	vi
Liste des figures .....	vii
Liste des sigles .....	viii
Liste des abréviations.....	ix
Remerciements.....	xi
INTRODUCTION .....	1
La théorie sociale de la connaissance et la gestion du patrimoine documentaire .....	4
L'organisation de la thèse .....	6
PREMIÈRE PARTIE : PROBLÉMATIQUE ET OBJET DE RECHERCHE.....	8
CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE, THÉORIE ET MÉTHODE.....	8
L'objet de la recherche.....	12
Question générale de la recherche (QR) et question spécifique (QS) .....	12
Définition des concepts .....	13
Structure de la recherche.....	15
Conclusion .....	23
CHAPITRE 2 : RECENSION DES ÉCRITS .....	25
Principes généraux .....	25
Le respect des fonds.....	27
Le cycle de vie des documents et la théorie des valeurs.....	29
Approche documentaire .....	36
Approche de la macroévaluation .....	39
Modélisation des paradigmes de recherche .....	44
Conclusion de la revue de la littérature.....	45

DEUXIÈME PARTIE : RÉSULTATS, ANALYSES ET INTERPRÉTATIONS .....	47
CHAPITRE 3 : EPISTEMOLOGICAL INVESTIGATIONS ON DOCUMENTARY HERITAGE: THEORETICAL FOUNDATIONS .....	47
Introduction.....	47
Method of research .....	50
Findings: Disciplinary perspectives .....	51
Discussion .....	59
Conclusion .....	68
Bibliography .....	70
CHAPITRE 4 : THE APPRAISAL AND SELECTION OF DOCUMENTARY HERITAGE IN THE DIGITAL AGE .....	77
Introduction.....	77
Methods, data sources, and limitations .....	79
Case studies.....	80
Analysis and interpretation .....	99
Conclusion and future directions for research .....	105
Bibliography .....	108
CHAPITRE 5 : A PUBLIC POLICY APPROACH TO CANADIAN DOCUMENTARY HERITAGE IN THE DIGITAL AGE .....	114
Introduction.....	114
Theoretical background .....	118
Research design .....	124
Case studies.....	125
Analysis and interpretation .....	132
Conclusion .....	138
Bibliography .....	141
CONCLUSION .....	149
Les principales constatations .....	150
Questions de recherche et objectif spécifique : bilan de réalisation .....	161
Contribution de la thèse aux connaissances scientifiques.....	163

Limites et perspectives ouvertes par la recherche.....	164
Conclusion .....	167
Bibliographie.....	170



## Liste des tableaux

<u>Tableau 1 : Modélisation des paradigmes de recherche.</u> .....	44
<u>Table 2: Exploration of conceptual frameworks used to document Canadian society (Source: Cumming 1994; Desrochers, 2014a, 2014b; Library and Archives Canada 2001; Momryk 2001; National Library of Canada, 1998).</u> .....	136
<u>Tableau 3 : Cadre conceptuel utilisé pour documenter une société canadienne.</u> .....	162

## Liste des figures

<u>Figure 1: Model representation of theoretical paradigms in AS and LIS over time (Source: McKemmish and Gilliland 2013, 101-102; Desrochers 2014a, 2014b) .....</u>	<u>118</u>
---	------------

## Liste des sigles

BAC : Bibliothèque et Archives Canada

CAC : *Commonwealth Archives Committee*

CAO : *Commonwealth Archives Office*

NARA : *National Archives and Records Administration*

COA : *Commonwealth Archives Office*

GSA : *General Services Administration*

LAC : *Library and Archives Canada*

OCLC : *Online Computer Library Center*

NARS : *National Archives and Records Services*

NAA : *National Archives of Australia*

NHRPC : *National Historical Publications and Records Commission*

OCDE : Organisation de coopération économique et de développement économique

## Liste des abréviations

AS : *Archival Science*

DA : *Discourse analysis*

ESK: *Epistemology of Social Knowledge*

ICT : *Information and Communication Technologies*

LIS : *Library and Information Science*

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

PIVOT : *Project to Implement the New Transfer Period*

QA : *Question spécifique*

QR : *Question générale de la recherche*

RDA : *Records Disposal Authority*

RDACS : *Records Disposition and Appraisal Control System*

SE : *Social Epistemology*

SoK : *Sociology of Knowledge*

SOP : *Standard Operating Procedures*

*À Agnieszka et Joséphine, d'un époux et papa largement absent*

## Remerciements

Je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont participé et m'ont soutenu tout au long de ce travail, particulièrement mon épouse qui a été d'un support et d'une patience digne de mention. Je suis d'abord reconnaissant auprès de mes directeurs de recherche, notamment pour leur soutien dans son élaboration et leurs disponibilités tout au long de mon *cursus academicus*. Je tiens à remercier particulièrement Daniel J. Caron et Richard Brown qui, en 2011, auraient recommandé mon admission dans le programme d'études. En fait, cette recherche est le fruit de discussions depuis 2006 avec Daniel J. Caron (l'ancien Bibliothécaire et Archiviste du Canada et professeur à l'École nationale d'administration publique) et de Richard Brown (le conseiller principal de Daniel J. Caron à Bibliothèques et Archives Canada). Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur seul et ne reflètent pas les politiques et les pratiques actuelles du gouvernement du Canada.

Je rends aussi un remerciement à mes enseignants dans le programme (G. Bibeau, A. Calvès, F. Dejean, S. Fortin, V. Lemay, B. White), ainsi que mes collègues à la fois dans le milieu académique mais aussi dans l'administration publique fédérale, soit à Bibliothèque et Archives Canada et ensuite à Services Publics et de l'Approvisionnement Canada. Leurs appuis ont grandement enrichi cette recherche. Finalement, je remercie mes réviseurs, tant anglophone que francophone : Yves Jeaurond, et Martha Coady. Toutes coquilles naturellement m'appartiennent et ne représentent pas leurs travaux minutieux.

# INTRODUCTION

Cette thèse est le fruit d'une recherche en sciences humaines appliquées (SHA) qui permet de dégager des solutions concrètes à partir d'une problématique spécifique et à l'aide d'un regard interdisciplinaire. Cette recherche a été développée pour traiter à un problème concret, soit l'identification et la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique par les praticiens œuvrant dans les institutions du savoir et de la mémoire, telles que les archives et les bibliothèques.

La surabondance de l'information, c'est-à-dire l'explosion dans la capacité individuelle et collective à créer et produire du contenu par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) comme, par exemple, Google, YouTube, Twitter, et Facebook dépasse les limites dans la capacité de stockage et ne représente qu'un des défis auxquels font face les praticiens. L'émergence de ces défis exige de la part des praticiens et des décideurs d'importantes réflexions : il faut repenser les cadres théoriques, les principes et les pratiques des institutions qu'ils desservent. Au cœur de cette réflexivité de praticien sur « le comment » se trouve une exploration de base des « moyens » par lesquels bibliothécaires, archivistes et gestionnaires de dossier utilisent leurs outils, leurs méthodes et leurs techniques pour identifier et « mettre de côté » une sélection de la présence documentaire de la société afin de préserver et construire une mémoire publique pertinente (Caron et Brown, 2013). À l'échelle institutionnelle, les décideurs nécessitent une justification de la recommandation proposée pour la sélection du patrimoine documentaire avec un niveau de rigueur intellectuelle qui va au-delà de la subjectivité objectivée du praticien (Caron et Library and Archives Canada, 2011a). Cette

problématique et ce besoin du milieu institutionnel nous incitent à explorer le processus de sélection et d'identification du patrimoine documentaire dans un environnement numérique.

Plusieurs études sont consacrées à l'étude du patrimoine documentaire, et se penchent notamment sur les notions de la pérennité du savoir et de la continuité de la mémoire d'une société. Parmi les études en bibliothéconomie, en sciences de l'information et en l'archivistique, certaines privilégient la notion de mémoire culturelle – selon laquelle on assure la pérennité d'une société par la préservation de la connaissance collective et sa transmission intergénérationnelle à l'aide de mnémoniques culturelles qui serviront à constituer les identités personnelles, individuelles, et collectives (Assmann, 2010, p.81, 118-119). Cette notion rejoint celles proposées par des études qui avancent que cette mémoire culturelle existe avant tout à travers un cadre institutionnel tels les bibliothèques, les archives et les musées, qui sont administrés par des spécialistes : les bibliothécaires, les archivistes et les conservateurs. Ces institutions servent à la fois de dépôt de la mémoire collective d'une nation et de collecteur de la mémoire organisationnelle de l'État, et ainsi à légitimer, à renforcer et à perpétuer le pouvoir qu'il exerce sur la collectivité (Jimerson, 2009). Contrairement à ces études, d'autres s'appuient sur l'axiome selon lequel le patrimoine documentaire, comme représentation d'une mémoire publique, est intimement lié aux institutions de mémoire et de savoir responsables d'en assurer la pérennité afin d'éduquer, d'informer, et de divertir une communauté ou une nation (Cunningham, 2008). Toutefois très peu d'études évaluent des pratiques professionnelles et les processus nécessaires pour identifier et évaluer les ressources documentaires qui posséderaient une valeur de patrimoine documentaire à l'ère numérique. Devant le manque de modèles théoriques et de recherches appliquées à l'environnement numérique, il y a lieu d'explorer ces phénomènes dans le but de proposer de nouveaux modèles théoriques.



La recherche que nous proposons s'inscrit dans le cadre d'une étude d'analyse qualitative de documents et d'une approche réflexive dans le but d'explorer ce phénomène et de proposer un cadre conceptuel devant servir à l'élaboration d'une politique publique à l'intention des praticiens et des décideurs. Elle examine les pratiques et les théories d'évaluation du patrimoine documentaire selon une perspective interdisciplinaire et dans le contexte des défis posés par l'avènement de l'environnement numérique. Ce cadre de recherche en SHA mobilise la bibliothéconomie, les sciences de l'information et l'archivistique, mais aussi l'administration publique, l'anthropologie, l'histoire, et la philosophie de l'information. Ce recul interdisciplinaire devrait être utile aux praticiens en les aidant à dépasser certains *a priori* dictés par les cadres conceptuels et théoriques usuels reliés aux processus continus d'identification et d'évaluation du patrimoine documentaire, mais aussi aux décideurs politiques dans la recherche et l'élaboration d'une politique publique. On peut dire que cette recherche interroge « le sens et les modalités de sa propre pratique scientifique », dans une perspective interdisciplinaire, lors de l'application de la recherche fondamentale à une problématique donnée (Fuller, 1996).

Pour répondre à la problématique des défis institutionnels posés par la constitution du patrimoine documentaire à l'ère numérique nous proposons des éléments inspirés par la théorie sociale de la connaissance, elle-même fondée sur la notion de production et de diffusion de l'information par les individus et les groupes sociaux. Ils pourraient servir de base pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire dans un environnement numérique et fourniraient des éléments d'un cadre conceptuel servant dans l'élaboration d'une politique publique (Floridi, 2006; Shera, 1970).

## **La théorie sociale de la connaissance et la gestion du patrimoine documentaire**

L'organisation des connaissances, avec une intention explicite de contrôle bibliographique, a été énoncée par les bibliothécaires Margaret E. Egan et Jesse H. Shera à l'occasion de leurs recherches visant à fonder épistémologiquement la bibliothéconomie. Selon Egan et Shera, cette approche de l'organisation des connaissances et le fondement épistémologique de la bibliothéconomie ont été formulés selon la théorie sociale de la connaissance (en anglais, *social epistemology*). La théorie sociale de la connaissance est définie par l'étude de la connaissance dans la société, de sa production, de sa communication, de son intégration et de sa consommation dans la société (Shera, 1970, p. 86).

L'approche de Shera servait à définir les effets des NTIC sur les services offerts par les bibliothèques et, de façon générale, sur l'organisation des connaissances dans la société. Cette recherche indique une volonté dans les pratiques de la bibliothéconomie de proposer une réponse aux influx théoriques des sciences de l'information et de la documentation, largement influencées par la théorie de communication de Claude Shannon et Warren Weaver ainsi que par des documentalistes européens, tels que Paul Otlet et Suzanne Briet (Fuller, 2009, p. 4800; Shannon et Weaver, 1949). Ainsi, les sciences de l'information et de la communication, dès les années 50, influençaient le développement de la bibliothéconomie en mettant à distance tout l'aspect sociocognitif des processus de création et d'accumulation des connaissances pour favoriser une perspective épistémique de l'information (Fuller, 2009, p. 4800; Furner, 2009, p. 4159-4160). La théorie sociale de la connaissance fut donc proposée par Shera et Egan pour répondre à ces influx théoriques en bibliothéconomie (Fuller, 1996).

D'autres chercheurs ont défini la construction de la théorie sociale de la connaissance, telle que comprise par Shera, comme une forme appliquée des notions épistémologiques ou philosophiques de l'information (Floridi, 2004 ; Fallis et Whitcomb, 2009). Par exemple, Steve Fuller, qui a œuvré dans le domaine de la théorie sociale de la connaissance dans les années 80, l'a réinvestie pour conduire une étude conceptuelle et normative en sociologie de la connaissance (SoC) (Fuller, 1996). C'est-à-dire, la gestion de l'information, et la manière dont les individus acquièrent les connaissances, sont à la base de ses réflexions « how should the pursuit of knowledge be organized, given that under normal circumstances knowledge is pursued by many human beings, each working on a more or less well-defined body of knowledge and each equipped with roughly the same imperfect cognitive capacities, albeit with varying degrees of access to one another's activities? » (Fuller, 2002, p. ix) La SoC, dans la perspective de Fuller, est l'étude des causes de la production de la connaissance et comment cette production est affectée par l'environnement, les relations entre les individus et les groupes sociaux « to show how the products of our cognitive pursuits are affected by changing social relations in which the knowledge producers stands to one another ». (Fuller, 2002, p. 3). Tandis que Luciano Floridi, professeur de philosophie à l'University of Hertfordshire, et Titulaire d'une chaire UNESCO en Ethique de Technologies de l'information et de la Communication, examine la nature conceptuelle de l'information, sa dynamique et ses problèmes dans une perspective philosophique (Floridi, 2002, p. 38). Floridi scinde la SoC de la perspective de Fuller. Il définit la théorie sociale de la connaissance comme relevant en fait de deux domaines distincts de la recherche : la SoC, qui est l'étude causale de ce qui correspond à la connaissance ; et l'épistémologie de la connaissance sociale (ECS), qui est l'étude critique et conceptuelle de la dimension sociale de la production de connaissances (Floridi, 2002, p. 39). Floridi considère

que les formes causales de la production de l'information (la SoC) est distincte des dimensions sociale dans la production de la connaissance—la connaissance produite dans l'interaction parmi les individus (l'ECS). C'est cette dernière approche, ECS, qui fournit la base de notre recherche, tout en conservant le souci initial de Shera pour la dynamique sociale de la production des connaissances (Shera, 1970, p. 85-86).

L'apport original de Jesse Shera quant aux notions centrales de production et diffusion de la connaissance dans une société demeure toujours pertinent. Shera affirmait que la SoC favorise l'apport des individus dans la création de la connaissance et qu'il existait un besoin d'étudier comment ces connaissances étaient intégrées dans une société que nous considérons désormais comme un réseau (Rainie et Wellman, 2012). Pour Shera, la théorie sociale de la connaissance est « the study of knowledge in society. [...] the production, flow, integration, and consumption of all forms of communicated thought throughout the entire social fabric » (Shera, 1970, p. 86) Plus récemment certains chercheurs ont enrichi cette notion de production et diffusion de la connaissance en affirmant que la théorie sociale de la connaissance n'est pas simplement limitée aux textes imprimés. Elle couvre l'ampleur et la portée de « toute expression de la pensée humaine » (Buckland, 1998, p. 216).

## **L'organisation de la thèse**

Cette thèse est organisée en deux parties. Une première est composée de deux chapitres qui se concentrent sur la problématique, l'objectif de recherche et la recension des écrits scientifiques. Dans le premier chapitre, nous présentons les éléments de la problématique, ses objectifs, la question générale de la recherche, ainsi que les questions spécifiques qui en découlent. Ce chapitre précise également les concepts qui seront utilisés, la structure de la

recherche qui oriente la logique de la démonstration, le mode de sélection des cas utilisés, la méthode de collecte de données, ainsi que les principes qui ont guidé l'analyse et l'interprétation de celles-ci. Le second chapitre présente une recension des travaux utiles en bibliothéconomie, en sciences de l'information et en archivistique. Ce chapitre a pour objectif de modéliser les paradigmes de recherche dans ces disciplines et de fournir un cadre théorique dans l'étude des cas. Comme cette thèse est organisée par articles, ce deuxième chapitre annoncera également de manière synthétique les paradigmes de recherche issus de la revue de littérature utilisée pour chacun des trois articles. En effet, les objectifs qui sous-tendent la revue de la littérature sont différents pour chacun des articles, toutefois, la question spécifique de recherche constitue le fil d'Ariane de la thèse. Elle nous permettra d'identifier les éléments de théories existantes pour comprendre le phénomène étudié tout au long de la thèse.

La seconde partie présente les résultats de l'analyse et les interprétations en trois articles. Cette seconde partie présente les articles dans leur état de présentation aux comités d'évaluation par les pairs de revues spécialisées. Ces articles gardent le format de présentation propre à ces revues. Une conclusion présente les principales constatations ainsi que les limites et les perspectives ouvertes par la recherche.

# PREMIÈRE PARTIE : PROBLÉMATIQUE ET OBJET DE RECHERCHE

## CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE, THÉORIE ET MÉTHODE

Dans les dernières décennies, les praticiens (c'est-à-dire, au sens le plus large de ces termes, les bibliothécaires et les archivistes) se sont appropriés la responsabilité du choix de ce qu'il fallait préserver. Ce mode de sélection concentrait par conséquent entre les mains d'un petit nombre d'individus le pouvoir institutionnel de déterminer ce dont se souviendraient, sinon leurs contemporains, du moins les générations futures. Toutefois, l'environnement de plus en plus numérique d'aujourd'hui remet profondément en cause l'habileté de ces praticiens à dégager un sens de la documentation produite par les institutions, les groupes sociaux et les individus. Le processus d'évaluation archivistique s'en trouve donc profondément questionné (Caron, 2014; Caron et Brown, 2013)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Depuis 2014, de rencontres ont été tenues et des rapports ont été publiés sur l'impact du numérique sur la production des archives fédérales canadiennes. Notons en premier lieu le bilan des discussions et des commentaires capté le 17 janvier 2014 au Sommet sur les archives au Canada, tenu à Toronto, disponible à <http://www.archivistes.qc.ca/nouvelles/nouvelles-archivistiques/>. Ce sommet, dont un des thèmes était intitulé : « Vers un nouveau modèle de gestion de la mémoire enregistrée au Canada » a réuni des chercheurs, des praticiens et le milieu académique par téléconférence afin de connaître leur opinion sur la gestion du patrimoine documentaire au Canada. En second lieu, signalons la publication en 2014 du rapport d'un groupe d'expert réuni par la Société Royale du Canada (2014). *L'avenir au présent : les bibliothèques, les centres d'archives et la mémoire collective au Canada : un rapport du groupe d'experts de la Société royale du Canada sur L'état et l'avenir des bibliothèques et des centres d'archives du Canada*, disponible à <http://rsc-src.ca>. Ce rapport présente principalement « l'impact des nouvelles technologies sur la culture de l'imprimé au sens large, et notamment sur l'industrie de l'édition, les bibliothèques et les archives ». En troisième et dernier lieu mentionnons la publication d'un rapport du Conseil des académies canadiennes, et du Comité d'experts sur les institutions de la mémoire collective et la révolution numérique (2015) : *À la fine pointe du monde numérique : possibilités pour les institutions de la mémoire collective au Canada* (<http://scienceadvice.ca/fr.aspx>). Ce dernier rapport identifie les défis et les possibilités à l'ère du numérique pour les bibliothèques, les archives et les musées. Nous notons que les prémisses de ces rapports, et de ces rencontres ont été largement influencées

Dans le cas de l'administration fédérale canadienne, notons les difficultés qui ont été soulevées dès novembre 2003 dans le rapport de la vérificatrice générale du Canada (Fraser *et al.*, 2003, chapitre 6). Dans le chapitre concernant la protection du patrimoine culturel du gouvernement fédéral, elle évoque des difficultés dans la gestion du « patrimoine archivistique », et, plus spécifiquement, dans les méthodes d'acquisition des archives en provenance du gouvernement fédéral. Plus récemment, en novembre 2014, le vérificateur général, dans le septième chapitre de son rapport consacré à Bibliothèque et Archives Canada (BAC), a identifié des lacunes dans la portée et les processus d'acquisition des documents gouvernementaux à valeur historique. Le vérificateur a mis en évidence le manque de processus relié à la mise en œuvre des autorisations de disposition de documents (ADD), ces instruments de politique administrative destinée aux institutions fédérales qui leur permettent d'évaluer les ressources documentaires de l'administration fédérale, d'élaguer celles qui n'ont plus de valeur opérationnelle et de transférer à BAC celles qui possèdent une valeur historique et archivistique. Toutefois, ces deux rapports ne mentionnent pas la pertinence des ADD après leur émission en ce qui a trait de leur portée et de leur qualité à identifier le patrimoine documentaire. Tout comme le rapport précédent, daté de 2003, le rapport de 2014 souligne la lourdeur du processus et la lenteur avec laquelle l'administration émet des autorisations de disposition de documents. En fait, la vérificatrice générale de 2003 qualifie ceci de « situation de crise reconnue, mais loin d'être résorbée » (Fraser *et al.*, 2003, para. 6.79).

---

par les publications et l'appel à l'action de Daniel J. Caron, l'administrateur général et le Bibliothécaire et archiviste du Canada dans deux publications : *Édifier ensemble notre mémoire continue : constituer un patrimoine documentaire représentatif* (2010) et *Prêts à relever les défis à venir, ensemble, concrétisons nos réflexions* (2012). Ces deux publications font en appel les praticiens institutionnels, la communauté archivistique, la bibliothéconomie canadienne, et le milieu académique à l'action afin de démontrer la pertinence des archives fédérales canadiennes et de ses praticiens dans une société canadienne vivant à l'ère numérique.

Notons que, depuis les constats de la vérificatrice générale en 2003, une réponse partielle à la problématique a été proposée par l'introduction en 2009 d'une politique administrative intitulée *Directive en tenue de documents*, émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) en collaboration avec BAC (Caron et Bibliothèque et Archives Canada 2009; Gouvernement du Canada et Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada 2009). Cette politique administrative, adressée à l'ensemble de l'appareil gouvernemental pour l'identification, la gestion et l'élagage de ressources documentaires par les gestionnaires de programmes, est à la base de ce processus décisionnel, entériné par le *Cadre de la gestion de l'information* du SCT. Cette politique administrative a pour objectif d'identifier les ressources documentaires qui servent de guides aux praticiens de BAC dans le processus d'identification du patrimoine documentaire. Toutefois, les solutions proposées par ces politiques administratives n'offrent pas de cadre conceptuel et décisionnel pour identifier ce patrimoine documentaire<sup>2</sup>.

Certains chercheurs ont noté que l'environnement principalement numérique d'aujourd'hui a, d'une part, déplacé, et, d'autre part, modifié qualitativement l'instant de la

---

<sup>2</sup> En 2006-2007, BAC effectua une évaluation de l'état des documents archivistiques dans les institutions fédérales par le moyen d'un sondage auprès de la fonction publique fédérale à la suite du rapport de la vérificatrice-générale de 2003. Cette évaluation avait pour objectif d'évaluer l'état de la tenue de documents au sein du gouvernement du Canada et de l'état de la conservation du patrimoine documentaire dans les ministères, les centres de services régionaux, ou les bureaux ministériels. En 2007, le rapport de cette évaluation (<http://www.collectionscanada.gc.ca/evaluations-verifications/012014-218-f.html>) énumère les risques selon les types de documents archivistiques dans les institutions fédérales, notamment les documents électroniques qui ne suivent pas un processus de migration du patrimoine documentaire dans les systèmes électroniques qui les contiennent. Plus significativement encore, le rapport note, qu'environ 40% des répondants installés dans les ministères et les agences interrogées par le sondage n'ont pas d'autorisations de disposer des documents récentes et/ou valides. Les résultats et les constatations de cette évaluation indiquent un état préoccupant des processus de l'évaluation archivistique fédérale canadienne et de de la tenue de documents dans les ministères et agences fédérales canadiennes. De même, à propos de la tenue des documents dans les institutions fédérales, le rapport de vérification de la gestion de l'inventaire de la collection de BAC effectué en mars 2013 (<http://www.bac-lac.gc.ca/fra/a-notre-sujet/evaluations-verifications>) indiquait des lacunes dans l'inventaire de la collection sur les rayons ainsi que dans la description des items. Ces constatations mettent à jour la problématique de la tenue de document du patrimoine documentaire ainsi que celle des systèmes et descriptions de ceux-ci dans l'inventaire.



documentation, c'est-à-dire le moment où les praticiens décident de valeur historique ou archivistique de la production documentaire des individus et des groupes sociaux au terme d'une évaluation qui décidera de son acquisition par les institutions vouées à la mémoire et au savoir, c'est-à-dire les bibliothèques et les archives (Caron et Brown, 2011). Durant ces vingt dernières années, certains chercheurs universitaires et chercheurs installés dans des institutions ont montré qu'il existait des difficultés liées au processus décisionnel qui doit déterminer ce qui constitue le patrimoine documentaire. Leurs efforts, majoritairement, se dirigent vers l'élaboration d'une définition opératoire de ce qu'est un document, une information ou une archive. Celle-ci considère le document en fonction dans sa capacité à transmettre la trace d'une activité, d'un événement. Il faut qualifier la source en fonction de sa valeur comme preuve fiable, authentique, et structurée, c'est-à-dire que son importance est déterminée par son contenu et par le fait que les relations entre ses éléments constitutifs soient demeurées intactes (Duranti, 1996; Sweeney, 2009). La définition opératoire de l'information intéresse aussi les chercheurs du domaine de la bibliothéconomie et des sciences de l'information qui privilégient le statut mathématique et procédural du modèle communicationnel (Frohmann, 2009). Ce dernier offre un cadre bien adapté à la bibliothéconomie pour la compréhension des phénomènes de communication, y compris les éléments d'interprétation reliés à la transmission et la qualité du signal informatif. Certains chercheurs et certains praticiens soulignent que les approches et les méthodes utilisées dans un environnement analogique pour identifier, gérer, préserver et diffuser le patrimoine documentaire se sont révélées problématiques dans un environnement social devenu principalement numérique (Bell & Gemmell, 2009; Caron, 2011; Cook, 1994; Desrochers, 2011). Un nombre grandissant de chercheurs en science archivistique et, plus largement, en science de l'information et de la bibliothéconomie, se préoccupent de cette problématique sur

un plan épistémologique (Budd, 1995; Devriese, 2006; Hassan, 2008, p. 32-74; Leckie, 2010; Schwartz et Cook, 2002; Taylor, 1982; 1984).

## **L'objet de la recherche**

L'objet de cette recherche est de penser une pratique professionnelle et des connaissances objectives utiles à l'identification et à la sélection du patrimoine documentaire numérique et de dégager des pistes susceptibles de guider l'élaboration d'une politique publique sur le patrimoine documentaire à l'ère numérique. L'impact de l'environnement principalement numérique d'aujourd'hui sur la pratique professionnelle et la connaissance objective fonde la question de recherche générale quant la pertinence des théories, des pratiques et des activités professionnelles utilisées dans l'identification et la sélection du patrimoine documentaire dans un environnement numérique.

## **Question générale de la recherche (QR) et question spécifique (QS)**

Cette recherche vise à répondre à la question générale suivante : quelles sont les approches, les techniques et les politiques publiques, fondées sur la théorie sociale de la connaissance, qui serviraient aux praticiens, c'est-à-dire les archivistes, les bibliothécaires et les gestionnaires de dossier, pour identifier le patrimoine documentaire canadien? Cette question a immédiatement soulevé d'autres questions spécifiques de recherche :

1. Comment pouvons-nous identifier et sélectionner le patrimoine documentaire dans l'environnement numérique?

2. Est-ce que la théorie sociale de la connaissance peut servir de cadre conceptuel et théorique pour l'identification et la sélection de ce patrimoine documentaire à l'ère numérique?

Ces questions spécifiques nous permettront à la fois d'identifier et de définir des éléments qui servent à l'élaboration d'un cadre référentiel pour une approche de politique publique, et de corroborer ce qui correspond à l'hypothèse centrale de la thèse : que la théorie sociale de la connaissance peut servir de cadre référentiel pour définir ce qui sera retenu en tant que patrimoine documentaire.

Il faut bien préciser que notre approche se distingue donc de la BIS et de l'archivistique par l'application et l'examen de la théorie sociale de la connaissance et par une approche interdisciplinaire. Notre stratégie de recherche permettra d'examiner ces questions pour esquisser une réponse qui proposera un cadre conceptuel pouvant servir de base au développement d'une politique publique pour les institutions canadiennes responsables des questions de mémoire et de savoir.

## **Définition des concepts**

Dans cette recherche nous définissons les termes et notions suivantes :

### ***Archives***

« Les archives conservent les décisions, les actions et les mémoires [lesquels] constituent un patrimoine unique et irremplaçable transmis de génération en génération. Les documents sont gérés dès leur création pour en préserver la valeur et le sens. Sources d'informations fiables pour une gouvernance responsable et transparente, les archives

jouent un rôle essentiel dans le développement des sociétés en contribuant à la constitution et à la sauvegarde de la mémoire individuelle et collective. L'accès le plus large aux archives doit être maintenu et encouragé pour l'accroissement des connaissances, le maintien et l'avancement de la démocratie et des droits de la personne, la qualité de vie des citoyens » (Déclaration universelle des archives, proposée par le Conseil international des archives et adoptée lors de la conférence générale de l'UNESCO à Paris le 7 novembre 2011).

### ***Archivistique***

« La science ou l'art de la conservation, du traitement et de la mise en valeur des documents ou supports de l'information. » (Delsalle, 1998, p. 2)

### ***Évaluation des archives (en anglais, appraisal)***

« Appraisal -- the process of determining the value and thus the final disposition of Federal records, making them either temporary or permanent. » (National Archives and Records Administration, 2007)

### ***Numérique***

« Ressource d'information codée numériquement » (Bibliothèque et Archives Canada, 2006).

### ***Numériser***

Conversion d'un support analogique (document textuel, vidéo, etc.) dans un format numérique. Le terme est utilisé pour distinguer des items « nés numériques » (en anglais, *born-digital*) de ceux qui ont été transformés en un format numérique (National Digital

Information Infrastructure and Preservation Program (NDIIPP) & Federal Agencies Still Image Digitization Working Group, 2014).

### ***Politique publique***

Un processus lié à une prise d'action publique (ou l'absence d'une action) sur un enjeu particulier par un acteur politique ou un groupe d'acteurs concernant le choix de l'intervention et les moyens d'atteindre les objectifs de cette intervention (Irwin, 2003, p. 44; Jenkins, 1978, p. 33; Lemieux, 2002, p. 2; Turgeon & Savard, 2012).

### ***Ressources documentaires***

La « production documentaire sous forme publiée ou non, quelle que soit la source de communication, le format, le mode de production ou le support d'enregistrement. » (Gouvernement du Canada, 2009)

## **Structure de la recherche**

Afin d'atteindre les objectifs et de répondre à la question spécifique de la recherche, nous nous proposons de dépouiller la littérature récente en archivistique, en bibliothéconomie, et en sciences de l'information. Nous procédons à une revue analytique et critique de cette littérature universitaire et professionnelle en privilégiant la production récente parue depuis les trente dernières années. Plus précisément, nous analysons cette littérature afin d'obtenir une compréhension des notions théoriques et principes généraux de la pratique de l'évaluation archivistique.

La présentation de la thèse par articles les inscrits dans une logique démonstrative globale. Il est toutefois utile de préciser l'approche spécifique (modélisation, méthodes,

structure) privilégiée pour chaque article (Gingras et Côté, 2009). Ces articles ont été soumis au processus d'évaluation par les pairs d'une revue de recherche et les commentaires pertinents ont été retenus.

## **Premier article**

Dans le premier article, nous explorons la manière dont les études interdisciplinaires peuvent résoudre les problèmes de développement des collections ainsi que les perceptions, principes traditionnels, théories et fondements de l'évaluation archivistique.

Cet article privilégie une stratégie de recherche d'interprétation réflexive pour explorer les fondements théoriques décrits dans différents champs disciplinaires, à savoir dans les domaines de l'archivistique, de la bibliothéconomie, des sciences de l'information de l'anthropologie et de l'histoire (Alvesson & Sköldberg, 2009, p. 272-274).

L'interprétation réflexive suppose que toutes sources d'information et de données empiriques résultent d'une forme d'interprétation quelconque. Le processus de recherche fait donc appel à la fois à une prise de conscience des hypothèses et des *a priori* de la connaissance objective du chercheur (Alvesson & Sköldberg, 2009, p. 9).

Nos données sont puisées dans la littérature universitaire et professionnelle. Elles ont été sélectionnées pour leur influence ou leur participation aux débats entourant des notions théoriques dans le processus de l'évaluation archivistique (Brothman, 1991, 2001; Couture 2001; Ibekwe-SanJuan, 2012; McKemmish & Gilliland, 2013). La recherche documentaire a été effectuée dans les sources suivantes : les syllabus d'enseignements en bibliothéconomie au Canada et aux États-Unis (tels : *School of Library, Archival, and Information Studies, University of British Columbia*; l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de

Montréal; de la *Faculty of Information, University of Toronto*); les catalogues des bibliothèques de l'Université de Montréal, de l'Université d'Ottawa et le WorldCat de l'OCLC (*Online Computer Library Center*), la plus grande base de données bibliographique au monde; les bases de données pertinentes en sciences humaines, en administration publique et celles spécialisées en sciences de l'information (tels : *Library and Information Sciences Abstracts*, *Library, Information Science & Technology Abstracts*, et *Library Literature and Information Science*); les revues en bibliothéconomie et en sciences de l'information (tels : *The American Archivist*, *Archivaria*, *Archival Science*, *Archives*, *Archives and Manuscripts*, *Canadian Historical Review*, *Canadian Journal of Information and Library Science*, *Canadian Public Administration*, *Government Information Quarterly*, *The Information Management Journal*, *The Information Society*, *International Journal of Information Management*, *Journal of Documentation*, *Journal of Information Science*, *Journal of the American Society for Information Science*, *Journal of the Society of Archivists*, *Library Journal*, *The Library Quarterly*, *Library Trends*, *Optimum Online*, *Policy Studies Journal*, *Public Administration Review*, *Records Management Journal*, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *Social Epistemology*, etc.); les travaux de recherche consacrée à l'évaluation archivistique au Canada, soutenus et accessibles en ligne par le portail de BAC à Thèses Canada; et de publications par des associations professionnelles nationales et internationales en bibliothéconomie et en archivistique (Australie, Canada, États-Unis, France, Unesco, et autres). Les termes de recherche, l'évaluation des archives, ont été combinés tant en français qu'en anglais afin de procéder à un repérage des articles et documents pertinents publiés depuis les trente dernières années. Nous nous sommes inspirés du modèle conceptuel utilisé par McKemmish & Gilliland (2013) pour les différentes caractéristiques de la recherche archivistique afin de structurer l'analyse de la littérature.

Cette recherche documentaire permet de dégager les caractéristiques communes et distinctives des enquêtes théoriques et pratiques sur les modes de production de connaissances, la communication de la culture et, enfin, sur l'identification et la sélection du patrimoine documentaire dans les domaines de l'archivistique. Des principes généraux issus de la théorie de la communication et de la diffusion de l'information sont explorés par la philosophie de l'information. De plus, des notions et des articulations d'une conscience d'archivage sont explorées par les pratiques de l'écriture et de lecture. Et enfin, ces perspectives relatives aux pratiques de lecture et d'écriture sont explorées et comparées avec les perspectives anthropologiques et historiques. En quelque sorte, cette recherche exploratoire permet d'obtenir une compréhension des développements des collections et de la théorie de l'évaluation archivistique afin de déterminer leur valeur comme connaissances objectives dans le contexte scientifique actuel (Bourdieu *et al.*, 2005, p. 14; Lalande, 1997, p. 293).

## **Deuxième article**

Dans le deuxième article, nous explorons, par le moyen d'études de cas, le développement de pratiques professionnelles et de connaissances objectives utilisées pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire. Nous analysons et interprétons ces éléments théoriques de connaissance objective et de pratique professionnelle pour cerner quels nouveaux éléments seront nécessaires pour identifier et préserver le patrimoine documentaire. Ces éléments serviront à guider le développement de pratiques institutionnelles et de politiques publiques à l'ère numérique.

Deux sources de données ont été considérées lors de la recherche documentaire. La première est d'une part tirée de la littérature en archivistique sur l'évaluation archivistique depuis



les trente dernières années (McKemmish & Gilliland, 2013), et, d'autre part, d'études portant sur les instruments d'action publique en rapport à l'analyse des politiques publiques depuis les vingt dernières années (Hood, 2007). À cet égard, Hood (2007) résume la littérature récente abordant cette notion en trois grandes approches : les approches analytiques concevant les formes d'institutions comme des instruments, des approches analytiques, qui mettent l'accent sur la sélection de l'instrument, et des approches génériques neutres par rapport à la sélection de l'instrument et de l'institution. Notre recherche s'inspire du cadre que Christopher Hood nomme *politics-of-instrumentality*, une catégorie qui problématise les processus politiques et cognitifs qui conduisent au choix des instruments (Hood, 2007, p. 133).

Cette analyse est inspirée du cadre analytique et interprétatif de Christopher Hood et Helen Margetts dans leur ouvrage *The Tools of Government in the Digital Age*. Dans leur cadre théorique, les instruments de politique publique sont associés à des instruments d'influence et de détection à disposition de l'État afin de modifier ou de façonner les comportements des individus au sein de la société – ce qui demeure essentiellement un système de contrôle et d'intervention de l'État. Hood et Margetts mettent l'accent sur quatre types des ressources :

1. centralité ou nodalité dans la collecte ou la réception d'information
2. leurs autorités dans l'intervention – ou le système de contrôle – de l'État
3. trésor, ces ressources mobilisées par les gouvernements sous la forme de biens reçus ou échangés
4. organisation des institutions de l'État à exécuter les trois autres types de ressources

Conformément à une approche d'étude de cas comparative, nous nous concentrons sur les éléments suivants afin de recueillir et d'explorer les points communs et les points divergents dans les études de cas :

1. l'histoire institutionnelle, y compris son degré d'influence et son autorité
2. les événements qui ont influencé la sphère d'autorité dans l'évaluation archivistique
3. l'étendue de la communication des décisions d'évaluation au public
4. l'étendue de la mise en œuvre des politiques administratives institutionnelles

Le recours à l'étude de cas comme méthode de recherche favorise une approche comparative des théories, des pratiques et des activités professionnelles dans le processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire à l'ère analogique afin d'identifier de nouveaux éléments en contexte numérique. Rappelons que l'objectif de l'étude est d'identifier le développement de pratiques professionnelles et de connaissances objectives dans ce processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire et de proposer des éléments servant au développement d'un nouveau cadre conceptuel adapté à l'ère numérique. Nous avons opté pour une méthode de recherche par étude de cas selon un échantillon déjà identifié dans la littérature archivistique. Comme le confirme Yves-Chantal Gagnon à propos de la sélection de l'étude de cas comme méthode de recherche :

Ses grandes forces sont bien sûr de fournir une analyse en profondeur des phénomènes dans leur contexte, d'offrir la possibilité de développer des paramètres historiques, d'assurer une forte validité interne, c'est-à-dire que les phénomènes relevés sont des représentations authentiques de la réalité étudiée. Bref, c'est une méthode adaptable tant au contexte qu'aux caractéristiques du chercheur. (Gagnon, 2012, p. 3)

Une étude des processus d'évaluation archivistique aux États-Unis, à la *National Archives and Records Administration*, au Canada, à Bibliothèque et Archives Canada, et en Australie, à la *National Archives of Australia* a été effectuée dans la thèse de doctorat en bibliothéconomie et sciences de l'information à l'University of Pittsburg, soutenue par Jennifer Alycen Marshall. Cette étude nous a permis d'identifier les études de cas qui traitent du développement des politiques internationales dans l'identification et sélection du patrimoine documentaire et de leur influence, surtout dans le milieu anglophone (Marshall, 2007, p. 66-67)<sup>3</sup>. En effet, depuis les recherches de Marshall, effectuées en 2003, plusieurs études de chercheurs institutionnels se sont penchées sur la prémisse de sa recherche à l'occasion d'un effort de réflexion sur les stratégies et les pratiques en cours dans les institutions pour la préservation numérique (Hackett, 2010; McDermott, 2008; Phillips, 2005). Ces recherches permettent d'assurer que les résultats de nos recherches demeurent pertinents dans le cadre de nos interprétations des politiques administratives, des pratiques et des méthodes utilisées jusqu'à ce jour (Gagnon, 2012).

### **Troisième article**

Dans le troisième article, nous examinons les éléments théoriques de connaissance objective et les méthodes de pratique professionnelle dans le processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire grâce à des études de cas, tels que les publications créées

---

<sup>3</sup> Le processus d'évaluation archivistique pratiqué dans les traditions archivistiques américaines et britanniques est différent de celui pratiqué dans les traditions archivistiques françaises. La distinction intervient dans la sélection de ce qui sera versé dans les archives et ce qui ne le sera pas. Selon Michel Duchien : « force est de reconnaître que la définition française, qui qualifie d'archives tous les documents produits ou reçus [par une personne ou un organisme] dans l'exercice de son activité, sans distinction entre les documents d'utilité courante et les autres, est largement ignorée dans la pratique. [...] Pour l'ensemble du public et des fonctionnaires, un document ne devient vraiment archive que lorsqu'il est versé dans un service d'archives ("mis aux archives", comme on dit couramment, ou encore "archivé"). » (Duchien 2008, 22)

et acquises dès l'origine sous forme numérique (en anglais, *born digital*), les documents numériques du secteur public et les documents numériques privés. Nous analysons ensuite ces cas en portant une attention particulière sur ce qui sera retenu comme patrimoine documentaire numérique. Dans cet article, nous vérifions si l'hypothèse proposée dans la question spécifique est éclairante pour notre démarche, qui consiste à conceptualiser des éléments susceptibles d'orienter l'élaboration de politiques publiques et les pratiques institutionnelles pour l'identification et la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique.

La recherche consiste en une approche exploratoire couplée à une démarche d'interprétation réflexive (Alvesson et Sköldberg 2009, p. 272-274; Gagnon, 2012). Des études de cas ont été sélectionnées en utilisant les trois stratégies d'identification, de sélection et d'acquisition de BAC pour les méthodes d'identification et de sélection du patrimoine documentaire: la première stratégie étant deux méthodes législatives, l'une pour les publications et l'autre pour les documents gouvernementaux (les publications créées et acquises au départ sous forme numérique, documents numériques du secteur public); et le troisième pour les documents numériques privés (c.-à-d., des archives numériques personnelles).

Notre analyse emprunte en les adaptant les propositions de l'Organisation de coopération économique et de développement économique (OCDE) sur la chaîne des valeurs culturelles, tout en reconnaissant les difficultés inhérentes à la définition de la culture (Assmann, 2010; Daschko & Canada, 2011; Hays, 1994). Cet usage du concept opératoire d'information tel que défini par l'OCDE dans une chaîne des valeurs culturelles assure que la sélection des cas est pertinente et évite les résultats idiosyncrasiques (Gagnon, 2012, p. 5-9).

L'étude de cas permet d'obtenir une bonne compréhension de la pratique professionnelle et de connaissance objective utilisée pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire. Plus précisément la sélection de l'étude de cas comme stratégie de recherche est appropriée pour la vérification de l'hypothèse de recherche, soit l'application critique de la théorie sociale de la connaissance comme cadre conceptuel pour l'identification et la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique. En effet, cette méthode de recherche est exploitée afin de déterminer si la notion de Shera peut être utile à l'identification et la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique.

## **Conclusion**

La stratégie de recherche et l'organisation des résultats produits visent bien sûr à répondre à la question spécifique de recherche, mais aussi plus globalement à explorer le phénomène de la pratique professionnelle et de connaissance objective utilisé pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire à l'ère numérique.

Ainsi, cette approche permet d'atteindre les objectifs de la recherche : (1) identifier des éléments de la pratique professionnelle et de connaissance objective et (2) proposer un cadre conceptuel servant à élaborer une politique publique pour l'évaluation archivistique du patrimoine documentaire à l'ère numérique.

Nos trois articles permettent d'identifier les assises théoriques et les pratiques professionnelles et de connaissance objective des praticiens dans l'identification et la sélection du patrimoine documentaire. À la suite de cette identification, nous pourrions explorer les approches et les techniques des institutions de patrimoine documentaire à l'ère numérique, ce qui nous permettra de tester l'applicabilité des théories, des pratiques et des activités

professionnelles issues de l'environnement analogue, dans le processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique. Enfin, cette mesure nous permettra d'atteindre notre dernier objectif, c'est-à-dire, l'identification des éléments d'un cadre conceptuel nécessaire pour l'élaboration d'une politique publique sur le patrimoine documentaire appliquée au contexte de politique publique canadienne.

## CHAPITRE 2 : RECENSION DES ÉCRITS

### Principes généraux

La recension des écrits offre une synthèse des approches d'évaluation archivistique depuis les trente dernières années. Son but est de faire un survol des connaissances des principes généraux ainsi que des principaux théoriciens de l'évaluation archivistique<sup>4</sup>.

Plusieurs corpus ont été considérés. Le premier est constitué des manuels ou des guides de pratiques provenant du milieu de l'archivistique européenne et nord-américaine, et des écrits des théoriciens en archivistique contemporaine; le second émane de la documentation en bibliothéconomie, en philosophie de l'information, et en science de l'information sur la nature conceptuelle de l'information. La troisième source est issue des politiques administratives des bibliothèques et des archives nationales en matière de collecte et de sélection de documents pour

---

<sup>4</sup> Il existe d'autres pistes de recherche dans l'évaluation archivistique. En effet, certains chercheurs problématisent une perspective habermasienne d'évaluation archivistique, c'est-à-dire l'engagement interactionniste du citoyen dans la sphère publique. Ces chercheurs visent à comprendre comment le citoyen représente une forme de discours civique de gouvernance plutôt que d'analyser le discours de l'État dans un environnement numérique (Cook, 2011, p. 183). D'autres chercheurs encore, notamment Terry Cook, Joan Schwartz, Brien Brothman, Verne Harris, Heather MacNeil, et Tom Nesmith, pour ne citer que ceux-ci, problématisent l'interprétation de l'objet matériel plutôt que de son utilisation par des chercheurs, ce qui caractérise une approche post-moderne dans la littérature académique en archivistique (Cook, 1992; Nesmith, 2002). Cette problématique est exposée dans un numéro spécial d'*Archivaria* (numéro 61, printemps 2006) par Brien Brothman, Rodney G.S. Carter, Jennifer Meehan, Laura Millar, Joan M. Schwartz, et Malcolm Todd. L'environnement principalement numérique d'aujourd'hui a été problématisé en premier par David Bearman, dans un projet de recherche à l'Université de Pittsburg aux États-Unis. Les résultats de ces recherches ont influencé les travaux de Richard Cox, Charles Dollar et surtout de Luciana Duranti dans le projet InterPARES (International Research on Permanent Authentic Records in Electronic Systems), financé principalement par le Conseil de recherches en sciences humaines du Gouvernement du Canada (Bearman, 1989; Dollar, 1993; Duranti, 2001). Tandis que d'autres chercheurs offrent une perspective expérientielle de l'évaluation archivistique et de l'évolution de ces principes généraux appliquées au milieu de l'administration fédérale canadienne (Bailey, 2013, pp. 29-37).

leurs collections patrimoniales respectives. Le quatrième corpus est composé des monographies et des thèses dans le domaine de la bibliothéconomie et des sciences de l'information.

À l'intérieur de ce dernier ensemble, la thèse de doctorat en sciences de l'information, enregistrée à l'Université de Montréal et soutenue par Basma Makhoul Shabou sur la mesure et la qualité de l'évaluation archivistique développe une approche de l'évaluation des archives comme c'est aussi le cas dans la thèse de doctorat en histoire enregistrée à la University of Waterloo, et soutenue par Kathryn Rose sur l'évolution du mandat des Archives Publiques du Canada et la montée de la profession des gestionnaires de dossier<sup>5</sup>.

Préalablement à la recherche documentaire proprement dite, nous avons consulté quelques sources documentaires pour identifier des principes généraux susceptibles d'orienter la recherche. Cette question — quels sont les principes théoriques de l'archivistique? — est soulevée dans le premier numéro du journal scientifique *Archival Science*, par Horsman, Ketelaar et Thomassen (2001). De cette recherche documentaire sur l'évaluation archivistique nous avons cerné les concepts suivants : (1) le respect des fonds, tel que proposé par Natalis de Wailly, revu et augmenté par les archivistes hollandais (Duchéin, 1977; 1983; Muller, Feith et Fruin, 1910; Sweeney, 2008); (2) la théorie des valeurs (Couture & Rousseau, 1982; Rousseau, 1994; Schellenberg, 1956, 1965); (3) le cycle de vie des documents (Jenkinson, 1922; Pérotin, 1961); (4) le plan documentaire ainsi que la stratégie documentaire, ce que nous nommons l'approche documentaire (Booms, 1987; Samuels, 1986); et (5) la macroévaluation (Brown, 2010; Cook, 2004; 2005).

---

<sup>5</sup> La recension des écrits est alimentée par la thèse de maîtrise en archivistique de l'University of British Columbia soutenue par Jason Christopher Eamer-Goult sur la dichotomie dans le processus d'évaluation archivistique entre l'archiviste-historien et le gestionnaire de dossier (en anglais, le records manager).



## Le respect des fonds

L'un des concepts fondamentaux en archivistique — le principe de provenance exprimé par le « respect des fonds » — a été formulé par l'archiviste-historien Natalis de Wailly dans la circulaire du 24 avril 1841 pour le classement des Archives départementales de France<sup>6</sup>. Dans cette circulaire, Natalis de Wailly précisait de : « Rassembler les différents documents par fonds, c'est-à-dire, former collection de tous les titres [documents] qui proviennent d'un corps, d'un établissement, d'une famille ou d'un individu. » (Bordier, 1855, p.51) Le principe de respect des fonds nous offre donc une définition opératoire de ce qui constitue à cette époque le processus et les techniques d'identification et de sélection du matériel documentaire à valeur historique. Ainsi, ces archives sont formées de tous les documents qui proviennent d'individus ou d'institutions œuvrant à l'échelle des départements français, qui les ont créées pour leurs propres besoins. Toutefois, ce système est limité dans son application, car il s'agit de l'environnement entourant la création d'un système de classification et d'organisation des archives administratives des départements français plutôt que d'un processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire. Il s'agit en effet d'un processus de collection de manuscrits et de documents administratifs de l'État et de son entreposage afin de faciliter le processus de repérage dans un dépôt d'archives.

---

<sup>6</sup> Pour une analyse de l'évolution de ce concept lors de l'élaboration d'une approche standardisée pour la classification et la description archivistiques, voir surtout les articles de Duchein (1977, 1983) et l'article de Terry Eastwood (1992). « Nailing a Little Jelly to the Wall of Archival Studies ». *Archivaria*, 35(Spring), 232-252. De plus, le glossaire du Bureau canadien des archivistes (1990; révisé en 2008) : *Règles pour la description des documents d'archives*. Le Bureau canadien des archivistes, propose la définition suivante: « Principe fondamental selon lequel les archives d'une même provenance ne doivent pas être entremêlées avec celles d'une autre provenance et doivent être conservées selon leur ordre primitif, s'il existe. (Respect des fonds) Voir aussi Provenance. »

D'autres auteurs ont abordé l'évolution historique de ce principe en prenant pour exemple le système de registre, et connu sous le nom de « respect de l'ordre primitif », (ou encore en allemand par « *Provenienzprinzip* » (Sweeney, 2009, p.4316; Posner, 1985). Le respect de l'ordre primitif dicte qu'il faut respecter l'organisation des dossiers créés ou accumulés par une institution, ou celle d'un individu, lors de leur dépôt aux archives. Pour d'autres auteurs, c'est avec la parution d'un manuel de la gestion des archives par les archivistes hollandais Muller, Feith et Fruin, *Handleiding voor het ordenen en beschrijven van, archiven* en 1898<sup>7</sup>, que les principes du respect des fonds et du respect de l'ordre primitif prennent leurs formes définitives (Duranti, 2003, p.604; Duchein, 1993; Muller, Feith et Fruin, 1910; Sweeney, 2009, p. 4316).

C'est avec la publication d'un manuel de pratiques d'Hilary Jenkinson (1922) en Grande-Bretagne que les notions et méthodes de Muller, Feith et Fruin de 1898 furent acceptées et codifiées dans les techniques et méthodes de l'archivistique. De même, pour obtenir une compréhension des principes fondamentaux de l'archivistique à cette époque, il faut consulter le « manuel » en italien d'Eugenio Casanova (1928) sur la gestion des archives ainsi que le « manuel » en allemand de Wolfgang Leesch, basé sur les cours donnés par Adolf Brenneke (1953) à l'Institut für Archivwissenschaft à Berlin-Dahlem, de 1931 à 1940. (Williams, 2006) D'autres chercheurs notent que c'est surtout aux principes mis de l'avant aux États-Unis à la suite de la réorganisation de sa bureaucratie pendant la Seconde Guerre mondiale que nous devons la transformation du vocabulaire terminologique de l'archivistique contemporaine qui distingue la signification du concept « archives » de la tradition des manuscrits historiques et de

---

<sup>7</sup> Cet ouvrage est aussi traduit en allemand (1905), en italien (1908), en français (1910), et en anglais (1940).

la préservation des documents historiques et archivistiques dans des dépôts d'archives (Atherton, 1979). Rose Kathryn, dans sa thèse sur l'évolution de la fonction archivistique au Canada et aux États-Unis à la suite de la Seconde Guerre mondiale note que cette période reflète un changement significatif dans la gestion des archives, avec la naissance de la théorie du cycle de vie des documents (Rose, 2012). Ce sont les archivistes Margaret Cross Norton et Waldo Leland qui, dès 1944, formulent une approche fondée sur l'idée que les documents possèdent différentes valeurs selon l'utilisation des dossiers créés, utilisés et stockés par les ministères. Norton, alors archiviste de l'État de l'Illinois, a reconnu la nécessité d'une fonction d'évaluation archivistique en amont, notant qu'il est manifestement impossible pour une agence gouvernementale de conserver toute la documentation relative à ses activités. L'archiviste doit donc travailler avec le gestionnaire de dossier afin de réduire le volume de documents. Norton note que le travail de l'archiviste c'est alors déplacé de la conservation de tous les dossiers à une sélection de dossiers pour la conservation (Norton, 1975, p. 232).

### **Le cycle de vie des documents et la théorie des valeurs**

C'est à la suite de la Commission Hoover (1947-1949) sur la réorganisation de l'administration de la bureaucratie américaine que Theodore R. Schellenberg élabore des lignes directrices et des rapports à l'intention de ses collègues américains pour baliser les fonctions archivistiques quant à l'évaluation et la gestion des archives (Cook, 1997, p. 27-29; Sweeney, 2009, p. 4317-4318). Son guide des pratiques « *Modern Archives Principles and Techniques* », paru en 1956, est suivi en 1965 par « *The Management of Archives* » et annonce une évolution

dans la pratique des principes généraux<sup>8</sup>. La réflexion, plus généralement présentée dans ce manuel par Schellenberg, promulgue plusieurs principes fondamentaux dans la science archivistique contemporaine, dont notamment la théorie des valeurs et le cycle de vie des documents.

La fonction de gestion des archives publiques est fondée sur le principe du cycle de vie de documents<sup>9</sup>. Ce dernier est souvent mentionné comme l'un des principes fondamentaux de l'archivistique au Canada et ailleurs dans le Monde. Pour les archivistes québécois, Jean-Yves Rousseau et Carol Couture, cette fonction est l'équivalent du principe des trois âges des archives. Ce principe est fondé sur la notion que l'existence des archives est subdivisée en trois phases distinctes, à savoir : la courante, la semi-active (dite « intermédiaire » en France), et la définitive (Rousseau et Couture, 1994, p. 97-100). Pour ces auteurs, la phase courante dure tant que les documents possèdent encore une utilité pour leurs créateurs. La semi-active débute lorsque ces documents n'ont plus d'utilité courante pour les créateurs dans l'exercice de leurs fonctions, mais doivent être conservés temporairement pour des raisons juridiques ou administratives. La phase définitive s'annonce lorsque ces documents acquièrent une valeur historique et archivistique, et qu'ils sont versés dans un service d'archives<sup>10</sup>. D'après Christine Pétillat et Hélène Prax, ce principe des trois âges des archives introduit peu à peu dans la pratique

---

<sup>8</sup> L'introduction de ce livre en Amérique de Nord eu un effet de diffusion assez rapide. Se référer à l'article de Fernand Ouellet. (1957). SCHELLENBERG, Theodore, *Modern Archives. Principles and Techniques*. The University of Chicago Press, 1956. 247 p. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 11, 286-291.

<sup>9</sup> Le cycle de vie des documents et de l'information est aussi présenté sur le site de Bibliothèque et Archives Canada. (2006). *Gestion du cycle de vie des documents et de l'information*. Repéré à <http://www.collectionscanada.gc.ca/government/products-services/007002-2012-f.html>. Il est élaboré dans un continuum de valeur opérationnelle retrouvé à la page 5 dans la présentation de Richard Brown. (2008, 9 avril). *Le régime réglementaire en tenue des documents et la préparation aux litiges*. Les nouvelles approches en tenue des documents. Ottawa, Canada. <http://www.collectionscanada.gc.ca/obj/023023/f2/023023-2604b-f.pdf>.

<sup>10</sup> Ce principe est introduit en France par le biais des travaux du monde anglo-saxon par Yves Pérotin. (1961). *L'administration et les trois âges des archives*. *Paris et Seine*, 20, 1-4.

des dépôts qui sont « destinés à recevoir les versements des documents à leur sortie des organismes producteurs, à les trier et à les conserver jusqu'au moment de leur transfert aux archives historiques ou de leur destruction » (Pétiilat et Prax, 2008, p. 233). Ainsi, nous avons en France des dépôts de préarchivage; aux États-Unis, des « records centers »; et au Canada, des Centres fédéraux des documents. Ceux-ci entreposent des documents qui n'ont plus d'utilité courante pour leurs créateurs.

L'intégration des théories et des techniques de la bibliothéconomie et de la science de l'information influence plus tardivement le développement du cycle de vie de l'information. Le cycle de vie du document, tel qu'initialement proposé en archivistique, contenant les activités de collecte, de création, d'organisation, d'utilisation, de conservation et d'élimination est transformé dans le contexte des sciences de l'information et devient, dans le contexte numérique en sciences de l'information, des phases d'occurrence, de transmission, de gestion, et d'usage (Floridi 2010, paragr. 93). Il n'y a plus de phases de conservation, de préservation, donc de versement dans des dépôts d'archives, comme c'est le cas dans le modèle analogique. Il n'y a que la phase d'usage dans l'environnement numérique. Certains chercheurs estiment que le modèle québécois applique déjà ce processus de sélection avec sa vision d'une archivistique intégrée, c'est-à-dire, d'une « synthèse du *records management* américain et de l'archivistique européenne, française en particulier, orientée davantage vers la gestion des archives historiques ou définitives. » (Salaün *et al.*, 2009, p. 25) Toutefois, plusieurs chercheurs mettent en doute l'existence même de phases strictement discernables et par conséquent la pertinence du principe de cycle de vie, et donc ultimement, la capacité dévolue aux praticiens d'appliquer ces principes à l'ère numérique (Atherton, 1985; McKemmish, 2005, p. 198–222).

Suivant Schellenberg, la théorie des valeurs est le processus dans l'évaluation archivistique qui définit comment les documents définitifs sont triés et transférés aux archives. Il s'agit d'une évaluation des documents selon deux catégories : primaire (administratif, fiscal, et dont l'utilisation est nécessaire pour le fonctionnement opérationnel du créateur), et secondaire (durable ou pour l'utilisation à long terme par des personnes autres que l'institution d'origine ou de création). Cette dernière catégorie, d'après Schellenberg (1956, p.139), indique à la fois une valeur de témoignage et une valeur informative (en anglais, « evidential value and information value »).

Dans sa thèse de doctorat présentée à l'Université de Montréal sur la qualité des archives historiques et archivistiques, Basma Makhoul Shabou répertorie le développement et les diverses applications de la théorie des valeurs qui servent à constituer les archives (Shabou, 2011, p. 30-36). Cette auteure conclut que « l'évolution de la théorie des valeurs avec les successeurs de Schellenberg a été marquée par l'intérêt à développer des critères d'évaluation de la valeur primaire et de la valeur secondaire » (Shabou, 2011, p. 36). Nous trouvons un appui à cette conclusion chez Schellenberg, pour qui le processus d'évaluation des archives de la masse documentaire est fondé sur des critères d'évaluation pour différencier entre le document et des archives :

The modern archivist...has a definite need to redefine archives in a manner more suited to his own requirements. Since the major problem of the modern archivist is to select archives for permanent preservation from among the mass of official records created by public (or private) institutions of all kinds, the element of selection should be implicit in the definition of archives. (Schellenberg, 1956, p. 15)

Pour ce dernier, le processus d'évaluation archivistique possède comme notion théorique de base la fonction du document dans l'administration de l'État; ce sont des archives « of any public or

private institution which are judged worthy of permanent preservation for reference and research purpose and which have been deposited or have been selected for deposit in an archival institution. » (Schellenberg, 1956, p. 19)

Plusieurs auteurs ont abordé les différences entre les approches d'évaluation proposées par Jenkinson et Schellenberg dans le processus d'évaluation archivistique dans la tradition des archives publiques (Fisher, 2009; Tschan, 2002; Williams, 2006, p.4-5). Tschan estime que les perspectives divergentes sur la constitution et l'utilisation des archives entre Schellenberg et Jenkinson proviennent du fait que Schellenberg « classed [archives] as a separate group of records and which Jenkinson considered an organic extension of office documents, archives being essentially records in archival custody. » (Tschan, 2002, p.186) Lorsque Schellenberg introduit la distinction entre les archives et les documents dans le processus d'évaluation, il traite des documents d'origine privés, et souvent versés dans des collections spéciales de bibliothèques. Aux États-Unis, comme au Canada, ce sont les archives d'origine personnelles qui sont désignées par « manuscrits » (en anglais « manuscripts ») ou, dans la pratique professionnelle contemporaine, « d'archives privées ». Au Canada, la pratique d'acquisition du patrimoine documentaire pour les archives privées et les archives publiques par les divers centres d'archives est désignée par le terme *d'archives totales*. Laura Millar dans une série d'articles publiés dans *Archivaria* en expose le développement au Canada et les différentes perspectives offertes pour ce terme (Millar, 1998; 1999). Nous notons que la notion d'archives totales, selon la perspective de Millar, est reliée au concept d'une responsabilité publique pour l'acquisition et la préservation de documents de valeur archivistiques de toute provenance et sur tout support en collaboration parmi les services d'archives au Canada.

Dans cette tradition des archives publiques, Terry Eastwood détermine l'intérêt de conservation de l'État : comme preuve justificative, lors de décisions, pour la rédaction de procès-verbaux, en des délibérations, et lors d'événements (Eastwood, 2010, p. 5-11). Ainsi, les archives de l'État sont formées et s'accroissent suivant des règles fixes — contrairement à la façon dont la collection de manuscrits historiques est constituée par la recherche historique (Eastwood, 2010, p. 5-8; Muller, Feith et Fruin, 1910, p. 5). D'autres auteurs, des historiens, ont abordé la question des archives diplomatiques dans le contexte de l'administration de l'État. Leurs textes s'insèrent dans une approche de l'évaluation archivistique qui définit les archives de l'État par l'organisation et la classification des documents émanant d'institutions reliées de proche ou de loin à l'administration de l'État, telles que les tribunaux, les églises, et les universités, mais à l'exclusion des documents émanant d'individus ou de correspondances personnelles. De même, ces auteurs notent que ces archives ne sont pas créées pour la recherche historique, mais bien pour l'administration de l'État (Burke, 2000, p. 140-141; Barnes, 1937, p. 228). Les questions soulevées par la sélection des archives, quant à leur accès et leur diffusion pour des besoins historiques, relèvent plutôt d'un autre principe, celui des manuscrits historiques.

La tradition des manuscrits historiques, c'est-à-dire de la collection des archives culturelles ou historiques, relève de la tradition professionnelle en bibliothéconomie. Deux auteurs (Berner 1981; Gilliland-Swetland 1991) ont abordé l'approche de l'évaluation archivistique des manuscrits historiques aux États-Unis. Gilliland-Swetland a noté l'influence de la bibliothéconomie aux États-Unis sur la terminologie ainsi que sur la pratique archivistique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1960 environ. Ces auteurs estiment que cette tradition est issue à la fois de pratiques et de notions en bibliothéconomie axées sur la recherche, tel que le



catalogage et le système de contrôle bibliographique de documents historiques, mais aussi sur le développement de l'historiographie et l'appui des sources documentaires. Berner et Gilliland-Swetland suggèrent que la tradition des archives publiques a depuis supplanté cette tradition de manuscrits historiques dans les institutions de patrimoine documentaire (Fisher, 2009; Tschan, 2002).

Plusieurs auteurs affirment que le principe de la théorie des valeurs repose sur la formulation de Jenkinson. Celle-ci représente une tradition européenne qui ne s'applique pas à la pratique nord-américaine (Duchain, 2008; Williams, 2006; Chabin, 2000). Plus précisément, d'après Geoffrey Yeo, professeur à l'*University College London*, l'archivistique doit profondément se questionner sur ses principes fondamentaux ainsi qu'à propos de la terminologie qu'elle utilise. Dans cette optique, quel est le sens de l'« information », du « document » et des « archives » dans la société (Yeo 2007; 2008; 2012)? Certains travaux comparables en archivistique, tels ceux de Hans Booms, d'Helen Samuels, de Terry Cook et de Tom Nesmith s'intéressent à cette question que certains qualifient de « postcustodial » et de post-moderne<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Pour une lecture de la pensée post-moderne en archivistique, voir la bibliographie dans Joan M. Schwartz, et Terry Cook. (2002). Archives, records, and power: the making of modern memory. *Archival science*, 2(1-2), 1-19; ainsi que les travaux récents de Brien Brothman. (2001). The past that archives keep: Memory, history, and the preservation of archival records. *Archivaria*, 51(Spring), 48-80. Nous citons les trois articles de Terry Cook. (2007). Archival Principles and Cultural Diversity: Contradiction, Convergence or Paradigm Shift? A Canadian Perspective. *Comma*, 2007(3), 37-48. doi: 10.3828/comma.2007.3-4.4; (2001). Archival science and postmodernism: new formulations for old concepts. *Archival Science*, 1(1), 3-24; (1997). What is past is prologue: a history of archival ideas since 1898, and the future paradigm shift. *Archivaria*, 43(Spring), 17-63; ainsi que l'article de F. Gerald Ham. (1981). Archival strategies for the post-custodial era. *American Archivist*, 44(3), 207-216.

## Approche documentaire

Dès le début des années 1980, certains chercheurs critiquaient l'approche de Schellenberg et de Jenkinson sur la théorie des valeurs, fondée sur des critères spécifiques d'évaluation du contenu des archives ou pour leur utilité potentielle future dans la recherche historique ou les besoins des utilisateurs futurs (Samuels, 1986). Leurs recherches démontraient qu'il était impossible de discerner les besoins futurs des chercheurs ni possible de revoir la masse de documentation dans le processus d'évaluation afin d'identifier la valeur secondaire de Schellenberg, et enfin que le biais et l'intérêt de l'archiviste s'installaient dans le processus d'évaluation.

L'un des premiers chercheurs à s'intéresser à cette problématique est Hans Booms, président des Archives fédérales allemandes, lors de la publication d'un article sur une approche d'évaluation archivistique fondée sur la documentation de la société, à la suite d'une conférence en archivistique sur les méthodes et les principes d'évaluation archivistique tenue à Dortmund en 1971<sup>12</sup>. L'approche de Booms, subséquentement révisée par Angelika Menne-Haritz, directrice de l'école des archives de Marbourg en Allemagne, possède comme prémisse que le respect des fonds n'est pas une méthode appropriée d'évaluation archivistique, et qu'il convient aussi de la reconsidérer comme méthode d'arrangement des archives. Booms, en réaction aux impositions idéologiques de l'État dans ce processus d'évaluation archivistique, propose une approche de documentation intégrale de la société où il affirme que la société doit pouvoir

---

<sup>12</sup> Publié en 1972, "Gesellschaftsordnung und -berlieferungsbildung: Problematik Zur archivarischer Quellenbewertung", *Archivalische Zeitschrift* 68 (1972), pp. 3-40. Cet article est repris et traduit : par Carol Couture en Français, Booms, H. (2001-2002). Ordre social et constitution du patrimoine archivistique. À propos de l'évaluation des sources d'archives. *Archives*, 33(3/4), 7-44; et par Hermina Joldersma et Richard Klumpenhauer en Anglais, Booms, H., (1987). Society and the formation of a documentary heritage: issues in the appraisal of archival sources. *Archivaria*, 24(Spring), 69-107.

définir ses propres valeurs fondamentales et que ces valeurs contemporaines doivent être représentées dans l'évaluation archivistique et non pas les valeurs de l'époque de l'archiviste qui entreprend cette évaluation (Booms, 1987). Cette approche est caractérisée par une recherche de l'opinion publique contemporaine, les « public and public opinion, as a constitutive element of modern society, sanctions public actions, essentially generates the socio-political process, and legitimizes political authority » (Booms, 1987, p.104). Le patrimoine documentaire reflète donc la « conscience » d'une période particulière, de toute sphère de responsabilité (p. ex., de l'industrie, au municipal, ou religieuse), des événements marquants ou de ces omissions, des développements de la société qui sont déterminants pour définir l'époque historique, ainsi que ses thématiques à considérer comme source d'information fiable pour créer un « plan de documentation » qui enregistrera « the essential currents and cross-currents of a particular society in a particular period [which should be] worthy of preservation. » (Booms, 1987, p.105) Cette analyse permet donc à l'archiviste, dans le processus d'évaluation archivistique, de déterminer quels documents, quelles que soient leurs provenances, serviront à documenter au maximum cette société avec un minimum de documents.

Similairement, Helen Samuels, propose une stratégie de documentation à la suite de recherches sur l'évaluation archivistique de documents universitaires et encourage une stratégie d'évaluation archivistique basée sur un sujet précis, des événements marquants géographiquement situés dans la société considérée, ainsi que l'identification des individus qui s'avèrent pertinents pour documenter la société (Samuels, 1986, 1991, 1992). Pour Samuels, le processus d'évaluation archivistique consiste à identifier et à documenter les fonctions d'une société par la recherche historique « [...] by studying each function and evaluating its importance to the institution through historical investigations. The result of these studies is a

clear understanding of what is to be documented and what documentation is sought. » (Samuels, 1992, p. 16)

Certains auteurs ont critiqué ces approches, notamment Doris J. Malkmus dans un article sur les développements récents dans les stratégies d'approche documentaire. Elle résume le constat de l'impraticabilité de cette approche dans l'évaluation archivistique pour deux raisons : (1) que l'effort de recherche documentaire nécessite une connaissance approfondie de la matière, à base longitudinale, et préférablement par une institution mandatée spécifiquement pour ce type de recherche; (2) que l'approche est problématique en ce qui concerne les documents électroniques, car ceux-ci demandent de nouvelles méthodes de collecte et d'identification et que ces documents sont éphémères et deviennent inaccessibles aux archivistes après quelques années (Malkmus, 2008). D'autres spécialistes ont cherché à déterminer les différences entre l'approche documentaire dans la tradition de développement de collection des archives culturelles ou publiques et la tradition professionnelle en bibliothéconomie, celle du développement de collection de manuscrits historiques. Terry Abrahams, dans un article consacré à éclairer les différences entre ces traditions, note que l'approche documentaire précise l'acquisition des documents d'archives publique sur la base théorique et que celle-ci complémente les méthodes de développement des politiques d'acquisition de collections de manuscrits historiques. Toutefois, celui-ci note que l'approche documentaire demeure impossible à mettre en œuvre car elle nécessite une analyse et une compréhension de l'état des fonds documentaires institutionnels, l'existence d'une politique de développement de collection détaillée ainsi que d'une politique d'acquisition institutionnelle avec une coopération entre les institutions mandatées à s'occuper de l'acquisition et la conservation du patrimoine documentaire dans cette même zone géographique. Ces préalables étaient déjà connus dans le

milieu archivistique; de longue date, l'approche documentaire renouvelait leur importance dans le processus d'évaluation archivistique (Abraham, 1991, p. 52)<sup>13</sup>.

### **Approche de la macroévaluation**

La pratique de la macroévaluation est introduite dès 1990 aux Archives nationales du Canada (ministère qui sera connu sous le nom de Bibliothèque et Archives Canada après 2004) par les archivistes responsables des documents gouvernementaux. Elle a été conçue en tant qu'approche en partie par Terry Cook s'inspirant : en premier, des résultats de la Commission Deschênes<sup>14</sup>, du nom de son Commissaire, le juge Jules Deschênes de la Cour d'appel du Québec, qui dirigea en 1986 une commission d'enquête sur les criminels de guerre; en second, par l'approche du projet PIVOT aux archives des Pays-Bas (Hayward, 1988); et, en troisième, par les écrits théoriques de ces collègues aux Archives nationales du Canada : Jay Atherton, Brien Brothman, et Richard Brown.

La Commission Deschênes attira l'attention du grand public sur les processus de disposition de documents aux Archives nationales du Canada. Terry Cook, alors archiviste,

---

<sup>13</sup> Il y a une littérature vaste et étendue sur les aspects théoriques, techniques et pratiques de l'approche documentaire dans l'évaluation archivistique. Je cite entre autres les ouvrages suivants publiés par des chercheurs et praticiens récents: Blouin, Francis X., and William G. Rosenberg. 2007. *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar*. Ann Arbor: University of Michigan Press; Larry Hackman. (2009). The Origins of Documentation Strategies in Context: Recollections and Reflections. *American Archivist*, 72(2), 436-459.

<sup>14</sup> La Commission d'enquête a été créée par un décret du conseil privé, C.P. 348, 7 février 1985, sous l'égide de la *Loi sur les enquêtes* (S.R.C., 1970, ch. 1-13). Selon le catalogue CAIN du *Fonds de la Commission d'enquête sur les criminels de guerre*, numéro de catalogue 272723, accédé le 25 janvier 2015 sur le site [www.archivescanada.ca](http://www.archivescanada.ca) :

La Commission était mandatée de procéder à toutes enquêtes nécessaires sur les criminels de guerre au Canada, et notamment, rechercher si des criminels de guerre résident actuellement au Canada et, le cas échéant, déterminer quand et comment ceux-ci y sont entrés, afin d'être en mesure de présenter au Gouverneur en conseil des suggestions et recommandations sur les dispositions à prendre au Canada pour traduire en justice les criminels de guerre pouvant y résider, et de préciser les mécanismes juridiques existants qui pourraient être utilisés à cette fin ou, à défaut, ceux qu'il y aurait lieu pour le Parlement canadien d'instituer par voie législative.

aurait autorisé l'élagage de documents de Citoyenneté et Immigration Canada selon les procédures habituelles, documents qui, s'ils n'avaient pas été détruits, auraient permis à la Commission de mener des enquêtes sur les criminels de guerre au Canada. En effet, ce processus de disposition de documents démontre un manque de connaissance de la part de l'archiviste quant à la nature de la documentation qui lui est proposée pour élagage, ainsi qu'une absence de communication envers le public concernant le processus d'évaluation archivistique. Cette lacune dans le processus de disposition de documents a été le facteur déterminant qui a enclenché la révision du processus de disposition aux Archives Publiques, et subséquemment la recommandation de mettre en place une nouvelle approche, la macroévaluation.

Le projet PIVOT<sup>15</sup> fut conçu par les archives néerlandaises pour sélectionner le matériel devant être transféré aux archives publiques après 30 ans. Pour effectuer cette tâche, les archives néerlandaises ont entamé le projet PIVOT de 1992-2001. Il avait pour objectif de trouver une méthode de sélection générale, un ensemble de méthodes de recherche, et des critères de sélection. L'objectif spécifique au projet était de préserver le matériel documentaire afin de reconstituer les décisions et les actions du gouvernement dans le contexte sociohistorique de l'administration de l'État. La documentation des décisions et des activités du gouvernement possédait plus d'importance que ceux ayant une valeur en fonction de leur utilité secondaire de recherche historique ou de leur valeur archivistique. La méthode proposée consiste à effectuer une série de recherches institutionnelles sur l'ensemble des politiques administratives de l'institution ciblée et à cartographier les acteurs institutionnels importants dans l'administration

---

<sup>15</sup> L'acronyme PIVOT correspond en néerlandais à « Project to Implement the New Transfer Period », cité à la page 206 dans Agnes E.M. Jonker. (2005). Macroappraisal in the Netherlands. The first ten years, 1991–2001, and beyond. *Archival Science*, 5(2-4), 203-218.

publique. Ensuite, des critères de sélection sont appliqués sur les résultats de cette recherche, afin de déterminer si les documents appartenant à un processus décisionnel des secteurs d'activité sont admissibles pour le transfert aux archives. Cette analyse institutionnelle est fondée sur les fonctions administratives de l'État. C'est une approche de sélection descendante (*top down*) du rôle et des activités de ces fonctions dans l'administration de l'État plutôt qu'une approche ciblant la valeur historique ou d'appui à la recherche.

La macroévaluation s'inspire de cette approche, mais aussi des contributions de Jay Atherton sur le continuum de valeurs plutôt que du cycle de vie des documents, de la réflexion sur la détermination de la valeur archivistique de Brien Brothman et de la pensée herméneutique de l'archivistique de Richard Brown. Jay Atherton, dans un article critiquant l'applicabilité de la notion du cycle de vie dans l'évaluation archivistique, note que la documentation produite par l'administration de l'État ne sert pas les intérêts de l'historien ou de l'archiviste : « records are not created to serve the interests of some future archivist or historian, or even to document for posterity some significant decision or operation. They are created and managed to serve immediate operational needs. » (Atherton, 1985, p. 49) L'appel à un continuum – la création, la classification, l'établissement de délais de conservation, la gestion, et la diffusion – dans la prestation des services entre les archivistes et les gestionnaires de dossiers, permettrait d'identifier ce qui sert à documenter une transaction ou une décision administrative, et les documents qui servent à des besoins culturels ou historiques. Brien Brothman suit cette dernière ligne de pensée à propos des besoins de documenter la vie de la société par un appel à une réflexion sur les préalables épistémologiques dans l'évaluation archivistique, en ce qui a trait aux notions archivistiques de preuve documentaire et de mémoire collective. Brothman note que le processus de production documentaire n'informe pas le processus d'évaluation archivistique.

Le processus d'évaluation archivistique place l'individu au centre du processus de la mise en valeur de la masse documentaire, toutefois « individuals are not the ultimate source of value and order creation [...] social communities create and destroy value. » (Brothman, 1991, p. 81) Ce questionnement des connaissances objectives du professionnel dans le paradigme des archives institutionnelles est centré sur la valeur des documents dans leur cycle de vie. Cette question — comprendre la valeur des documents dans leur cycle de vie — relève d'une approche proposée par Richard Brown centrée sur le processus d'évaluation archivistique qui requiert que l'archiviste revoie le matériel *in situ*, ce qui n'était pas le cas dans l'étude PIVOT, afin de le comprendre dans le contexte de création institutionnel. Cette approche herméneutique sert à comprendre la documentation dans son contexte en tenant compte de l'analyse fonctionnelle de l'institution. Cette analyse s'inspire de la théorie de la structuration de Giddens afin de comprendre les principes structurels des fonctions institutionnelles à travers l'espace et le temps (Brown, 1991a, 1991b, 1995).

Ces théoriciens ont largement influencé la technique de la macroévaluation, qui correspond à un processus en deux étapes : la première consiste en une recherche sur les fonctions des programmes et des activités institutionnelles et du site structurel de création de la documentation; la seconde consiste en l'analyse de la documentation produite par ces sites de documentation selon neuf critères appliqués au niveau du document pour en déterminer la qualité de patrimoine documentaire. Ces neuf critères sont l'unicité de la documentation, sa période (p. ex. antérieurs à 1946), son étendue en termes de volume, la facilité qu'il y a à la manipuler et à l'utiliser, son état matériel, son caractère plus ou moins unique, son authenticité. Suite à cette analyse, l'archiviste établit des conditions et des modalités de transfert comme



patrimoine documentaire et permet, selon une Autorisation de Disposition de Document (ADD), l'élagage des ressources documentaires n'ayant plus de valeur opérationnelle aux ministères.

## Modélisation des paradigmes de recherche

La modélisation des paradigmes de recherche permet d'organiser la structure de la preuve d'après les approches de recherches que nous avons utilisées dans les articles ainsi que les caractéristiques des sources d'informations. Le tableau ici-bas présente une synthèse des principes généraux.

Éléments	Principales caractéristiques	Étudié dans le chapitre (correspondant à l'article)		
		1er article	2e article	3e article
Respect de fonds	Respecte la provenance des documents, privilégie les activités des institutions de l'État.	X	X	
Théorie des valeurs	Tri documentaire selon deux valeurs, l'une primaire : exploitée selon les besoins nécessaires de création et de gestion du document; l'autre secondaire : pour tout autre usage.	X	X	
Cycle de vie des documents	Tri de la documentation selon le stade de l'utilisation des documents, à savoir, courante, intermédiaire, et définitive.		X	
<i>Documentation Plan</i>	Documentation de la société sur une base historique et thématique.			X
<i>Documentation Strategy</i>	Documentation de la société, sur une base à la fois historique et thématique, mais aussi géographiquement située et sur la base des individus d'intérêt à la société.	X		X
Macroévaluation	Processus et techniques : structure fonctionnelle fondée dans une recherche documentaire institutionnelle jumelée à de critères subjectifs.		X	X

**Tableau 1 : Modélisation des paradigmes de recherche.**

Cette modélisation permet de dégager les caractéristiques communes et distinctives des principes généraux et des approches dans l'identification et la sélection du patrimoine documentaire lors de la présentation dans la démarche de recherche de chaque article. En quelque sorte, cette recherche permet d'explorer l'hypothèse initiale émise dans la QS, en présentant l'évolution des concepts explorés dans les articles et d'en tirer une conclusion sur la pertinence du modèle théorique (Brown, 2010; Gingras & Côté, 2009, p. 29-30; Hayward, 1988).

## **Conclusion de la revue de la littérature**

En conclusion de cette revue de littérature, nous retenons la mise en exergue des principes généraux qui seront utilisés dans cette recherche, tels que le principe du respect des fonds, la théorie des valeurs, le cycle de vie des documents, ainsi que de l'évolution des approches dans le processus d'évaluation archivistique.

Pour compléter cette revue, nous avons vu que l'évolution des approches d'évaluation archivistique est issue de l'arrivée de la discipline historique et de la bibliothéconomie. Les recherches récentes en archivistique apportent aussi de nouveaux éléments, tels que la macroévaluation et une approche documentaire. On reconnaît que ces principes et ces approches sont formulés dans la pratique de l'archivistique, de la bibliothéconomie et des sciences de l'information pour identifier, gérer, préserver et diffuser le patrimoine documentaire. Ces principes et méthodes ont été formulés face à la nécessité de résolution d'un problème concret dans la pratique dans un environnement analogique.

Notre étude permettra donc de compléter nos connaissances sur les fondements théoriques, sur les pratiques professionnelles et sur la connaissance objective des praticiens dans

leurs processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique. Plus précisément, nous répondrons à la QS de la recherche par la production de trois articles scientifiques.

# **DEUXIÈME PARTIE : RÉSULTATS, ANALYSES ET INTERPRÉTATIONS**

## **CHAPITRE 3 : EPISTEMOLOGICAL INVESTIGATIONS ON DOCUMENTARY HERITAGE: THEORETICAL FOUNDATIONS**

### **Introduction**

Several studies and their authors have started to report on the sheer volume of information being produced and communicated in the digital age, both analogue (in terms of digitized content) and born-digital. It is now growing twice as fast as the concomitant ability to store it (De Saulles, 2012; Gantz & Reinsel, 2011). Likewise, other authors share insight into the means by which digital information is being harnessed and analysed in new ways to produce insights or value added services (Mayer-Schönberger & Cukier, 2013, p. 2). Others see a triple revolution of the internet, social networks and new forms of personal and mobile information and communication technologies, as “shaping how people relate to others, work, play, learn together, and seek out helpful information.” (Rainie & Wellman, 2012, p. 17)

The emergence of these factors has brought a renewed focus of attention and action for practitioners and policy makers on some of the traditionally held theories, principles, policies, and practices upon which government agencies, such as national libraries and archives, were established and continue to operate (Caron, 2010; Hunter, 2010; National Archives and Records Administration, 2010). In effect, the sheer volume of information resources presently being created, communicated and preserved as documentary heritage necessitates a critical

examination of the notions, concepts and established practices used to identify and select what is documentary heritage, as past ways of identifying and selecting documentary heritage are no longer adequate.

In order to orient their work, practitioners are made to question and explore their objective knowledge on how to identify and select documentary heritage as it pertains to this new digital age. At the core of this practitioner's reflexivity on “the how”, lies a basic exploration of “the means” by which they (e.g., librarians, archivists, and record managers) use their tools, methods and techniques to identify and “put aside” a selection of a society’s documentary presence in order to preserve it and build, amongst other things, a relevant public memory (Caron & Brown, 2013). At the institutional level, decision makers require justification behind the appraisal selection recommendation with a level of intellectual rigour beyond a practitioner's objectified subjectivity (Caron & Library and Archives Canada, 2011).

Previous studies tend to approach this issue by focusing on operational definitions, such as studying the ontological and philosophical assumptions on what constitutes data, information, documents, records, or documentary heritage (Capurro & Hjørland, 2003; Feather, 2004; Floridi, 2010; Frohmann, 2009; Lund, 2010; Ma, 2012; Yeo, 2007, 2008). A second group of studies has reviewed existing collection development, or archival selection practices, in order to adapt administrative policies or statutory instruments (Kavcic-Colic, 2003; Lunn, 1981; Mason, 2007; Milne & Tuck, 2008). A third set of studies examined the relationship and role of archives in how they shape society's public memory through the archival appraisal process (Booms, Joldersma, & Klumpenhower, 1987; Brothman, 1991, 2001; Cook, 1994, 2001b, 2013; Eastwood, 2002; Harris, 2002; Ketelaar, 2002; Schwartz & Cook, 2002; Upward, 1996, 2009). Whereas, a much larger collection of studies in archival literature has focused on the

principles and foundations of archival science, those relating to the organization, description, preservation and communication of archives (Bailey, 2008; Comeau, 1998; Cook, 2001a; Craig, 2007; Eastwood & MacNeil, 2010; Jenkinson, 1965; Millar, 2010; Roberts, 1987; Ross, 2012; Schellenberg, 1956, 1965; Theimer, 2010, 2011).

These various approaches have been used to explore technical-methodological solutions to emerging problems of practice. Although debates have remained active, their findings are almost uniformly consistent in their examination of archival theory and practices, and how they might apply in a digital age. A handful of interdisciplinary studies have examined how archival institutions, as sites of cultural and social memory, are affected by these new forms of information and communication technologies, and in particular by the personal recollections of events and experiences as forms of cultural history, and as historical aspects of collective and individual memory (Artières & Laé, 2011; Assmann, 2011; Blouin & Rosenberg, 2007, 2011; Pessach, 2008). The degree in which interdisciplinary studies can critically resolved issues of collection development and archival appraisal theory and practices in the digital age remains to be explored.

This paper provides a re-examination of underlying theoretical issues relating to capture methodologies, identification and selection processes. It explores practitioner's scientific objective knowledge in how digital information is attributed value as documentary heritage within society. It identifies that operational definitions, established practices, and government administrative policies related to the identification and selection of documentary heritage are profoundly rooted in the theories of the time, and the practices of the day (Hacking, 1999, p. 80; 2002, pp. 8-9; Hempel, 1966, p. 278). For government agencies, these findings impact the development of public policy or as economist and public policy expert Robert Haveman stated,

that this research is for the “direct utilization [...] by those concerned with planning policy.” (Haveman, 1987, p. 194)

## **Method of research**

This paper uses a reflexive interpretation research strategy to explore theoretical insights described in different disciplinary fields, namely from the fields of library and information sciences (LIS); archival sciences; anthropology and history (Alvesson & Sköldberg, 2009, pp. 272-274). These fields were chosen for their contribution in influencing or discussing theoretical terms in archival appraisal theory and practice (Brothman, 1991, 2001; Couture, 2001; Ibekwe-SanJuan, 2012; McKemmish & Gilliland, 2013). These fields provide theoretical and philosophical investigations into modes of knowledge production, communication of culture, and subsequently the identification and selection of documentary heritage. First, theoretical principles and philosophical insights into the communication and dissemination of information are explored under a broad rubric of philosophy of information. Second, the notions and articulations of an archival consciousness are explored through writing and reading practices in an archival context. Third and finally, perspectives relating to reading and writing practices are explored through anthropological and historical perspectives. In a way, this epistemologically driven paper critically explores collection development and archival appraisal theory and practices in order to determine their value as scientific objective knowledge within the current context (Bourdieu et al., 1991, p. 3; Lalande, 1997, p. 293).



## **Findings: Disciplinary perspectives**

### *Knowledge production, communication and preservation of culture*

Philosophy of information has investigated the notions of modes of knowledge production, communication and preservation of culture through investigations into conceptual notions of information, their use, their processing, their sharing and their associated computational methodologies (Floridi, 2009, p.154). Investigations into theorizing operational definitions for information are also explored by Jonathan Furner through a categorization of broad traditions within the LIS discipline, such as: a) semiotic; b) socio-cognitive; and c) epistemic traditions.

In the semiotic tradition, the production and dissemination of culture relies on the fact that “both semiotics and information science are concerned with the nature of the relations between content and its representation, between signifier and signified, between reference and referent, and between informative objects and their meaning.” (Raber and Budd, 2003, p. 507) In effect, a semiotic activity is both a communication product and a process where meanings can be found from signs—in effect, words, sounds, or visual images, regardless of format, recording medium or production mode. Likewise, this tradition to designate information, texts, or documents as signs and shapes influences notions and concepts of what gets communicated and preserved over time.

A socio-cognitive tradition emphasizes the relation on “action and process, and especially on processes by which people become informed or inform others. Information is conceived either as the act that causes a change in a person’s mental state, internal ‘knowledge structure,’ or ‘image’ of the world, or as the event in which such change takes place.”(Furner,

2010, p. 175) In simple terms, this tradition's emphasis lies on the fact that an individual's knowledge state—or internal “knowledge structure”—does not take into account social structures and social relations (Cronin, 2008). Knowledge production, as is the communication and dissemination of culture, is socially constructed, “it is not something that is only created and contained sub-cranially.”(Cronin, 2008, pp. 470–471).

Finally, an epistemic tradition aims to provide “an account of the properties that an information resource must have if the beliefs that are generated upon interpreting the content of that resource are seen to be justified.”(Furner, 2010, p. 175) In effect, this tradition seeks to explore epistemic properties of information, as separate forms of evidence, such as truth and justification, in order to qualify information as knowledge. For example, it is suggested that decision analysis theory can provide directions on epistemic values used in knowledge acquisition policies broadly construed (Fallis and Whitcomb, 2009, p. 176). Decision analysis, as applied to information practices, can assist in the identification and selection of information as documentary heritage, since there is “no value to preserv[e] materials in an archive unless it is possible that somebody at some time will use them to acquire knowledge.”(Fallis and Whitcomb, 2009, p. 178)

These three broad traditions within the LIS discipline identified by Furner relate to modes of knowledge production, communication and preservation of cultural memory. In fact, LIS has historically addressed this issue through applied tools, methods and techniques that seek to create meanings from the cultural context of the society by applying theoretical models of knowledge organisation (Ibekwe-SanJuan, 2012, pp. 1700). Quoting Marcia Bates, Ibekwe-SanJuan states that LIS' field of “interest is in human-produced information, and therefore, how human beings relate to this information—how they seek it, use it, ignore it, retrieve it” (Ibekwe-

SanJuan, 2012, p. 1700). These are the approaches that employ research methods that seek to explore information practices as “a set of socially and culturally established ways to identify, seek, use and share the information available in various sources such as television, newspapers, and the Internet.” (Buschman, 2009; Lloyd, 2006; Lloyd et al., 2013, p. 127; Savolainen, 2007; Tuominen et al., 2005). Classifying, cataloguing, or instituting other meaningful knowledge organization from information practices within a specific cultural context not only sets patterns, structures or other forms of organizational models, they may also artificially construct and constitute personal and cultural memory (Hacking, 1998, p. 254; Hacking, 1999, p. 170; Hacking, 2002, p. 39-40).

In terms of archival appraisal or collection selection process, this requires an understanding of a society's documentary presence through either external signification (i.e., obtaining the meaning and context of the information as communicated) rather than evaluating its intrinsic values or taxonomic attributes (i.e., things, phenomena, works, expressions, manifestations, agents, persons, subjects, places, events). An example of this selection process is the *reductio ad absurdum* used by archival theorist Hilary Jenkinson (Jenkinson, 1922, p. 7). In his example, Jenkinson uses the gift of an elephant skeleton from a colonial government to the Secretary of State in England, with supporting documentation, to question a basic tenet of archival appraisal, what constitutes an archival document. What is “put aside” for posterity in the Archives; the elephant, its corresponding documentation, or both? The documentation merely follows, and further contextualizes through other documentation, the act of giving the elephant to the Secretary of State. It is not the object of the study. In effect what is to be kept is not the elephant, but the documentation about the elephant, the correspondence concerning this form of gift-giving, etc. The elephant would be donated to a museum, with, one suggests, the

documentation. Again, in this context, it's not the artefact that is important, but rather what the artefact's documentation refers to in a wider societal context. What is significant is not so much the archival object's intrinsic value or taxonomic attributes but rather how it relates to the society in which it takes places.

An identification of what forms part of a documentary presence within society requires understanding how knowledge is mastered, communicated and interpreted through language and texts (Cook, Vaid, and Bassetti 2009, p.2; Olson 2009, p.51). Rather than how information practices have been applied or formulated in identification or selection approaches, frameworks or statutory instruments (Lin & Eschenfelder, 2008, p. 18). Specifically these latter practices form epistemological obstacles when existing general knowledge or theory remain persistent in their development (Bachelard, 2002, p.78). New theoretical frameworks, operational definitions and administrative policies will be necessary to bridge different approaches used by practitioners. If so, could the contribution—if not the centrality—of literacy practices provide an understanding into the implied ways of thinking about knowledge production, communication and preservation of cultural memory? Can this contribution inform insights into how documentary heritage is identified and selected?

#### *Archival consciousness*

Approaches to understanding how texts can provide an understanding of how knowledge and culture are communicated and preserved can also be found in archival science. Archival theorist Brien Brothman makes this argument in his article on archival consciousness in social theory (Brothman, 2010). He examines how archives are distinct, durable, irreplaceable, reified as an object, a location, and a social role to society. In effect, Brothman examines archives

beyond their pragmatic justification of legal, economic, and business rationales—as forms of gift making. He explains them in terms of what animates individuals and societies “to keep and preserve documentation in its many forms, and what kinds of social consequences have induced them to continue to do so, to stop doing so, or to change how they do so?”(Brothman, 2010, p. 143)

This investigation into archives and their related forms of documentation in terms of gifts and gift-giving provides an alternative illustration into modes of knowledge production, communication and preservation and how these intersect with social practices. Brothman’s interpretation of Jacques Derrida’s being and giving compares the acts of writing to archiving: “Just as gifts never completely maintain their integrity as gifts, record makings, as a species of writing, never arrive at their destination with their integrity as the same writings fully intact.”(Brothman, 2010, p. 172)

Brothman's reading of Derrida’s forms of giving also uncovers forms of tensions and interplay between “records” and “writing”: “records surrender their ‘recordness’ the moment they assume material form as writing, as written, transmissible objects. Records emerge and fade or die as soon as they are given.”(Brothman, 2010, p. 170) Brothman’s inclusion of historian Michel de Certeau’s “scriptural economy”, which is based on an analysis of cultural politics by a historical and theoretical examination of writing practices, ties this notion of “recordness” to both cultural politics and to “documentary instruments of authorial control”. (Brothman, 2010, p. 171)

Ultimately, Brothman concludes that archives do not just “put aside”, or “preserve” this societal documentation—this information. In fact, they are related to a gift of writing, entirely dependent on an individual’s ability to pass them on, in effect, to let them go. At the same time archives are predicated upon the fact that future readings and meanings of the past can be found within these writing and reading practices: “each time individuals inscribe, preserve, or archive—however one might want to characterize it—they are preparing a contract or will; they are taking a vow of absence.”(Brothman, 2010, p. 172) This nature of temporal absence in reading and writing practices is expressed by Brothman as a form of archival consciousness, where “a community’s willingness to part with its treasure for the sake of individuals it will never, can no longer, or could never see, touch, or hear.”(Brothman, 2010, p. 178)

Brothman’s investigation into this scriptural enterprise of how knowledge is preserved through scripts, symbols and the writing systems as forms of cultural memory provides an insight into evolving notions, concepts, as well as professional practices and activities relating to how archives are created and constituted. In effect, by focusing on the human practices of reading and writing Brothman situates the archive in terms of its cultural and social practices and not in terms of its teleological value as a historical and therefore archival documentary product. Or simply by pragmatically defining it, and traditionally seeing it, in terms of its primary administrative, legal, economic, and business values or its future use by select individuals (e.g., lawyers, historians, genealogists, etc.). Furthermore, this theoretical grounding of the archive as a form of gift giving of a society’s documentary presence over time implies an active participatory role by distinct members of society to identify and select documentary heritage. Likewise, this documentary presence over time is in part influenced and selected by documentary instruments of authorial control. These are the institutionalized forms and

functions that are established through a set of traditions that seek to transform, classify, catalogue and insert this documentary presence in order to transform and become new products—i.e., documentary heritage. Theoretical foundations developed in archival science for the identification and selection of documentary heritage suggest that notions of linear time used in communicating and disseminating cultural knowledge and public memory are tied to literacy practices. If so, how does the digital age modify this theoretical application of linear temporality and socio-spatial boundary to documentary heritage?

### **Anthropological and historical literacy practices**

Theoretical perspectives relating to literacy practices are also explored through the literature in cultural anthropology (Barton and Papen 2010, 1). Anthropologists, historians and other disciplines working within a cultural context, have researched literacy practices for: a) their symbolic value and material aspects; b) their ability to interact between people; c) their ability to promote interchanges between the past and present; and d) their centrality to the creation and transmission of knowledge. (Barton and Papen 2010)

The centrality of knowledge production, communication and preservation of cultural memory is core to Barton and Papen's understanding of the practices and activities related to the written documentary material. This ethnographic and historical study into writing as a social and cultural practice recognises that the formulation of social and culture practices are based on a definition of culture used by Eriksen as the "abilities, notions and forms of behaviour persons have acquired as members of society [and which refers] to those aspects of humanity that are not natural but which are created". Likewise, society is defined as "everything that has to do with how humans interact and organize their life" and literacy practices and events are defined

as “the general cultural ways of using reading and writing” and the “particular instance of people drawing upon their cultural knowledge.” (Barton and Papen, 2010, pp. 8–11)

Research and literature from French historians and sociologists on the culture of book reading (i.e., Roger Chartier and Bernard Lahire respectively) influenced the development of literacy practices. This research demonstrated that the book was an object of cultural heritage, produced, communicated and embedded as literacy practices within a social practice (Barton and Papen, 2010, pp.15-16). Barton and Papen provide insights into historical and sociological views of the book as an object of cultural heritage. In this viewpoint, the process of disseminating and producing objects of material culture, such as a book, are identified and meanings are construed through their readership. By contrast, Barton and Paper highlight the fact that the actualization process, a notion subsequently raised by Roger Chartier, is “shaped by the acts and habits of the readers”. This analysis of the practices of book reading, and in particular, “the social and cultural space they inhabit also depends on the material form through which meaning is received.” (Barton and Papen, 2010, p.17) This notion of cultural space, in terms of its actual geographic relationship, is highlighted through the research on interview texts as immutable mobiles (Barton and Papen, 2010, p. 5; Briggs, 2007, p. 565) A theoretical insight that was first articulated by Bruno Latour to describe entities that are materialized and can be easily carried across geographic and genres boundaries without modifying their inherent characteristics and relations (Latour 1999, pp. 306-307).

Anthropological and historical exploration into the theoretical discourse on literacy practices and events within cultural and social practice has demonstrated that spatial boundaries do not modify the inherent attributes of an actualized object of material culture (i.e., a book) and its relation to the society that created, communicated or preserved it. Rather, the characteristics



of this object of material culture lies in its ability to facilitate interchanges between the past and present by maintaining meanings to both individuals and groups. This is significant in many levels. What constitutes a material object of social and culture practices within the context of literacy practices and literacy events is in part influenced through media channels (i.e. television, newspaper, and the Internet) which cross over socio-spatial boundaries. In an analogue environment, literacy practices were asserted through documentary instruments of authorial control created and distinct within socio-spatial boundaries. This raises multiple questions : Can literacy practices approaches developed in the analogue environment be also applied to this digital age? Are the practices, methods and professional activities related to how we identify and attribute value as documentary heritage to society's documentary presence over time still applicable to a digital age?

## **Discussion**

This analysis and discussion was based on, and partly driven by, a reflexive interpretation research strategy within an epistemological approach. This approach explores meta-theoretical perspectives on theory and knowledge in practice using insights from the texts discussed above and interdisciplinary counter-views to critically examine and question general knowledge, traditional theories, conventional thought and practitioner's activities.

Historical or literary research on the production and history of the book as an object of culture, have focused on key areas of literacy practices such as authorship, editing, printing, publishing, book-selling, copyright legislation (in terms of its literary properties), and libraries (as vehicles of social history). This focus on the book—and the content found therein—as a cultural practice and a product of culture itself is explored in anthropological and historical

writing. Anthropologists understand that an investigation into how writing and written texts are created and used requires an exploration of values, beliefs, norms, and conventions inherent and situated within their cultural contexts (Barton and Papen, 2010, p. 9). This investigation intersects with historical and literary research when applied to knowledge and power, individual and collective identities, and elements of social change (Barton and Papen, 2010, p. 10). These findings explored how certain books, or their content, were selected to be transmitted across time and space, to become part of what Brothman calls the archival consciousness. Stated another way, the nature of documentary heritage in an analogue environment has largely focused on the functions, structures, and processes of documentary production on the basis of their objects of material culture. In a digital age these functions, structures, and processes of documentary production can no longer provide insights to locations, forms and context of documentary heritage (Caron and Brown, 2013). Some would even add that theoretical traditions relating to identifying documentary heritage in a digital age are shifting in relation to: new formulations and interpretations of what be considered literacy practices and events; the relationship between content creators and producers of works and the publishing houses; the unrestricted production of content works; and the undifferentiated value of the works being produced (Lahire & Wells, 2010).

Cultural and social historians have encountered questions of diffusion or dissemination of knowledge beyond a notion of gift giving—or handing knowledge down from one generation to another. As social historian Peter Burke eloquently noted “communicating knowledge is not a process of 'transporting information like so many potatoes on a conveyor belt', a point that becomes particularly clear in studies of the various uses of a single book” (Burke, 2012, p. 86). Cultural historian of early modern France, Roger Chartier, demonstrated this issue in the

communication and dissemination of knowledge in cultural practices. He argues that literacy practices are “not governed by the specific semiotic mechanisms of language, but by a great variety of other quite distinct semiotic practices—iconic, ludic, spatial, technical, gestural, ritual, disciplinary, and the like.”(Sewell, 2005, p. 335) In this use of the term practices, the focus was not entirely linguistic, but rather were formulated on the use of textuality which was "based on signs whose meaning is fixed by convention" and "constitute semiotic systems open to interpretation” (Chartier, 1997, p. 81). The issue of contextualisation and representation of knowledge structures is discussed in historical studies where it is demonstrated that written texts need to be contextualised from within local or global social situations that created them, and likewise the social situation that reads them (Lahire, 2012, pp. 18–19; McKenzie, 1999). These forms of literacy production and representations of knowledge structures (Lor, 1997, p. 6) involve elements of cultural politics and instruments of authorial power and control (Foucault, 1997, p. 8; Giddens, 1986, p.258).

This focus on instruments of power and control in documentary production such as authorship, editing, literary proprietorship (i.e., copyright), printing, publishing, book-selling, amongst others instruments, influence and intersect across what historian Michel de Certeau (Certeau, 1975, pp. 84–85) named groups (e.g., readers), locations (e.g., libraries) and practices of objects of material culture (e.g., publications). Some historians have noticed that these instruments and services of documentary production (i.e., legal deposit, gifts, donations and the creation and management of government records) and the locations of these objects of material culture (i.e., archives, libraries, museums) have evolved in response to changes in technology used to create texts and the corresponding contexts within which they exist and operate (Burke, 2000, pp. 92-93, 103-109, 138-141; Burke, 2012, pp. 29-31, 100-102, 149-150, 195; Chartier,

2009, pp. 368–369). The notion of selection of documentary heritage using these instruments and services of documentary production are predicated on existing documentary instruments of authorial control. These are the content creators and producers of works and publishing houses which both control the amount of published material that forms part of documentary heritage. Yet this creates a non-representative and undifferentiated documentary heritage that requires other instruments to ensure a representative, but not necessarily comprehensive, nation's documentary heritage (Lin & Eschenfelder, 2008). It can be argued that these statutory instrument, like legal deposit which intends to provide a comprehensive approach to documentary heritage, form a break with the centrality of communication and dissemination of culture. Current forms of “accumulating everything, of establishing a sort of general archive, the will to enclose in one place all times, all epochs, all forms, all tastes, the idea of constituting a place of all times that is itself outside of time and inaccessible to its ravages, the project of organizing in this way a sort of perpetual and indefinite accumulation of time in an immobile place” remains situated in the present day understanding and use of institutionalized instruments and services of documentary production (Foucault and Miskowiec, 1986, p.26).

Other studies have discussed these changes in instruments and services of documentary production in the digital age (Darnton, 2009, p.236). Far from technological deterministic forms of change, transformational processes within society acerbated by information and communication technologies (ICT), have altered the nature and scope of instruments and services of documentary production in order to reflect a changing nature of literacy practices (Caron & Brown, 2012). In one example, Roger Chartier identifies three revolutions brought about by innovative technologies in the creation of texts and on the writing system: a) the first by the development of the codex by the Romans; b) the second by the appearance of the *libro*

*unitario*; c) and the third by the invention of the printing press (Chartier, 2004, p. 141). Each corresponding change has brought new terminology and new definitions—the codex, the *libro unitario*, the book. Each corresponding revolution has also brought about new mechanisms, new practices and new theories which in this context Marshall McLuhan called “a formula for blitz and metamorphosis” (McLuhan, 1962, p.141). If so, is there a break between theory and professional practices on how to identify, communicate and preserve public knowledge and memory?

Some efforts in this regard have been made by Fallis and Whitcomb that could be employed to select what constitutes documentary heritage, such as decision analysis under epistemic practices. Frohman’s (1994) work on discourse theory, and Hjørland’s (2002) description of domain analysis, could inform an understanding of how knowledge is mastered through scripts, or symbols, and the implied ways people communicate and share information amongst themselves and in social groups. However since the aim of those articles was to improve understanding of information behaviours and practices in terms of theoretical characteristics of how individuals articulate their identities, its aim did not address the issue of how individuals and social groups ascribe value to information in terms of what constitutes an archival consciousness.

This attribution of value within an archival consciousness is also investigated within the Australian records continuum model which seeks an understanding of the processes, systems and structures inherent in the creation, selection, organization, and dissemination of information. Yet, this information continuum model was founded on Anthony Giddens' structuration and time-space distancing theory, as an applied model for archival practitioners (Upward, 1996, 1997). Later publications by Giddens reflect on a discourse of reflexive modernity where, as

one particular aspect, traditional personal relationships, behaviours and attitudes are decentralized in terms of authorities (Beck, Giddens, & Lash, 1994, p. 107). As a result, traditional ways of representing information practices and behaviours within an information continuum model are predicated upon contextual and contingent knowledge and belief (Bagguley, 2003, p. 139; Beck et al., 1994, p. 65). This re-examination of spatial and temporal systems, traditions, beliefs and culture in Giddens recent works impacts existing archival practice in terms of an applicable theoretical framework for an information continuum model. Research in networked organizations confirms this discourse of reflexive modernity where work locations are now spatially and temporally decoupled. Where work occurs in fluid arrangements, where teams can be brought together to discuss projects and where blogs and other ICT tools are used to share knowledge and to exchange ideas (Rainie and Wellman, 2013, pp. 366-368). In this networked environment the digital nature of literacy practices and events creates a distancing through much larger networks of interactions where this digital conversation is both in a constant state of flux, diminishing or even nullifying any notion passing of time, but also creates a dependency on shared cultural knowledge to understand the intent and meanings between author and reader. Several researchers have started to question how information behaviours and practices within this context can enable practitioners to identify documentary heritage in the digital age (Lavrivière, 2000; McDonough et al., 2010). Core to their questioning are the different social processes that lead to the creation and dissemination of individual and public memory and knowledge within society. Some of these questions revolve around whether concepts can be imported from one social context to another.

This leads to a fundamental issue for practitioners, the meaning of what is a publication in the digital age. As an example, is the video game, a form of literacy practice, or is it a form

of cultural practice and therefore an artefact of culture? Or is it of interest for its aesthetic or intellectual pleasure (J. McDonough et al., 2010)? If so, should it be selected as documentary heritage? This specific question was recently the focus of attention at the British Library where it partnered with the National Videogame Archive to identify, select and preserve gaming websites in order to “preserve the essence of the cultural and historical impact of the sector.”(Crookes, 2012) Another example, legal deposit, a traditional instrument of documentary production is viewed as central to a national library’s acquisition mandate. Legal deposit aims at “the preservation and the availability for future generations of the intellectual record of the nation’s economic, social, scientific, and educational activities” (Lavrivière, 2000, p. 24). Yet, in Canada, this instrument has undergone various amendments throughout the last sixty years in order to address shifting technologies in formats relating to publications and documentary heritage, and to address fundamental shifts in notions relating to books, publishers, or even online publications. (Government of Canada and Library and Archives Canada, 2014). One can reflect on the fact that statutory instruments and practitioner's approaches have centered on operational definitions for publications or records, which are still descriptive and prescriptive (c.f., National Archives and Records Administration, 2010). In fact, it has already been argued by Adrienne Muir (2001) that existing notions and principles for legal deposit, applicable and practised in the analogue environment, no longer have practical meaning in the digital age. Unfortunately, her understanding of these issues concerning the selection of publications was relegated to prescriptive statements from emerging or existing legislative instruments, and did not address society's literacy practices (Muir, 2001, p. 658-660).

If we ask the fundamental question “how can we identify and select documentary heritage in this new digital age?” the most obvious means to provide an answer would be to

analyze existing practitioner's approaches and consider how much of these practices are still formed in traditional theories and conventional thought. In this sense, this investigation has revealed a number of issues in the development and application of theoretical models. First, theoretical constructs are developed mostly in terms of a praxeology related to information practices that seek to explore information seeking, use, and sharing by individuals or of social groups. Practitioner's approaches to understanding modes of knowledge production, communication and preservation through external signification, setting of attributes or taxonomies, or through collecting additional values create epistemological obstacles. Second, our understanding of documentary heritage in the analogue environment was socially constructed by elements of cultural politics and documentary instruments of authorial control. In the digital age these instruments have been de-contextualized by the emergence of new literacy practices and events involved in the creation and communication of cultural memory and knowledge. New literacy practices and events influence and intersect across named groups, spatial locations, objects of material culture and the manner in which individuals understand cultural knowledge and memory. So the effect of the digital age on documentary heritage administrative policies and procedures forces practitioners to reconsider their objective scientific knowledge on how to address this fundamental issue, how to identify and select documentary heritage. As Thomas Kuhn wrote on objective scientific knowledge, that "[...] the transition between competing paradigms cannot be made a step at a time, [...] it must occur all at once (though not necessarily in an instant) or not at all."(Kuhn, 1996, p.150)

Others have noted that this transition to the digital age required an epistemological break with existing practices and behaviours from the analogue environment (Caron 2011, p.130). Daniel J. Caron, the former Librarian and Archivist of Canada in a presentation at the



International Council on Archives conference (ICA/CITRA) in Oslo argued that merely adapting existing practices, tools, and techniques (e.g., a professional praxeology) to this new digital age is not adequate (Caron, 2010b). In fact, new activities and practices by individuals and social groups fundamentally challenge existing technical vocabulary and syntax for what constitutes an “author”, a “publication”, or a “record”. In fact, these notions reflect the thinking of the day, as well as the advance in information and communication technology and concomitant social transformations. Far from a continuous evolution in how practitioners theorize and apply their professional praxeology, rather these are reformulated through the use and development of new theories, changing the use of underlying notions and concepts (Bachelard, 2002, pp.64-80).

Likewise, existing theoretical principles used in decision-making found in administrative policies and statutory instruments are based on practice and instruments of authorial control by a cadre of editors, publishers, and information professionals, amongst others. In the digital age, these theoretical principles require an investigation as to their existing applicability, and as to how advances in scientific knowledge can then be translated into new practices and administrative policy instruments required for the acquisition of documentary heritage. For future research, some of these advances in objective professional knowledge are to be found in the application of critical thinking (Leckie et al., 2010). Recent work in the use of critical theory in library and information science by Leckie, et al. (2010) has demonstrated the lack of a “strong tradition in LIS of producing metatheoretical discourse”, as well as absence in understanding of these theoretical perspectives in adapting them in LIS. It is posited that a transdisciplinary approach, where knowledge is shared across, between, and beyond each individual discipline,

provides for greater knowledge development at the discipline forming level and can provide insight in how to address evolving objective professional knowledge.

## **Conclusion**

To summarize, as the long-time gatherers, retainers and guardians of documentary heritage, national archives and libraries are bearing the overwhelming force of a digital age by having to deal with significantly greater volumes of dis-intermediated, non-authoritative and undifferentiated value for data, information, and documents in many new formats. The sheer volume of information, considered and stored as documentary heritage, necessitates a critical examination of the methods used to identify and select what is documentary heritage as the past ways of identifying and selecting documentary heritage are no longer sufficient.

Findings from interdisciplinary research indicate that digital age has brought about a modification in the behaviours, attitudes, functions, structures, and processes of documentary production by groups and individuals and that this has caused a break, rather than a continuity, in practitioner's scientific objective knowledge related to the identification and selection of documentary heritage in a digital age. Existing theoretical frameworks, or forms of general knowledge, remain persistent and limit the formulation and application of new practices, administrative policies, and statutory instruments related to the identification and selection of documentary heritage.

Furthermore, we hypothesize that the foundations for the identification and selection of documentary heritage can be found in the critical application of social epistemology and re-interpretation of philosophy of information coupled with knowledge obtained from other disciplines. In this hypothesis, it is through the application and critical review of philosophy of

information, beyond its information-theoretic and computational approach, to redefine it in terms of an embedded social practice in how information is being created, processed, managed and communicated (Furner, 2010, p. 172). In this facet, it approaches sociological thinking related to social epistemology (Shera, 1970; Budd, 2002). This is apparent when linked to notions discussed in this paper on literacy practices and on the integration and preservation of individual and collective knowledge and public memory.

## Bibliography

- Alvesson, M., & Sköldbberg, K. (2009). *Reflexive methodology: new vistas for qualitative research* (2nd ed.). Los Angeles; London : SAGE.
- Artières, P., & Laé, J.-F. (2011). *Archives personnelles : histoire, anthropologie et sociologie*. Paris : A. Colin.
- Assmann, J. (2011). *Cultural memory and early civilization: writing, remembrance, and political imagination*. Cambridge; New York : Cambridge University Press.
- Bachelard, G. (2002). *The formation of the scientific mind: a contribution to a psychoanalysis of objective knowledge*. Manchester : Clinamen.
- Bagguley, P. (2003). Reflexivity Contra Structuration. *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 28(2), 133-152. doi : 10.2307/3341456
- Bailey, C. A. (2013). Past Imperfect? Reflections on the Evolution of Canadian Federal Government Records Appraisal. *Archivaria*, 75(Spring), 5-47.
- Bailey, S. (2008). *Managing the crowd: rethinking records management for the Web 2.0 world*. London : Facet Publishing.
- Barton, D., & Papen, U. (2010). *The anthropology of writing understanding textually-mediated worlds*. New York, NY : Continuum International Pub. Group.
- Beck, U., Giddens, A., & Lash, S. (1994). *Reflexive modernization: Politics, tradition and aesthetics in the modern social order* (1 ed.): Stanford University Press.
- Blouin, F. X., & Rosenberg, W. G. (2007). *Archives, documentation, and institutions of social memory essays from the Sawyer Seminar*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Blouin, F. X., & Rosenberg, W. G. (2011). *Processing the past: contesting authority in history and the archives*. New York : Oxford University Press.
- Booms, H., Joldersma, H., & Klumpenhower, R. (1987). Society and the formation of a documentary heritage: issues in the appraisal of archival sources. *Archivaria*, 24(Spring), 69-107.
- Brothman, B. (1991). Orders of value: probing the theoretical terms of archival practice. *Archivaria*, 32(Spring), 78-100.
- Brothman, B. (2001). The past that archives keep: Memory, history, and the preservation of archival records. *Archivaria*, 51(Spring), 48-80.
- Budd, J. M. (2002). Jessa Shera, Sociologist of Knowledge? *The Library Quarterly*, 72(4), 423-440. doi : 10.2307/40039791
- Burke, P. (2000). *A social history of knowledge: from Gutenberg to Diderot, based on the first series of Vonhoff Lectures given at the University of Groningen (Netherlands)*. Cambridge, UK; Malden, Mass.: Polity Press; Blackwell Publishers.

- Burke, P. (2012). *A social history of knowledge II: From the encyclopaedia to Wikipedia*. Cambridge; Malden, MA: Polity Press.
- Buschman, J. (2009). Information Literacy, "New" Literacies, and Literacy. *Library Quarterly*, 79(January), 95-118.
- Capurro, R., & Hjørland, B. (2003). The concept of information. *Annual Review of Information Science and Technology*, 37(1), 343-411.
- Caron, D. J. (2010). *Modernization and the documentation of society in the digital age*. Paper presented at the CITRA 2010: Challenges to managing records and archives in the digital age, Oslo, Norway. <http://www.bac-lac.gc.ca/eng/news/speeches/Pages/Modernization-and-the-Documentation-of-Society-in-the-Digital-Environment.aspx>
- Caron, D. J., & Brown, R. (2011). The documentary moment in the digital age: Establishing new value propositions for public memory. *Archivaria*, 71(Spring), 1-20.
- Caron, D. J., & Brown, R. G. (2012). Des grottes de Lascaux aux nuages de Google : Le bouleversement des systèmes de l'écrit et son incidence sur le fonctionnement de nos institutions démocratiques. *Télescope : Revue d'analyse comparée en administration publique*, 18(1-2), 155-167.
- Caron, D. J., & Brown, R. (2013). Appraising content for value in the new world: Establishing expedient documentary presence. *American Archivist*, 76(Spring), 135-173.
- Caron, D. J., & Kellerhals, A. (2011). Supporting democratic values through a relevant documentary foundation—an evolutionary complex. *Archivaria*, 71(Spring), 99-134.
- Caron, D. J., & Kellerhals, A. (2013). Archiving for self-ascertainment, identity-building and permanent self-questioning: Archives between scepticism and certitude. *Archival Science*, 13(2-3), 207-216.
- Caron, D. J., & Library and Archives Canada. (2011). *From Content to Context to Content Through Context*. Paper presented at the Masterclass NA: Canadese en Nederlandse archiefwereld ontmoeten elkaar, The Hague. <http://www.bac-lac.gc.ca/eng/news/speeches/Pages/reflections-evolution-appraisal-lac.aspx>
- Certeau, M. d. (1975). *L'écriture de l'histoire*. [Paris] : Gallimard.
- Chartier, R. (1997). *On the edge of the cliff: History, language, and practice*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press.
- Chartier, R. (1998). Writing the practices. *French Historical Studies*, 21(2), 255-264.
- Chartier, R. (2004). Languages, Books and Reading from the Printed Word to the Digital Text. *Critical Inquiry*, 31(1), 133-152.
- Cook, T. (1994). Electronic records, paper minds: The revolution in information management and archives in the post-custodial and post-modernist era. *Archives and Manuscripts*, 22(2), 300-329.

- Cook, T. (2001). Archival science and postmodernism: new formulations for old concepts. *Archival Science*, 1(1), 3–24.
- Cook, T. (2001b). Fashionable nonsense or professional rebirth: postmodernism and the practice of archives. *Archivaria*, 51(Spring), 14-35.
- Cook, T. (2011a). The Archive (s) is a foreign country : Historians, archivists, and the changing archival landscape. *American Archivist*, 74(2), 600-632.
- Cook, T. (2011). ‘We Are What We Keep; We Keep What We Are’: Archival Appraisal Past, Present and Future. *Journal of the Society of Archivists*, 32(2), 173-189. doi : 10.1080/00379816.2011.619688
- Cook, T. (2013). Evidence, memory, identity, and community: four shifting archival paradigms. *Archival Science*, 13(2-3), 95-120.
- Cornelius, I. (2004). Information and Its Philosophy. *Library Trends*, 52(3), 377-386.
- Couture, C. (2001). Education and research in archival science: General tendencies. *Archival Science*, 1(1), 157-182. doi : 10.1007/BF02435646
- Craig, B. L. (2007). Doing archival appraisal in Canada. Results from a postal survey of practitioners' experience, practices, and opinions. *Archivaria*, 64(Fall), 1-45.
- Cronin, B. (2008). The sociological turn in information science. *Journal of Information Science*, 34(4), 465-475. doi : 10.1177/0165551508088944
- Crookes, D. (2012). British Library starts videogame website archive project, *The Independent*. Retrieved from <http://www.independent.co.uk/life-style/gadgets-and-tech/news/british-library-starts-videogame-website-archive-project-6858507.html>
- Darnton, R. (2009). *The Case for Books : Past, Present, and Future*: PublicAffairs.
- De Saulles, M. (2012). *Information 2.0 : new models of information production, distribution and consumption*. London : Facet.
- Eastwood, T., & MacNeil, H. (2010). *Currents of archival thinking*. Santa Barbara, Calif. : Libraries Unlimited.
- Erll, A., Nünning, A., & Young, S. B. (2008). *Cultural memory studies: an international and interdisciplinary handbook*: Walter de Gruyter.
- Fallis, D., & Whitcomb, D. (2009). Epistemic values and information management. *The Information Society : An International Journal*, 25(3), 175–189.
- Feather, J. (2004). Introduction : principles and policies. In J. Feather (Ed.), *Managing preservation for libraries and archives: Current practice and future developments* (pp. 1-26). England; Burlington, VT. : Ashgate Publishing, Ltd.
- Floridi, L. (2010). *The philosophy of information*: Oxford University Press.
- Foucault, M. (1997). *Il faut défendre la société : Cours au Collège de France, 1975-1976*. Paris : Gallimard/Seuil.

- Foucault, M., & Miskowiec, J. (1986). Of other spaces. *Diacritics*, 16, pp. 22-27.
- Frohmann, B. (1994). Discourse analysis as a research method in library and information science. *Library & Information science research*, 16(2), 119–138.
- Frohmann, B. (2009). Revisiting “what is a document?”. *Journal of Documentation*, 65(2), 291-303.
- Furner, J. (2010). Philosophy and Information Studies. *Annual Review of Information Science and Technology*, 44(1), 159-200.
- Gantz, J., & Reinsel, D. (2011). Extracting value from chaos *IDC research report*. Framingham, MA: International Data Corporation (IDC).
- Government of Canada, & Library and Archives Canada. (2014). *Legal Deposit*. from <http://www.bac-lac.gc.ca/eng/services/legal-deposit/Pages/legal-deposit.aspx>
- Hacking, I. (1998). *Rewriting the soul : multiple personality and the sciences of memory*: Princeton University Press.
- Hacking, I. (1999). *The social construction of what? :* Harvard University Press.
- Hacking, I. (2002). *Historical ontology*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- Harris, V. (2002). The archival sliver: Power, memory, and archives in South Africa. *Archival Science*, 2(1-2), 63-86.
- Haveman, R. H. (1987). Policy analysis and evaluation research after twenty years. *Policy Studies Journal*, 16(2), 191-218.
- Hempel, C. G. (1966). *Philosophy of natural science*. Prentice-Hall: Prentice-Hall of Canada, Englewood Cliffs, NJ.
- Hjørland, B. (2000). Library and information science: Practice, theory, and philosophical basis. *Information Processing & Management*, 36(3), 501-531. doi : 10.1016/S0306-4573(99)00038-2
- Hjørland, B. (2002). Domain analysis in information science : eleven approaches—traditional as well as innovative. *Journal of Documentation*, 58(4), 422–462.
- Hunter, D. B. K. (2010). *Thriving or surviving? : National Library of Scotland in 2030*. Edinburgh: National Library of Scotland.
- Ibekwe-SanJuan, F. (2012). The French conception of information science: "Une exception française"? *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 63(9), 1693-1709. doi: 10.1002/asi.22670
- Jenkinson, H. (1922). *A manual of archive administration including the problems of war archives and archive making*, Oxford; London; New York : The Clarendon Press; H. Milford.
- Jenkinson, H. (1965). *A manual of archive administration*, (2nd ed.). London : P. Lund, Humphries.

- Kavcic-Colic, A. (2003). Archiving the Web—some legal aspects. *Library Review*, 52(5), 203-208.
- Ketelaar, E. (2002). Archival temples, archival prisons : Modes of power and protection. *Archival Science*, 2(3-4), 221-238.
- Kuhn, T. S. (1996). *The structure of scientific revolutions* (3rd ed.). Chicago, IL : University of Chicago Press.
- Lahire, B. (2012). *Monde pluriel : penser l'unité des sciences sociales*. Paris : Éditions du Seuil.
- Lahire, B., & Wells, G. (2010). The double life of writers. *New Literary History*, 41(2), 443-465. doi : 10.1353/nlh.2010.0001
- Lalande, A. (1997). *Vocabulaire technique et critique de la philosophie : A-M* : PUF.
- Latour, B. (1999). *Pandora's hope : essays on the reality of science studies*. Cambridge, Mass: Harvard University Press.
- Lavrivère, J. (2000). *Guidelines for Legal Deposit Legislation*. Paris : International Federation of Library Associations and Institutions (IFLA)/United National Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).
- Leckie, G. J., Given, L. M., & Buschman, J. (2010). *Critical theory for library and information science exploring the social from across the disciplines*. Santa Barbara, Calif. : Libraries Unlimited.
- Lin, C.-S., & Eschenfelder, K. R. (2008). Selection practices for Web-based government publications in state depository library programs: Comparing active and passive approaches. *Government Information Quarterly*, 25(1), 5-24.
- Lloyd, A. (2006). Information literacy landscapes: An emerging picture. *Journal of Documentation*, 62(5), 570-583. doi : 10.1108/00220410610688723
- Lloyd, A., Kennan, M. A., Thompson, K. M., & Qayyum, A. (2013). Connecting with new information landscapes: information literacy practices of refugees. *Journal of Documentation*, 69(1), 121-144. doi : 10.1108/00220411311295351
- Lor, P. J. (2003). National libraries and the digital divide. *Mousaion*, 21(2), p. 62-78.
- Lund, N. W. (2010). Document, text and medium: Concepts, theories and disciplines. *Journal of Documentation*, 66(5), 734-749.
- Lunn, J. (1981). *Guidelines for Legal Deposit Legislation* : Unesco.
- Ma, L. (2012). Meanings of information: The assumptions and research consequences of three foundational LIS theories. *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 63(4), 716-723.
- Mayer-Schönberger, V., & Cukier, K. N. (2013). *Big data : A revolution that will transform how we live, work, and think*: Houghton Mifflin Harcourt.



- McCormick, P. (1999). *Legal deposit in Canada*. Ottawa, Canada : National Library of Canada  
Retrieved from [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/206/301/lac-bac/consultation\\_online\\_publications-ef/obj/r7/f2/consult3-e.pdf](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/206/301/lac-bac/consultation_online_publications-ef/obj/r7/f2/consult3-e.pdf).
- McDonough, J., Olendorf, R., Kirschenbaum, M., Kraus, K. M., Reside, D., Donahue, R., . . . Rojo, S. (2010). Preserving virtual world's final report *National Digital Information Infrastructure and Preservation Program (NDIIPP)*. University of Illinois at Urbana-Champaign.: Library of Congress.
- McKemmish, S., & Gilliland, A. (2013). Archival and recordkeeping research-past, present and future. In K. Williamson & G. Johanson (Eds.), *Research methods : information systems, and contexts* (pp. 79-112) : Tilde University Press.
- McKenzie, D. F. (1999). *Bibliography and the sociology of texts*: Cambridge University Press.
- Millar, L. (2010). *Archives : Principles and practices*: Neal Schuman Pub.
- Muir, A. (2001). Legal deposit and preservation of digital publications: A review of research and development activity. *Journal of Documentation*, 57(5), 652-682.
- National Archives and Records Administration. (2010). *Guidance on Managing Records in Web 2.0/Social Media Platforms*. (Bulletin No. NARA Bulletin 2011-02). Washington DC, USA : National Archives and Records Administration (NARA)  
Retrieved from <http://www.archives.gov/records-mgmt/bulletins/2011/2011-02.html>
- Nesmith, T. (1982). Archives from the bottom up: social history and archival scholarship. *Archivaria*, 14(Summer), 5-26.
- Nesmith, T. (2002). Seeing archives: postmodernism and the changing intellectual place of archives. *American Archivist*, 65(1), 24-41.
- Nesmith, T. (2004). What's History Got to Do With It?: Reconsidering the Place of Historical Knowledge in Archival Work. *Archivaria*, 57(Spring), 1-28.
- Olson, D. R. (2009). A theory of reading/writing: from literacy to literature. *Writing Systems Research*, 1(1), 51-64. doi : 10.1093/wsr/wsp005
- Pessach, G. (2008). [Networked] Memory Institutions: Social Remembering, Privatization and its Discontents. *Cardozo arts & entertainment law journal* /, 26(25), 71-150.
- Raber, D., & Budd, J. M. (2003). Information as sign: semiotics and information science. *Journal of Documentation*, 59(5), 507-522. doi : 10.1108/00220410310499564
- Rainie, H., & Wellman, B. (2012). *Networked: the new social operating system*. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- Ricœur, P. (2006). *Memory, history, forgetting* (K. Blamey & D. Pellauer, Trans.): University of Chicago Press.
- Roberts, J. W. (1987). Archival theory: Much ado about shelving. *American Archivist*, 50(1), 66-74.

- Rose, J. (2009). History of the Book *Encyclopedia of Library and Information Science* (3 ed., pp. 2142-2147). New York : Taylor and Francis.
- Savolainen, R. (2007). Information behavior and information practice: reviewing the 'umbrella' concepts of information-seeking studies. *Library Quarterly*, 77(2), 109-132.
- Schick, F. L. (1971). The international standardization of library statistics. *UNESCO bulletin for libraries*, 25(1), 2-11.
- Schwartz, J. M., & Cook, T. (2002). Archives, records, and power : the making of modern memory. *Archival Science*, 2(1-2), 1-19.
- Sewell, W. (2005). Logics of history: Social theory and social transformation. Chicago : University of Chicago Press.
- Shera, J. H. (1970). *Sociological foundations of librarianship*. New York, NY : Asia Pub. House.
- Theimer, K. (2010). *Web 2.0 tools and strategies: For archives and local history collections*. Neal-Schuman Publishers, Incorporated.
- Theimer, K. (2011). *A different kind of web: New connections between archives and our users*. American Library Association.
- Tuominen, K., Savolainen, R., & Talja, S. (2005). Information Literacy as a Sociotechnical Practice. *Library Quarterly*, 75(3), 329-345.
- Upward, F. (1996). Structuring the records continuum-part one: Postcustodial principles and properties. *Archives and Manuscripts*, 24(2), 268-285.
- Upward, F. (1997). Structuring the records continuum part two: Structuration theory and recordkeeping. *Archives and Manuscripts*, 25(1), 10-35.
- Yeo, G. (2007). Concepts of record (1) : Evidence, information, and persistent representations. *American Archivist*, 70(2), 315-343.
- Yeo, G. (2008). Concepts of record (2) : Prototypes and boundary objects. *American Archivist*, 71(1), 118-143.

## **CHAPITRE 4 : THE APPRAISAL AND SELECTION OF DOCUMENTARY HERITAGE IN THE DIGITAL AGE**

### **Introduction**

The identification and selection of documentary heritage, understood to be the professional domain of librarians and archivists, is undergoing a period of critical and necessary questioning when applied to the digital age (Bearman 1989, 19, Caron and Brown 2013, Cook 2011). Some authors have argued that appraisal theory and practice, the process of evaluating the relevance and significance of a society's documentary presence to form documentary heritage for preservation, are founded in established professional principles, notions, and concepts which have been articulated and established over time (Bailey 2013; Cook 2011). However the digital age has brought about a shift in the behaviours, attitudes, functions, structures, and processes of documentary production by individuals and groups (Caron 2011; Desrochers 2014; Joseph *et al.*, 2012, 58, 69; Hunter and Brown 2010, 5-13). This emerging digital age can be seen as a challenge to objective knowledge and professional practice related to the identification and selection of documentary heritage.

In response to this digital age, practitioners, decision-makers, and policy makers focused their attention on the practices and administrative policies required for identifying and selecting published and archival heritage (Caron 2010; Hunter and Brown, 2010; Wallot and Grimard, 2009). Various public policy approaches have been used to examine the effectiveness of utilizing particular policy actors, institutions, or instruments within the domain of documentary heritage

or information resource development (Hodgetts and Corbett 1966, Osbaldeston *et al.* 1992). Only a handful of these studies have tended to examine the direct utilization of this knowledge for the development of public policy on the digital age (United States. General Accounting Office, 2002; Vickery and Wunsch-Vincent, 2006; Zink, 1991). The scarcity of relevant information in terms of how this emerging digital age impacts objective knowledge and practice appears to be required if they are to support the development and utilization of public policy.

Consistent with an epistemological approach, this study is guided by an underlying exploratory research question: how are the theories, practices, and professional activities for the identification and selection of documentary heritage in an analog environment relevant in a digital age? If not, could the critical application of social epistemology serve as a conceptual framework for the identification and selection of documentary heritage in the digital age?

This paper will use a comparative case study approach to examine theories, practices, and professional activities identified in four case studies (Gagnon 2012; Pires 1997). Using the lens of an archival perspective, the focus is on potential application of affecting and detecting government instruments used within these four case studies (Åkerström, Jacobsson, and Wästerfors 2004, 344, Margetts and Hood 2007, 184-203). This perspective facilitates an understanding of how theories, practices, and professional activities were framed in an analogue approach; and suggest that the identification and selection of documentary heritage in a digital age causes a break rather than a continuity in objective knowledge. Methods of inquiry included a reflexive approach on the case studies elicited by an epistemological investigation of the relationship between the documentation and the administration that both created and required it (Alvesson and Sköldberg 2009, 272-274).

## **Methods, data sources, and limitations**

This paper will use a framework based on four categories found in Hood and Margetts' approach which centres on information gathering tools used by governments, upon affecting and detecting instruments that modify or shape particular behaviours of individuals within society. They are: (1) Nodality; (2) Authority; (3) Treasure; and, (4) Organization. Consistent with a comparative case study approach, we focus on the following elements to gather and explore commonalities and contrasts within the case studies:

- the institutional history, including its power and authorities;
- the events that influenced the sphere of authority in setting retention and disposition recommendations;
- the extent of communicating appraisal decisions to the public; and,
- the extent that institutional policies or practices were made known.

The institutions selected for the case studies are taken from Jennifer Alycen Marshall's (2007) doctoral research. Marshall selected these case studies based on their contributions to the development of international policies in the identification and selection of documentary heritage, and their influence outside of the primarily Anglophone literature on this topic: (1) United States of America's National Archives and Records Administration; (2) Library and Archives Canada; and the (3) National Archives of Australia (Marshall 2007, 66-67).

Marshall conducted her research in 2003 during a period of reflection in national library and archival institutions into existing practices and strategies for digital preservation (McDermott 2008, Phillips 2005, McDonald 2005, Hackett 2010). This limits the source material to institutional policies, practices and methods up to this date. Any subsequent modifications to methods, techniques or policy instruments in these institutions are discussed and interpreted through desk research in archival, library and information science publications.

## Case studies

### **National Archives and Records Administration (United States of America)**

Marshall's doctoral dissertation introduces an administrative history of the federal institutions mandated with the management of records of the federal government up to and including the creation of the *National Archives of the United States*. The latter came into existence on June 19<sup>th</sup> 1934, and was re-organized following the end of the Second World War in 1949 as the *National Archives and Records Services (NARS)*; and ultimately became the *National Archives and Records Administration* in 1985 (Marshall 2007, 76).

The first broad mandate of the *National Archives* was the preservation of the records of the federal government having historical value. Other authors pointed out that the power and authority to transfer historical archives from federal departments to the National Archives justified not only the existence of a national archival institution, but also the impetus to develop an archival framework for identifying and selecting records to be transferred (Posner 1955, 208-209).

The discussions surrounding the creation of an institution responsible for the collection, description, preservation and dissemination of public records was largely influenced by successive endeavours by historians, archivists, and scholars (Bahmer 1955, 196). One such scholarly society, the *American Historical Association*, established the *Public Archives Commission* in 1899 to inquire into historical archives of the federal government including their status, maintenance, and accessibility (Posner *et al.* 1967, 116). The Commission provided a detailed inventory of records held in federal government departments that held archival and historical records. The notion of a Hall of Records emerged alongside various library practices

influences related to the arrangement and description of records created and held in federal government departments (Evans 1966, 241-242, Posner *et al.* 1967, 136). These influences largely centered on what constituted public records and on the terminology surrounding their classification. Library science concepts largely influenced the collection and arrangement of historical manuscripts. Those historical manuscripts, considered records particularly those of private individuals, tended to be organized by chronological, alphanumerical, or other subject classification. By way of contrast, archival notions, largely introduced from 1930 onwards, regarded archives as public records which were to be organized by institution, and in the original order of the records creator (Evans 1966, 252). This dichotomy between public and private records became a focal point in the *Public Archives Commission* which focused on “documentary material of a public or governmental nature, such as is usually classed under the head of archives, public records, or state papers.” (United States Congress 1901, 6)

Marshall identified the influence of several archival practitioners who developed criteria to identify historical records from the public records. First and foremost was the introduction of the notion of “permanent value” in 1940, where “archivists had to determine the value of records to their creators, their utility for understanding the creator's administrative history, and their potential historical value.” (Marshall 2007, 80) Second was the notion of factoring the cost of retention into the selection decision. Third was the articulation of a value taxonomy for records held in federal departments; determined largely by their usage, such as primary and secondary values. Working with the previous notion of permanent value, this secondary value was defined further in terms of criteria for determining records of historical value, such as evidential and informational values. This value taxonomy, introduced by archivist T.R. Schellenberg, was so pervasive in the archival literature that a “1995 citation analysis of the archival literature

between 1972 and 1994 identifies Schellenberg as by far the most frequently cited authority in the area of archival appraisal” (Marshall 2007, 82).

These notions and practitioner's insights were further articulated and applied through the development of handbooks and procedural manuals used by archivists leading up to the creation of NARS in 1949 when it received additional responsibilities and a new mandate. NARS was established to facilitate the administration and management of the then current records held in federal departments. This was unlike the original mandate of the *National Archives* which tended to primarily support the identification, selection and transfer of historical records. Which also led to NARS being subsumed under the responsibility of the General Services Administration in order to better support the administrative nature of the records management function, rather than existing as a separate cultural institution under the Executive branch (Jones 1969, 10-17, McCoy 1978, 342-345, Warner 1995, 3-10).

Nonetheless, the statutory obligations of records management responsibility required clarification. This responsibility led to the enactment of the *Federal Records Act* of 1950. This legislative enactment ensured that theoretically all records created by the federal government were reviewed by the Archivist of the United States and that his decision “not to authorize the disposal of records proposed on a schedule submitted by an agency [was] an indication that the Archivist deem[ed] these records to have preservation value; that is, that they warrant[ed] continued preservation by Government.” (Marshall 2007 79) The essential responsibility for reviewing these schedules and for providing recommendations in regards to their ongoing historical value was entrusted to NARS' appraisal archivists.



Marshall's analysis of the initial practices of NARS is corroborated by the reflections of Ersnt Posner. The latter assisted Solon Buck, Archivist of the United States from 1941 to 1948, and his successors, namely Wayne C. Grover, Robert Bahmer, and James B. Rhoads (Ross 1981, 308) Posner's 15 year impact played a significant influence on the role, function and organizational structure of the National Archives as an agency of the executive branch of government and its authority and independence in the decision-making process (Posner 1955).

The question of independence in the decision-making process and the power, influence and authority for maintaining historical archives are also reflected in the writings of Robert M. Warner, Archivists of the United States who succeeded Rhoads in 1980. In his recollection of a discussion with James O'Neill, then acting archivist, Warner paraphrased the latter's comments saying that the “next big step from his perspective would be a separation of the cultural side of NARS making it independent [and] leaving the records management in the GSA.” (Warner 1995, 8-9) The administration and function of documenting government's decisions and activities through the records was carried out with a new unit in NARS, the “Adequacy of Documentation” unit (Schellenberg and Jones 2003, 26; Warner 1995, 50). These appraisal practices continued under the Standard Operating Procedures (SOP) through the later years of NARS in the Life Cycle Management Division of the National Archives and Records Administration (NARA), which came into existence on April 1<sup>st</sup> 1985 (Marshall 2007, 84).

Marshall conducted her research during a period of review of the existing practices for administrating and documenting appraisal decisions at NARA. She uncovered the impetus for these changes as arising out of a desire to “develop a written policy framework [...] which [would] guide decision-making” (Marshall 2007, 83). Her research uncovered a process and a

set of institutional operating procedures for appraising the records of federal institutions through their records schedules which were submitted by agencies for approval by NARA.

These procedures involved the documentation of appraisal recommendations through a series of memoranda and official internal correspondence. This justified not only what is considered permanent records, but also and most importantly, reviewed retention periods suggested by the institution. To clarify, retention periods determined what records needed to be kept for ongoing business needs and for how long until they were either transferred to the Archives or destroyed. Retention periods under review by NARA contained suggestions made by the institution for what they considered to be permanent records. Accountability for reviewing and approving these retention periods rested solely with NARA and the Archivists of the United States (i.e., Archivist). In fact, Marshall's research highlighted the fact that archival recommendations made by appraising archivists can, and were, sent back by the Archivist to appraising archivists due to incomplete scope of the appraisal or by questions raised by the Archivist concerning their findings (Marshall 2007, 92).

As part of the submission process, and as mandated by the *Federal Records Act*, NARA must consult with members of the public concerning the disposition authority in the *Federal Register*, which is the official publication of the federal government of the United States. The *Federal Register* informs the public of notices, comments, and records of decision concerning rules and regulations. This ensures that the research undertaken by the appraising archivist has properly identified which records are deemed to be transitory and can be properly destroyed when they no longer have ongoing business utility to their institutions, and which are considered permanent and to be transferred to NARA for preservation (Marshall 2007, 88-91). Marshall notes that while this public phase of the appraisal process can influence what is considered

temporary or permanent, for the most part, comments are usually made by special interest groups or researchers with a particular interest in the records of the institution (Marshall 2007, 95-96). One view of an appraisal archivist quoted in Marshall's research indicated that "the public does not understand the appraisal process and is not especially interested in it." (Marshall 2007, 96)

The following high profile public events influenced the process for documenting appraisal activities: (1) the 1997 destruction of the Naval Research Laboratory notebooks; and (2) the 1979 appraisal of the Federal Bureau of Investigation's (FBI) records. The former was due to a destruction of records that were deemed permanent, through a series of correspondence and policy failures, and the later was due to accepting a retention schedule developed by the FBI without thorough research into the legal, administrative and research purposes of the subject records. As a result of these cases, NARA modified their administrative process and required documentation for appraisal and disposition recommendations (Marshall 2007, 98).

More specifically, as a direct result of these events, NARA has started to promote and disseminate appraisal documentation to the public officially through the *Federal Register* through their website (<http://www.archives.gov/records-mgmt/rcs/>). This has been done with a view to clearly illustrate that NARA has fulfilled its statutory obligations in regards to reviewing and approving records retention schedules in a non-arbitrary and capricious manner (Marshall 2007, 89, 99).

In summary, NARA's evolving mandate to preserve the United States' government's historical decisions and actions reflected a shifting societal awareness of what constituted historical and archival records, and likewise, an gradual evolution of institutional procedures and technical competencies for appraising the records of federal institutions.

## **Library and Archives Canada (Bibliothèque et Archives Canada)**

Prior to Confederation in 1867, the responsibility for the accumulation and maintenance of historical public records remained the focus of the Literary and Historical Society of Quebec, founded in 1824. It was this group that petitioned the government to develop a historical archives programme to collect, arrange and make these records available for the purpose of research.

In 1867, Confederation brought together a new country, and in 1868, the Records Office in the Department of the Secretary of State of Canada received the mandate "to have charge of the State correspondence [and] to keep all State records and papers not specifically transferred to other Departments" (*An Act Providing for the Organization of the Department of the Secretary of State of Canada*, S.C. 1868, c. 42, s. 3). In 1872 the Federal Cabinet created an Archives Branch within the Department of Agriculture which was made responsible for documenting Canada's cultural heritage.

Other authors noted that the responsibility for appraisal, disposition and preservation of public records, documents or other historical material still remained problematic in regards to statutory instruments and administrative regulations (Atherton 1979, 41-42). Thus by 1912, when a legislative mandate enacted the *Public Archives of Canada*, the responsibility for appraisal and disposition of public records vested with the Department of the Secretary of State of Canada. However, key records management recommendations concerning the identification and selection for disposition of records under the authority and control of the Archives, were not included in the legislation enacted for the Public Archives. In fact, Treasury Board, and not the Public Archives, authorized the disposition of records from federal departments pursuant to prescribed retention schedules (Atherton 1979, 49). This process called upon the Dominion

Archivist to identify records which had historical value. For some, this reaffirmed a core administrative principle of Ministerial responsibility and accountability. That Ministers and Cabinet were ultimately accountable for the disposal of federal public records (Weilbrenner 1960, 111).

Other administrative endeavours continued over the course of the next thirty years to further elaborate and clarify the power, authority, and control in setting retention and disposition recommendations, and in identifying public records of historical or archival importance. Most notable were the interventions made in 1926 to create a *Public Records Commission* that would investigate and make recommendations on the scope and scale of public records to be preserved and made accessible to the public. An Order in Council to that effect was signed in 1945 and officially established a *Public Records Committee* with the terms of reference that identified: a senior officer responsible for records; and that departments had primary responsibility for the care, custody and disposition of records (Atherton 1979, 47; Caron and Kellerhals 2011, 103-106).

This Public Records Committee continued until 1966 when Cabinet approved the *Public Records Order*. This Order brought the Committee's responsibilities and records management role for the records of the Government of Canada under the Dominion Archivist (P.C. 1966-1749, September 9 1966, sections 4 through 7). This assured that the Dominion Archivist had now sole power and authority, delegated by Cabinet ministers, for the disposition of federal public records. This Order in Council also concurrently created an *Advisory Council on Public Records* consisting of members of academia, representatives of government departments, and of historical and professional associations. This Council reported to the Dominion Archivist on

matters related to administrative policy regarding the administration, retention and disposition of departmental records.

Other sources, such as government publications, confirm this change in the power, authority and direction in regards to the appraisal of public records. Nonetheless, it is with the advent of the 1970's that the most significant administrative changes occurred in the appraisal and selection of public records. This decade saw the divestment of the responsibilities for management of the Public Records Section within the Manuscript Division (Public Archives Canada 1972, 17). Likewise, the development of administrative policies in identifying non-federal public records, under a nomenclature of "archival collections of national importance" were documented through a Systematic National Acquisition Programme (Public Archives Canada 1972, 18). At this point, a restructuring took place within the Public Archives of Canada with a focused set of responsibilities: "the acquisition and preservation of private papers, corporate records and non-federal public records of historical value, and the provision of reference services to these documents" (Public Archives Canada 1974, 24). This revision to the appraisal mandate of the manuscript division to better reflect the changing nature of appraisal direction is discussed by Terry Cook citing William Kaye Lamb, Dominion Archivist from 1948 to 1968. Mr. Lamb's opinion was that archival theories founded in the nature of the records and archives and the role of the appraising archivists in their selection "had little application to conditions in Canada, where records official and unofficial and historical manuscripts of all sorts were coming together in Canadian collections in a state of confusion – but happy confusion." (Cook 2006, 19)

An examination of this "happy confusion" was undertaken in 1983 by the Auditor General of Canada during his review of the Public Archives of Canada. The resulting Annual

Report provided a review of the sphere of authority in setting retention and disposition recommendations for public records. The Auditor General reported on two key areas covering these specific authorities. First, and most notably, he pointed out that the Public Archives had operated under the same legislation for over 70 years. Secondly, he made the observation that the Public Archives statutory instrument for the administration of retention and disposition recommendations of federal public records were based on a 1966 Order in Council enforced through a set of Treasury Board approved administrative manuals. His findings were supported by evidence of a lack of compliance with mandatory departmental retention and disposal schedules approved by the Dominion Archivist uncovered during the review. In fact, by 1983 only fifty-two percent of departments had approved retention and disposition schedules. This represented a significant risk to the disposition of records of historical and archival importance (Canada. Office of the Auditor General 1983). The importance of these findings led to a renewed legislative mandate. The *National Archives of Canada Act* of 1987 included additional records management responsibilities for setting retention and disposition recommendations.

Likewise, in 2003 the Auditor General investigated the cultural heritage aspects of the National Archives, and concluded with a review of the retention and disposition practices of federal public records. In the report, the Auditor General highlighted the fact that the National Archives was “ill-equipped to deal with emerging e-records and legacy records” and that it had failed to develop “new methodologies for the acquisition and preservation of government records [which] may endanger the protection of the cultural federal heritage.” (Canada. Office of the Auditor General 2003, Ch.6, 1, 29). The Auditor General recommended that “new methods to acquire and capture government documents” be developed and reported back to Parliament (Canada. Office of the Auditor General 2003, Ch.6, 28).

Marshall documents the administrative history of the appraisal process of federal public records in Canada through the lens of the Library and Archives Canada (LAC) which was created in 2004 by the merger of the former National Archives of Canada and the National Library of Canada. This drew together existing collection strategies, appraisal and selection practices for documenting Canada's documentary heritage. As a result, LAC has a legislated mandate with respect to the disposition of the records of the federal government. Through sections 12(1) and 13(1) of the *Library and Archives of Canada Act*, it approves the disposition of all federal records and it is the permanent repository of ministerial and government records that are of historical or archival value.

Marshall notes that the authority and power to set retention periods, in effect to schedule records, no longer vests with LAC but with federal institutions. Effectively, in Marshall's words this positions LAC “with making appraisal recommendations to the Librarian and Archivist, it is in the business of archival selection, not records scheduling.” (Marshall 2007, 108)

Various other authors have reflected on the development and subsequent implementation of an institution's strategy known as macro-appraisal. One high profile case was a direct catalyst for this development, namely the 1985 *Deschênes Commission* or more formally known as the *Commission of Enquiry on War Crimes*. The Commission was named after its Chief Commissioner, Justice Jules Deschênes, a former Justice of the Quebec Superior Court (Cook 2005, 116, Hayward 1988). It was mandated to investigate allegations that war criminals entered Canada illegally after the Second World War.

Former National Archives archivist Robert J. Hayward aptly summarized the impact of the Deschênes Commission on the National Archives as “[n]ever before have Canadian



archivists been called upon to explain publicly the way they do their job.” (Hayward 1988, 132). Terry Cook, also another former National Archives archivist who testified with Hayward before the Commission, remarked afterwards on the “grievous incompetence [of the National Archives of Canada] in two of its core functions: records disposition and archival appraisal.”(Cook 2005, 117)

Core to their criticism was that the theoretical value taxonomy model, developed by Schellenberg at NARA, was used for determining the historical and permanent value for the records based on their informational use for future research. They believed that this model failed as an archival identification and selection theory, practice, and professional activity (Cook 2005, 117-119). This very public exposure in the decision-making process at the National Archives directly led to a new formulation of appraisal strategy for documentary heritage known as macro-appraisal (Caron and Brown 2013, 148).

Marshall's analysis of previous subjective analytical appraisal techniques highlighted three main shifts in macro-appraisal: a shift to a format neutral approach that includes all formats, not just paper; a shift from a records-centric (bottom-up) approach based on its types of values to a focus on the records creators; and an analysis of the documentary value based on its content in relation to a hierarchical and structural-functional context within the public administrative body that created this content. This theoretical underpinning creates a reflective image of Canadian citizens documented through its interactions with the federal administrative institutions and captured through its public records. Marshall notes that it was this theoretical development of this provenance-focused appraisal influenced other such institutions, including the National Archives of Australia (NAA), and pilot projects at NARA (Marshall 2007, 108-114).

Marshall identified various steps and procedures in the institutional policies and practices for setting retention and disposition. These policies and practices provide the rationale and justification to Canadians through the institution's website via a series of publications that: a) outline the legislated mandate for LAC's role in the appraisal process; b) provide a theoretical overview of the macro-appraisal strategy used for the identification and selection of documentary heritage; and c) specify methodological and procedural steps in the macro-appraisal strategy. LAC's focus of responsibility is the archival selection process. (Marshall 2007, 123)

This archival selection process is documented internally through the Archival Appraisal Report, which justifies the research undertaken by the appraising archivist and the resulting recommendations for what constitutes records of archival and historical value. Marshall's interviews with appraisal archivists underscored the fact that although the Archival Appraisal Report is a key documentation piece, it is the Records Disposition Authority, the statutory instrument signed by the Librarian and Archivists of Canada, which actually authorizes the disposition of records of non-archival or historical value (Marshall 2007, 131-135). According to the interviewees in Marshall's research, the ultimate purpose for the disposition process is one of heritage and cultural accountability and not of business or governmental accountability (Marshall 2007, 136).

Throughout this process, documentation and audit trails are captured and made available to government agencies through the Records Disposition and Appraisal Control System (RDACS). Although Marshall noted concerns and reservations made by appraisal archivists in making RDACS, and its documentation available to the public, plans were initiated in 2003 to

make this system available on the Library and Archives Canada website (Marshall 2007, 36-140). As of April 2015, this system is not accessible to the public.

In summary, the Canadian experience demonstrated various administrative endeavours intended to clarify the dichotomy between a cultural versus governmental approach to democratic accountability and collective social memory. This dichotomy in approach also manifested itself through professional practices and activities related to the identification and selection of public records of historical or archival importance.

### **National Archives of Australia**

Marshall identifies as a watershed event for the disposition of public records in Australia with the drafting of the Archives Bill in 1927. Although the Bill did not become law, it marks an important event in Australia for the disposition of public records as it requires that “all records deemed by relevant Ministers to be of historical value would, once their administrative use had ceased, be transferred to the Archives” (Marshall 2007, 145). This event reflected an ongoing need to deal with a significant increase in the number of records maintained in Commonwealth jurisdictions that were devoid of business utility, while ensuring the preservation of records of historical value.

In 1920, an Australian Cabinet directive instructed departments to transfer significant historical records to the War Museum. This was subsequently enforced in 1925 through the legislative mandate of the newly created Australian War Memorial to preserve historical records received from departments. The issue of disposition of Commonwealth public records became a central concern for the Parliamentary Library Committee. By making significant modifications to the Archives Bill of 1927, the Committee provided the Archivist, rather than departmental

heads, with the authority to identify records of historical value. Marshall notes that Cabinet considered the bill, and requested additional information from South Africa and Canada about their archival policies and practices. But with the advent of the Great Depression in 1929, financial considerations overtook the need for archival legislation and governance.

In 1942, the increase in administrative documentation resulting from war activities, brought the issue of retention and disposition authorities and powers once again to the forefront. The War Archives Committee, initially named the Committee on the Collection and Preservation of Historical Records, was formed to address the need to document Australia's involvement in both World Wars. It recommended that the archival authority and power for the retention and disposition of records specifically related to the war efforts be given to the Commonwealth National Library for civil departments and the War Memorial for defense departments.

In 1946, the War Archives Committee was renamed the Commonwealth Archives Committee, and was given a renewed mandate to draft recommendations for a permanent national archives, and to draft requirements for the coordination of archival authorities between the War Memorial and the Commonwealth National Library. This new mandate further expanded the authorities and powers of these two institutions beyond their original mandate to create a historical record of the war efforts, to include the orderly disposition of all records, past and future. The ongoing issue of who had statutory responsibility for the disposition of government records and likewise the preservation of historical records, was revisited in 1955 through a circular issued by the Prime Minister's Department, which confirmed that departments were ultimately responsible for the disposition of non-current records (Marshall 2007, 149).

The circular confirmed that the statutory instrument continued to be vested departments, under guidance issued from the Archives Division of the Commonwealth National Library. This was clarified in 1961 with the creation of a Commonwealth Archives Office (CAO) within the Prime Minister's Department which assumed the previous responsibilities of the Archives Division of the Commonwealth National Library.

The authority of the CAO for setting retention and disposition decisions was explicitly stated in the 1966 Cabinet directive which was issued at the recommendation of an Interdepartmental Committee. This Directive replaced the CAO by the Commonwealth Archives Committee (CAC).

In 1973, Dr. W. Kaye Lamb, former Dominion Archivist of Canada, provided recommendations to the CAC outlining the importance of enacting archival legislation regarding the retention and disposition of Commonwealth records (Australian Law Reform Commission 1997, s. 2.11). This was followed through in 1982 with the passing of the *Freedom of Information Act* in tandem with the *Archives Act* of 1982 (Hart, Ellis, and Pritchard 1987, 592).

The *Archives Act* clarified the powers and authority of the Archives for the retention and disposition of Commonwealth records under section 5(2) (d) as “to determine the material that constitutes the archival resources of the Commonwealth” (Commonwealth of Australia 1983). It empowered the Archives to survey and appraise Commonwealth records in departments under Section 6(1) (b). In brief, it provided for the following: the preservation of archival resources of the Commonwealth through a combination of regulatory instruments and guidance to departments for the orderly disposal of Commonwealth records in accordance with normal administrative practice; the transfer of archival resources to the National Archives of Australia

(NAA) when they were no longer required by the department; and for the provision for the right of public access to these archival resources following a prescribed time period (initially 50 years, but subsequently modified to 30).

The lack of transparency surrounding the manner in which appraisal decisions were made for these archival resources influenced NAA's efforts to establish standards for recordkeeping. Coupled with this lack of transparency, was a series of administrative failures in documenting decision-making such as the illegal destruction of Commonwealth and State records.

In effect, as Marshall noted, the development and subsequent implementation of new approaches to the standardization of recordkeeping practices led to an increase in both knowledge and public interest in the retention and selection criteria. Various authors have reflected on this phenomenon when commenting on a series of public investigation into illegal records destruction, such as the 1993 creation of the *Senate Select Committee on Public Interest Whistleblowing*, whose report, *In the Public Interest*, was published in 1994. The State government did not implement the recommendation made in the 1994 Report, and subsequently, a second *Senate Select Committee on Unresolved Whistleblower Cases* was held in 1994. Its report, entitled *The Public Interest Revisited*, was published in 1995. These Senate Select Committees reported on the Cabinet's authorization to shred documents from a terminated inquiry into claims of child abuse, led by retired magistrate, Noel Heiner, referred by various academics as the “Shredding of the Heiner Documents” or the “Heiner Affair”<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> A comprehensive overview of the Heiner Affair can be found at <http://www.heineraffair.info/index.html>

Some academics and practitioners consider the base of this Senate inquiry to include a questioning of the basic principle of the rule of law, as it raised the question of whether the exercise of Ministerial discretion, at Cabinet level, in authorizing the destruction of public records undermined, or subverted, the legislated authority given to the Archivist by the *Archives Act* or to the *Libraries and Archives Act 1988*, which was the act in force for the Queensland State Archivist at the time of the Heiner Affair (Parliament of the Commonwealth of Australia 1995, 60). In effect, the issue identified was whether archival institutions, be they state or national, were empowered to only oversee the appraisal and retention of archival resources, consisting of documents in the public interest, or of all public records (Hurley 2002, 298-299).

Core to this question was the notion and reflection, of what constituted a record, and subsequently a public record. The Australian archival and recordkeeping community developed the Australian standard, AS 4390, which was adapted at the international level by the International Organization for Standardization as ISO 15489. This standard is a recordkeeping process for setting retention and disposition procedures. It is predicated on an analysis of the institution's requirements for creating, producing and maintaining records as evidence and as information of its legal or business needs. Consequently, public records are business records that are received or created by individuals employed in public service. Throughout the application and development of AS 4390, and subsequently through the international discussions surrounding its endorsement and approval as ISO 15489, the NAA concluded that current archival appraisal processes were "ill suited for use in an increasing electronic recordkeeping environment." (Marshall 2007, 153)

As a result, the NAA developed a set of institutional policies, practices and tools to guide departments and appraisal archivists. One such tool was a Design and Implementation of

Recordkeeping Systems (DIRKS) manual setting out a process linked to an overall functions-based research approach to appraising public records. To supplement this functions-based appraisal approach, a macro-appraisal framework was developed that included: a whole of government overview in identifying and ranking government functions; and a validation process through stakeholder engagement to adjust appraisal decisions (Marshall 2007, 156; Alberts et al. 2010, 377).

The use of DIRKS shifted the focus onto departments to analyze their organizational context, resulting business functions and activities and finally their recordkeeping requirements. The result of this exercise was the identification of “those records that are, or could be, national archives” (Marshall 2007, 161) and their documentation submitted to the NAA, to issue records disposal authorities authorizing the disposition of business records and likewise the transfer of records of historical or archival interest to the national archives. The resulting Records Disposal Authority (RDA) was signed by the Director General, and his delegates as a binding administrative instrument.

The RDA process included initial stakeholder involvement, as called for in the macro-appraisal framework. One of Marshall's interviewee summarized the inherent difficulties and challenges in engaging and articulating this appraisal process to the public: “[...] the inner workings of an archival institution are mysterious to the average individual and because archives have tended to conduct appraisal very much behind closed doors, you can't throw open the doors and expect people to engage constructively in the process.” (Marshall 2007, 162) Unfortunately there are actually no legislative requirements for public consultation on the content of the RDAs, and RDAs are made available to the public only upon request (Marshall 2007, 175).



In summary, the development of archival legislation at the NAA highlighted the issue of responsibility for the disposition of government records and likewise the preservation of historical records. A questioning of accustomed claims to authority and robustness in the decision-making process that are still prevalent today.

## **Analysis and interpretation**

These case studies compared several aspects of archival appraisal theories, concepts and the application of professional practices and how these developed through the centralization of national archives in its administrative role in maintaining public or historical archives within the federal government; by the rise of a bureaucratic records management function to ensure retention and disposition of federal records; and by a desire for decision-making independence from the State's governance. The case studies also examined how events influenced the development of theories, professional activities and legislative mandates, such as the destruction of the Naval Research Laboratory notebooks in the US, the Deschênes Commission in Canada and the Heiner Affair at the Queensland State Archives in Australia. This examination sought to define and confirm the central hypothesis that these theoretical constructs and professional techniques were developed to resolve the issues and problems of the day and were framed in an analogue approach. The emergent relationship between objective knowledge, used in the identification and selection of documentary heritage, and the emergent digital-age is further explored. This paper suggest that the identification and selection of documentary heritage in a digital age causes a break rather than a continuity in objective knowledge.

In the digital age, advances in information and communication technologies (ICT), and how people interact and communicate in a digital environment, have brought modifications to

appraisal techniques and professional activities. However, these are still founded in existing theoretical underpinnings and technological approaches to the solution (Duff 2006, 105, 109). This issue of theoretical underpinnings and technological approaches was highlighted as early as 1990 by the National Historical Publications and Records Commission (NHPRC) in a report on the problematic for the management, preservation, and long-term use of electronic records. This report noted that the shift from analogue to electronic systems modified practitioner's understanding of the very nature and notion of what constituted information and the archival record and likewise affected practitioner's theoretical approaches and professional techniques for the management and preservation of electronic records (United States. National Historical Publications, Records Commission, and Minnesota Historical Society, 1991, 2, 24).

Similarly and relatedly, the application of affecting and detecting government instruments provides an understanding of the reasons why theoretical constructs and professional practice are no longer relevant to the digital age and when transitions occurs in professional practice and objective knowledge. The relationship amongst these four case studies indicate that the treasure, nodality and authority of government institutions has shifted over time. Within the context of our study, treasure is defined as the government's ability to exchange or influence using financial incentives for obtaining or retaining information as a fungible resource. Nodality is defined as the ability to gather and use information for decision-making. And authority is defined as the power, influence or authority in the decision-making process for the retention of records as archives (Hood and Margetts 2007, 184).

A subtle shift in treasure is found in the early professional practices codified and applied at NARA, and used for factoring the costs of ongoing preservation into the selection mechanisms. Bearman articulated that current methods for appraising electronic and paper

records were flawed. He argued that the process of attributing value cannot be properly calculated since future preservation costs for archival records were potentially infinite (Bearman 1989). In 2001 the United States General Accounting Office conducted an evaluation and reported to Congress on the transition from a paper-based to electronic processes and the state of federal recordkeeping, and concluded that the “rapid evolution of information technology makes the task of managing and preserving electronic records complex and costly.” (United States General Accounting Office 2002, 10) In the digital-age, this process of evaluating sustainability costs for digital data is inextricably linked to the acquisition and selection recommendations’ strategy. These concerns were the focus of a Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access in 2008, sponsored by the National Science Foundation which concluded that there existed deeply rooted issues “in reconfiguring [...] preservation strategies for the realities of the digital marketplace because of deep structural disruptions in the nature of production, dissemination, and consumption of information.” (Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access 2010, 13) One of the core challenges for an economically sustainable preservation strategy was the uncertainty in selection criteria for long-term value—what gets identified and selected for ongoing preservation as documentary heritage— and the necessity for aligning the practitioners recommendations for preservation and the demand from stakeholders who benefit from preserved assets.

Likewise, a shift in nodality and authority is not necessarily contingent on the sequence of events or changes in the machinery of government. Rather, they result from the complex underpinnings of changes in actions of influenced agents or particular behaviours within society in how they deal with memory or knowledge objects (Rainie and Wellman 2012, 223-244; Wellman *et al.* 2013, 27-28). These in turn transformed the conditions that resulted in changes

to collection or acquisition policies. In all three cases studies, an initial practice emerged whereby the records creators were ultimately responsible for identifying and preserving public records for their evidential or legal needs, yet not for their inherent or future historical utility. Another practice, itself influenced through the collecting or acquisition theories used in libraries, appraised and selected historical manuscripts as public records to be preserved in archives.

In both the LAC and the NAA the nodality of the decision-making body reflects a change over time in regards to the disposition of public records and the identification and selection of historical manuscripts. More specifically, a gradual shift in perspective has occurred causing documentary heritage to constitute an element of civic regulation through the selection and preservation of historical records rather than identifying its nature as documentary evidence within an administrative context. Simply put, this transformed the role within government and society of what was formerly a purely administrative function of state intervention, into the management of the public's behaviours concerning cultural heritage, and its accompanying rule making. In a sense, documentary heritage institutions, such as national archives and national libraries, became a focal point of any control systems—be they civic regulations—as authoritative instruments of information gathering required for “ambitious state projects for social transformation [that] have historically tended to founder” (Margetts and Hood 2007, 175). To quote a core-essential report on the organization and methods of modern public administration in Canada, “governmental libraries, as well as the National Library, [...] are essential to decision-making by management, their function is akin to that of the public records.” (Royal Commission on Government Organization and Glassco 1962, 454-455) The Glassco Commission, named after its chairman, considers governmental and national library institutions as instruments of the state. These are the instruments and tools that support an effective and

modern public administration as opposed to being cultural and social organizations (Caron and Brown 2011, 319-320, English *et al.* 1999, 27).

In the digital-age, the call for greater transparency and accountability in government decision-making has brought about participatory policy development through citizen engagement (Woodford and Preston 2013, 352-355). Both the NARA and the NAA have committed to consultation processes with special interest groups and individual researchers in order to seek their opinions and to validate the initial scope and intent of the recommendations made by appraisal archivists. These changes were formulated through the highly subjective appraisal mechanism developed as a result of organizational and structural-functional analysis. This paper identified these practices as originating in a weberian hierarchical and command and control bureaucratic system challenged by emerging digital-age technologies. These weberian bureaucratic systems are in fact challenged by digital-age technologies, including new forms of ICT and participatory forms of engagement with all citizens through Web 2.0 tools, which promises to provide greater transparency of government activities. A cautionary note arises from the fact that greater transparency does not *per se* equate to better accountability in the selection and preservation of documentary heritage (Desrochers, 2011, 156; Caron and Kellerhals 2013, 214). Other researchers have already questioned the utility or usefulness in the disclosure of government information or public records without proper controls in place linking them to the context of the records-creating or decision-making processes (Dawes 2010, 100). The access, creation, use, and dissemination of public records as assets, or fungible resources to the public, shifts existing theories, practices, and professional activities relating to accountability and transparency of appraisal decisions. Practitioners are challenged to adapt existing theoretical notions and practices found in government institutions to new forms of digital technologies or

instruments. Especially when we consider that digital technologies or instruments shifts what the public understands to be accountability within the context of the appraisal process especially when we consider that the records of these decisions are outside the power, authority or control of the public records creator (Caron and Library and Archives Canada 2011; Caron and Brown 2013, 150). Examples of this trend are the emergence of new public management and more recently digital-era governance through new forms of ICT such as social media, collaborative workspaces and Web 2.0 systems (Weinberger 2011; Zickuhr *et al.* 2013). This transformation of public administration and the nature of its corresponding documentary presence, became a concern for institutions charged with defining their established frameworks and policies for what would be constituted or constructed as public memory and knowledge (Caron and Brown 2013, 136-140, Cook 2013).

In this regard, both the LAC and the NAA questioned the ongoing relevance of existing archival theories, practices and professional activities relating to the identification and selection of documentary heritage. The NAA's development and use of ISO 15489 reflected this questioning of existing subjective techniques, and shifted the focus onto the context of the records creator to define what should be kept for ongoing business purposes, with a different set of criteria to be applied by the NAA for what constitutes historical or archival resources. The application of a validation process through stakeholder engagement, in itself a form of organizational resourcing used by governments to target specific individuals or interest groups with tailored information, tended to rely on a unidirectional form of communication. In this case, the primary information upon which the recommendations were formulated by appraising archivists was neither accessible nor easily understood by the public. The responses obtained at NARA and the NAA from appraising archivists demonstrated a reluctance to actively engage

the public throughout the appraisal process. By way of contrast, at the LAC, this identical issue engendered public concerns and ultimately was investigated in a Commission of Inquiry. In all three case studies, the online publication of appraisal decisions, and supporting documents, challenges what constitutes accountability and engagement with the public.

## **Conclusion and future directions for research**

Wellman, *et al.* (2013), indicate that broader social trends, such as networked individualism aided and acerbated by ICT, affect and influence how we perceive public and private memory and knowledge. The impact of these broader trends has been rarely discussed in the professional literature—especially on the implications to professional practice and objective knowledge. This paper explored the implications on professional practice and objective knowledge by the following exploratory research question: how are the theories, practices and professional activities used in the identification and selection of documentary heritage in an analog environment relevant in a digital age? This question was explored by discussing three case studies: 1) the NARA; 2) the LAC; and, 3) the NAA. These case studies identify a break, rather than a continuity in professional practice and objective knowledge, in the digital age. New elements of professional practice and objective knowledge are required to identify and preserve a selection of a society's documentary presence over time, as a relevant and representative public memory.

The author hypothesizes that the formulation of these new elements can be found in a two pronged approach, namely: a re-configuration of the authority and nodality of appraising archivists; and the exploration of knowledge and memorialization behaviours, attitudes and relationships of networked individuals and organizations, through an interdisciplinary

theoretical frameworks of social epistemology and philosophy of information. Social epistemology offers a sociological approach when applied to understanding how individuals and groups communicate, obtain and disseminate information—essentially the relationships required to produce, acquire, communicate and retain public knowledge and public memory (Budd 2002; Fuller 2009). While Philosophy of information offers an information-theoretic and computational approach to the integration and preservation of individual and collective knowledge and public memory (Floridi 2006, 2009, 2010). Furthermore, the application of these interdisciplinary elements can be applied to the development of a public policy approach. The following is formulated and grounded in the findings of this paper: a shift in authority and influence of appraising archivists for making recommendations to those with direct responsibility and accountability for decision-making; a capacity for action through applicable statutory instruments; a questioning of archival recommendations through new forms of ICT and citizen-state interactions; and the potential for the reuse by society at large of information resources still held in government departments, thus making the case for redefining what constitutes documentary heritage over time.

Margetts and Hood reflect on a prevalent academic exercise of comparing and contrasting public policy approaches, schemes, and categorizations of governing instruments, despite the fact that these discussions do not address the core public policy issue (Margetts and Hood 2007, 174): How does one select the most efficient and effective governing tools in order to intervene in a particular issue or domain? A more compelling, and directly relevant to the underlying research question is: what elements in a conceptual framework could guide the development of public policy and resulting institutional practices for the identification and selection of documentary heritage in a digital age? This paper concentrated on theories, practices



and professional activities for the construction and constitution of documentary heritage in a digital age, leaving for future study the more complicated issue of the development of a public policy approach.

## Bibliography

- Åkerström, Malin, Katarina Jacobsson, and David Wästerfors. 2004. "Reanalysis of previously collected materials." In *Qualitative research practice*, edited by Clive Seale, 344-357. London : SAGE.
- Alberts, Inge, Jen Schellinck, Craig Eby, and Yves Marleau. 2010. "Bridging Functions and Processes for Records Management/Comblent le fossé entre les fonctions et les processus dans la gestion documentaire." *Canadian Journal of Information and Library Science* no. 34 (4):365-390.
- Alvesson, Mats, and Kaj Sköldbberg. 2009. *Reflexive methodology: new vistas for qualitative research*. 2nd ed. Los Angeles; London : SAGE.
- Atherton, Jay. 1979. "The Origins of the Public Archives Records Centre, 1897–1956." *Archivaria* 8 (Spring):35-59.
- Australian Law Reform Commission. 1997. *Review of the Archives Act 1983*: Australian Law Reform Commission.
- Bachelard, Gaston. 2002. *The formation of the scientific mind: a contribution to a psychoanalysis of objective knowledge*. Manchester : Clinamen.
- Bahmer, Robert H. 1955. "The National Archives After 20 Years." *American Archivist* 18 (3):195-205.
- Bailey, Catherine A. 2013. "Past Imperfect? Reflections on the Evolution of Canadian Federal Government Records Appraisal." *Archivaria* 75 (Spring):5-47.
- Bearman, David. 1989. *Archival methods, Archives and Museum Informatics Technical Report 9*. Pittsburgh, Pa. : Archives & Museum Informatics.
- Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access. 2010. *Sustainable economics for a digital planet: ensuring long-term access to digital information*. La Jolla, Calif. : Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access.
- Budd, John M. 2002. "Jessa Shera, Sociologist of Knowledge?" *The Library Quarterly* 72 (4):423-440. doi : 10.2307/40039791.
- Canada. Office of the Auditor General. 1983. Report of the Auditor General of Canada to the House of Commons for the Fiscal Year Ended March 31 1983. Ottawa : Minister of Supply and Services Canada.
- Canada. Office of the Auditor General. 2003. *Report of the Auditor General of Canada to the House of Commons, November 2003*. Ottawa : Office of the Auditor General.
- Caron, Daniel J, and Richard Brown. 2011. "The documentary moment in the digital age: establishing new value propositions for public memory." *Archivaria* 71 (Spring):1-20.

- Caron, Daniel J, and Richard Brown. 2013. "Appraising Content for Value in the New World: Establishing Expedient Documentary Presence." *American Archivist* 76 (Spring):135-173.
- Caron, Daniel J, and Andreas Kellerhals. 2011. "Supporting Democratic Values Through a Relevant Documentary Foundation—An Evolutionary Complex." *Archivaria* 71 (Spring):99-134.
- Caron, Daniel J, and Andreas Kellerhals. 2013. "Archiving for self-ascertainment, identity-building and permanent self-questioning: archives between scepticism and certitude." *Archival Science* 13 (2-3):207-216.
- Caron, Daniel J. Library, and Library and Archives Canada. *Shaping our continuing memory collectively a representative documentary heritage*. Library and Archives Canada 2011. Available from [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel\\_caron/shaping\\_continuing\\_memory\\_collectively-ef/shaping\\_continuing\\_memory\\_collectively.pdf](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel_caron/shaping_continuing_memory_collectively-ef/shaping_continuing_memory_collectively.pdf).
- Commonwealth of Australia. 1983. *Archives Act*.
- Cook, Terry. 2005. "Macroappraisal in theory and practice: origins, characteristics, and implementation in Canada, 1950–2000." *Archival Science* 5 (2-4):101-161.
- Cook, Terry. 2006. "An archival revolution: W. Kaye Lamb and the transformation of the archival profession." *Archivaria* 60 (Fall):185-234.
- Cook, Terry. 2011. "The Archive (s) Is a Foreign Country: Historians, Archivists, and the Changing Archival Landscape." *American Archivist* 74 (2):600-632.
- Cook, Terry. 2013. "Evidence, memory, identity, and community: four shifting archival paradigms." *Archival Science* 13 (2-3):95-120.
- Dawes, Sharon S. 2010. "Stewardship and usefulness: Policy principles for information-based transparency." *Government Information Quarterly* 27 (4):377-383.
- Desrochers, Pierre. 2011. "Visualizing Open Government: Case Study of the Canadian Recordkeeping Approach." In *Linking Government Data*, edited by David Wood, 155-180. New York, NY : Springer.
- Desrochers, Pierre. 2014. "Epistemological Investigations on Documentary Heritage: Theoretical Foundations." Unpublished manuscript in progress (copy on file with author).
- Donnelly, F. Dolores. 1973. *The National Library of Canada: a historical analysis of the forces which contributed to its establishment and to the identification of its role and responsibilities*. Ottawa : Canadian Library Association.
- Duff, Wendy. 2006. "A new order meets an old world: the impact of digital objects on the archival and records management professions." In *Managing and Archiving Records in*

- the Digital Era: Changing Professional Orientations*, edited by Niklaus Bütikofer, J. Hofman and Seamus Ross, 105-11. Baden Switzerland: Hier + Jetzt.
- English, John, Sheila Copps, Jane Beaumont, Marcel Caya, and Department of Canadian Heritage. 1999. *The role of the National Archives of Canada and the National Library of Canada : report*. Ottawa : Canadian Heritage.
- Evans, Frank B. 1966. "Modern Methods of Arrangement of Archives in the United States." *American Archivist* 29 (2):241-263.
- Floridi, Luciano. 2006. "On defining library and information science as applied philosophy of information." *Social Epistemology* 16 (1):37-49. doi : 10.1080/02691720210132789.
- Floridi, Luciano. 2009. "The information society and its philosophy: Introduction to the special issue on the philosophy of information, its nature, and future developments." *The Information Society : An International Journal* 25 (3):153-158.
- Floridi, Luciano. 2010. *The Philosophy of Information*: Oxford University Press.
- Fuller, Steve. 2009. Social Epistemology. In *Encyclopedia of Library and Information Sciences*, Third edition. New York : Taylor & Francis.
- Gagnon, Yves-Chantal. 2012. *L'étude de cas comme méthode de recherche*. 2nd ed. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Royal Commission on Government Organization, and J. Grant Glassco. 1962. *The Royal Commission on Government Organization*. 5 vols. Ottawa : Queen's Printer.
- Hacking, Ian. 2002. *Historical Ontology*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- Hackett, Yvette. 2010. "Preserving Digital History: Costs and Consequences." In *Better off forgetting?: essays on archives, public policy, and collective memory*, edited by Cheryl Avery and Mona Holmlund, 124-142. University of Toronto Press.
- Hart, Beverly, Stephen Ellis, and Ian Pritchard. 1987. "The Appraisal and Scheduling of Government Records: A New Approach by the Australian Archives." *American Archivist* 50 (4):591-597.
- Hayward, Robert J. 1988. "'Working in Thin Air': Of Archives and the Deschênes Commission." *Archivaria* 26 (Spring):122-136.
- Hodgetts, J. E., and David Corbett. 1966. *Canadian Public Administration*. Toronto : Macmillan Co. of Canada.
- Hunter, David and Karen Brown. 2010. *Thriving or surviving? : National Library of Scotland in 2030*. Edinburgh: National Library of Scotland.
- Hurley, Chris. 2002. "Records and the Public Interest: The 'Heiner Affair' in Queensland, Australia." In *Archives and the Public Good: Accountability and Records in Modern*

- Society*, edited by Richard J. Cox and David A. Wallace, 293-317. Westport, Conn. : Quorum Books.
- Jones, H. G. 1969. *The records of a nation; their management, preservation, and use*. New York : Atheneum.
- Joseph, Pauline, Shelda Debowski, and Peter Goldschmidt. 2012. "Paradigm shifts in recordkeeping responsibilities: implications for ISO 15489's implementation." *Records Management Journal* no. 22 (1):57-75.
- Lunn, Jean. 1981. *Guidelines for Legal Deposit Legislation* : UNESCO.
- Margetts, Helen, and Christopher Hood. 2007. *The tools of government in the digital age*. New ed, *Public policy and politics*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Marshall, Jennifer Alycen. 2007. Accounting for disposition a comparative case study of appraisal documentation at the National Archives and Records Administration in the United States, Library and Archives Canada, and the National Archives of Australia. Ph. D. Thesis, Department of Library and Information Science of the School of Information Sciences, University of Pittsburgh.
- McCoy, Donald R. 1978. *The National Archives: America's ministry of documents, 1934-1968*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- McDermott, P. 2008. Who Needs to Know? - The State of Public Access to Federal Government Information: Bernan Press.
- McDonald, John. 2005. "The wild frontier ten years on." In *Managing electronic records*, edited by Julie McLeod and Catherine Hare, 1-17. London : Facet.
- McKemish, Sue, and Anne Gilliland. 2013. "Archival and recordkeeping research-past, present and future." In *Research methods: information systems, and contexts*, edited by K. Williamson and G. Johanson, 79-112. Tilde University Press.
- Osbaldeston, Gordon F., and University of Western Ontario. National Centre for Management Research and Development. 1992. *Organizing to govern*. 2 vols. Whitby, Ont. : McGraw-Hill Ryerson.
- Parliament of the Commonwealth of Australia. 1995. The public interest revisited: report of the Senate Select Committee on Unresolved Whistleblower Cases. edited by Senate Select Committee on Unresolved Whistleblower Cases. Canberra: Senate Print. Unit, Parliament House.
- Pires, Alvaro P. 1997. "Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique." In *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, edited by Jean Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives Poupart, 113-169. Montréal : G. Morin.
- Phillips, Margaret E. 2005. "What should we preserve? The question for heritage libraries in a digital world." *Library trends* 54 (1):57-71.

- Posner, Ernst. 1955. "The National Archives and the archival theorist." *American Archivist* 18 (3):207-216.
- Posner, Ernst, Kenneth W. Munden, and Society of American Archivists. 1967. *Archives and the public interest: selected essays*. Washington : Public Affairs Pr.
- Public Archives Canada. 1972. *Public archives of Canada : Report 1970-1971*. Ottawa : Information Canada.
- Public Archives Canada. 1974. *Annual report*. Ottawa : Public Archives Canada.
- Rainie, Harrison, and Barry Wellman. 2012. *Networked: the new social operating system*. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- Ross, Rodney A. 1981. "Ernst Posner: The Bridge Between the Old World and the New." *American Archivist* 44 (4):304-312.
- Royal Commission on Government Organization, and J. Grant Glassco. 1962. *The Royal Commission on Government Organization*. 5 vols. Ottawa : Queen's Printer.
- Schellenberg, T. R., and H. G. Jones. 2003. *Modern archives: principles & techniques, Archival classics series*. Chicago, IL : Society of American Archivists.
- United States Congress. 1901. *Annual Report of the American Historical Association for the year 1900*. Vol. II. Washington : Government Printing Office.
- United States. National Historical Publications, Records Commission, and Minnesota Historical Society. 1991. *Research Issues in Electronic records: report of the Working Meeting*. Published for the National Historical Publications and Records Commission by the Minnesota Historical Society.
- United States. General Accounting Office. 2002. *Information management : challenges in managing and preserving electronic records: report to Congressional Requesters*. Washington, D.C. : U.S. General Accounting Office.
- Vickery, G., and S. Wunsch-Vincent. 2006. *Digital broadband content : public sector information and content*: Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Wallot, J. P., and J. Grimard. 2009. "Culture, archives et développement." *L'archiviste, constructeur, gardien et communicateur : Mélanges en hommages à Jacques Grimard 1947-2007*.
- Warner, Robert M. 1995. *Diary of a dream: a history of the National Archives independence movement, 1980-1985*. Metuchen, N.J. : Scarecrow Press.
- Weilbrenner, Bernard. 1960. "The public archives of Canada, 1871–1958." *Journal of the Society of Archivists* 2 (3):101-113.

- Weinberger, David. 2011. Too big to know: Rethinking knowledge now that the facts aren't the facts, experts are everywhere, and the smartest person in the room is the room : Basic Books.
- Wellman, Barry, Christian Beermann, and Lilia Smale. 2013. *The Memory Revolution: Behaviour and Attitudes*. University of Toronto: Library and Archives Canada. Available from <http://groups.chass.utoronto.ca/netlab/wp-content/uploads/2012/05/The-Memory-Revolution-LAC-Report.pdf>.
- Woodford, Michael R, and Susan Preston. 2013. "Strengthening Citizen Participation in Public Policy-Making: A Canadian Perspective." *Parliamentary Affairs* 66 (2):345-363.
- Zickuhr, Kathryn, Lee Rainie, and Kristen Purcell. 2013. "Library Services in the Digital Age." *Pew Internet & American Life Project*.
- Zink, Bruce Morton Steven D. 1991. "Contemporary Canadian federal information policy." *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 34:312-338. doi : 10.1111/j.1754-7121.1991.tb01465.x.

# **CHAPITRE 5 : A PUBLIC POLICY APPROACH TO CANADIAN DOCUMENTARY HERITAGE IN THE DIGITAL AGE**

## **Introduction**

George Orwell, in describing his dystopian future in 1984, adverts to the underlying features of a recordkeeping process:

And if all others accepted the lie which the Party imposed—if all records told the same tale—then the lie passed into history and became truth. 'Who controls the past,' ran the Party slogan, 'controls the future: who controls the present, controls the past.' [...] The mutability of the past is the central tenet of Ingsoc. Past events, it is argued, have no objective existence, but survive only in written records and in human memories. The past is whatever the records and the memories agree upon. And since the Party is in full control of all records, and in equally full control of the minds of its members, it follows that the past is whatever the Party chooses to make it. (Orwell 2009, 37,222)

By way of contrast, traditional archival principles, as identified by Terry Cook, a former archivist of the National Archives of Canada and former professor of archival studies at the University of Manitoba, assert that “As archivists appraise records, they are doing nothing less than determining what the future will know about its past: who will have a continuing voice and who will be silenced.” (Cook 2009, 503-504)

So who is really in control of the memory-keeping activities of the State? What born-digital documentary heritage are we keeping? As Orwell remarks, who are the directing brains coordinating the whole effort? Are we conscious of their actions, and of their pretensions for value neutrality and responsibility? If we are, what does this entail for a society to assume accountability for their actions?



According to Cook, archivists working in documentary heritage institutions, such as national archives and national libraries, ensure that archival records, as documentary evidence of the federal public administration decision-making and more broadly, of Canadian society are identified, selected, and communicated to Canadians. Specifically, it is the identification and selection of archival records from the day-to-day business records of the federal public administration and the authorization to dispose of all other records that have no ongoing business utility or value.

This process by practitioners of identifying and selecting archival records, as documentary heritage, is undergoing a critical period of review and criticism. This push for change within professional practice comes in response to, and is made more acute by, the impact of the digital environment (Cook 2011; McKemmish and Gilliland 2013; Millar 2010; Ricq 2013; Ross 2012; Rydén 2014; Zickurh, Rainie, and Purcell 2013).

On one level, practitioners question how the digital environment is affecting their technical-methodological approaches on how to identify and 'put aside' a selection of a society's documentary presence over time as public memory and public knowledge (Caron and Brown 2013). On another level, policy-makers require justification for recommendations made by practitioners on what constitutes documentary heritage, beyond a practitioner's objectified subjectivity (Caron and Library and Archives Canada 2011).

Previous studies have tended to approach this issue by focusing on adapting existing administrative policy instruments or statutory instruments to incorporate new operational definitions or to respond to the evolving societal changes (National Archives and Records Administration 2010; Hunter 2010; Milne and Tuck 2008; Muir 2001; Scott 2010; Kavcic-Colic

2003; Stephens and Gibby 2011). These studies demonstrate that such instruments are founded in existing objective knowledge when applied to the digital environment (Desrochers 2014b). However they are no longer adequate in responding: to the sheer volume of information presently being created or communicated; the lack of permanence and fragility of digital information; or likewise the concomitant necessity for ensuring that not all digital information remains permanent (Rainie and Wellman 2012; De Saulles 2012; Gantz and Reinsel 2011; Mayer-Schonberger 2009; Mayer-Schönberger and Cukier 2013; Weinberger 2012).

Another set of studies has approached this issue through the use and influence of information and communication technologies on the administration of the state's information resources, its governance processes and its corresponding professional practices (Brown 2012; Frost 1991). These various studies offer a technologically deterministic perspective on information resource development and management in the Canadian federal government. Compared to the above, only a relative handful of studies have explored the issue of professional practice and objective knowledge required for the identification and selection of documentary heritage specifically focused on the digital environment (Desrochers 2014b; Caron and Brown 2011a, 2012; Caron and Kellerhals 2013).

The evidence from these various studies indicate a break, rather than a continuity in professional practice and objective knowledge, in the digital age, and that new theoretical elements are required for policy-makers and practitioners to understand how to identify and select documentary heritage in the digital age (Desrochers 2014b). Very few studies in public administration are concerned with the administrative policies of documentary heritage institutions in support of an effective and modern public administration (Roberts 2006). An informed discussion on administrative policies providing guidance to practitioners and decision-

makers in identifying and selecting documentary heritage within a federal context requires attention. More research and analytically rigorous policy options and recommendations (Lynch 2008) are required if it is to support the development and implementation of a public policy approach to documentary heritage. Decision-makers, as well as practitioners and members of society, require that this issue be properly identified, whether possible solutions can be formulated, and which alternative solutions can be, or may choose not to be, implemented (Irwin 2003, 42; Inwood 2009, 206). In short, as economist and public policy expert, Robert Haveman states, this research is for the “direct utilization [...] by those concerned with planning policy.” (Haveman 1987, 194) This demands information necessary for addressing the critical and strategic policy requirements of a digital environment rather than perpetuating existing institutional and operational practices and methods (Hubbard 2014).

Structurally this article is presented in five sections. The author starts by presenting the theoretical background in archival science (AS), library and information sciences (LIS), and social epistemology (SE) (section 1). This is followed by the research design (section 2). This article then examines the practical approaches used by documentary heritage professionals to identify documentary heritage through three case studies (section 3). It is succeeded by an interpretation and analysis of how theories, practices, and professional activities used in the identification and selection of documentary heritage in the digital environment (section 4). Finally, the article proposes several elements in a conceptual framework that could guide the development of public policy, and resulting institutional practices, for the identification and selection of documentary heritage in a digital age (section 5).

## Theoretical background

AS and LIS have both contributed significantly to the current understanding of how documentary heritage is identified and selected (Figure 1). Figure 1 outlines the various theories, practices and professional techniques used in AS and LIS to identify and select documentary heritage through social dimensions of knowledge production and organization to obtain a relevant and representative view of documentary heritage or through knowledge organization, taxonomies or document-centric approaches.

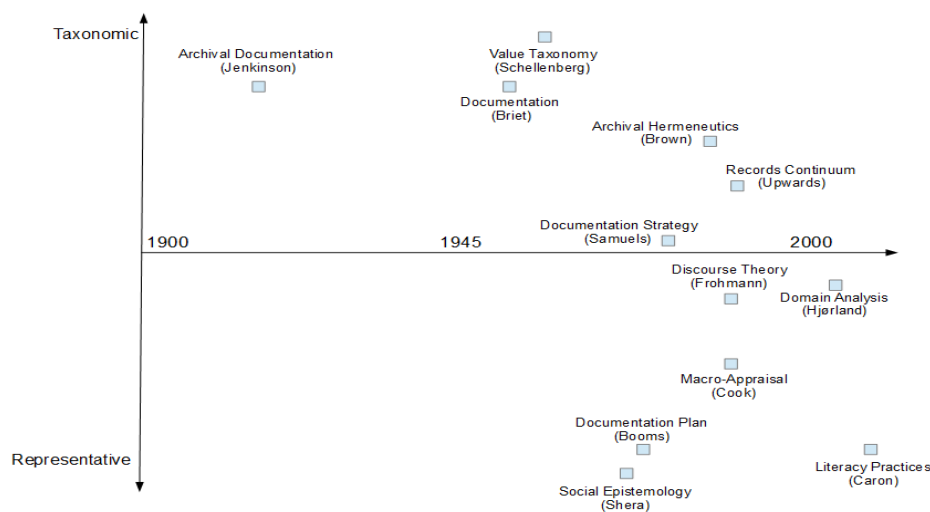


Figure 1 : Model representation of theoretical paradigms in AS and LIS over time (Source: McKemmish and Gilliland 2013, 101-102; Desrochers 2014a, 2014b)

## **Archival Science (AS)**

The AS literature largely focuses on an administrative analysis of individual or institutional records found to be of enduring or historical value for their transfer to archives (as institutions of the state). Once identified and transferred there, the records are arranged and described in anticipation of their eventual access to the public. (Cook 1997; Roberts 1987). From the onset, this work is carried out with a view to maintaining control over the significant documentary creation activities of the modern bureaucratic state, by recommending the destruction of all public records that have no enduring value. An example of this occurs when records no longer have any utility to the institution that create them (Schellenberg 1965, 1956; Jenkinson 1965). Later authors in this field have tried to understand the identification of enduring records from the voluminous mass of documentation by attributing value or significance to them. Such as when these records, used for historical and administrative research, meet criteria such as evidentiary and informational values.

The pioneering work of Hans Booms, former president of Germany's national archives, on how to document society through its various forms, or the PIVOT project in the Netherlands' national archives, shifted the focus from the content of the documents to the form of documenting the activities of governments and of society (Booms, Joldersma, and Klumpenhower 1987; Jonker 2006). In turn, Helen Samuels proposed a documentation strategy for university records, which encouraged the selection of archival material based on a specific topic, event or area in society (Samuels 1986, 1991, 1992). This coincided with the critical review of archival practices in the federal government of Canada, which introduced macro-appraisal as a means of documenting how government institutions formulated and implemented

policies, their corresponding decision-making and citizen-state interactions (Caron and Brown 2013; Cook 2005, 2004).

Prior to this review of archival practices, a Canadian 'total archives' approach emerged, where almost all public archives institutions in Canada, be they municipal, university, provincial or national, would identify, manage and preserve public records for their current administrative and future research purposes. They would also coordinate in the acquisition and care of records of individuals (i.e., private records) that had historical value, or enduring value, for society regardless of format or medium. As Laura Miller and others acknowledged, writings on the notion of 'total archives' evolved from the 1960's and 1970's discussions within the Public Archives of Canada. This view differed from other jurisdictions that considered national archives responsible for public records, and historical societies (or university or national libraries) responsible for private records of individuals (Cook 2006; Millar 1998, 1999).

Over the past few years several authors have come to recognize that this decentralized acquisition strategy lacks a clear set of consistent and institutionalized relationships, and resulting procedures. There is no standard defining what constituted 'all public, corporate and private papers, and other documents of national significance' (Beyea 2010; Momryk 2001; Gordon 1973, 52; Symons 1975, 39-40; Consultative Group on Canadian Archives and Wilson 1980, 61, 85). It is worthy of note, that in all of these approaches, the primary focus pointed to the government's activities and functions. Academic researchers, policy-makers and practitioners have recognized that these policies evolved from Weberian bureaucratic institutions, where records were centralized in a coordinated manner and where governments had power, authority and control over their information assets, to one where the activities of the state largely transcend or overlap with society at large in the absence of any corresponding care,

custody or control of the latter's information resources (Brown 2010; Burke 2012; Caron and Brown 2013, 143; Desrochers 2011, 174-175; Hood 2008; Pollitt and Bouckaert 2011).

A significant highlight, and an important step at least in Canada in setting acquisition strategies, is the clarification of the divergence between AS and LIS in the approach to identifying and selecting documentary heritage. The Wilson report, named for its chair Ian Wilson and later Librarian and Archivist of Canada, noted in 1980 this difference between private and professional practice: 'If librarians face an information explosion that they must control through even more systematic and cooperative acquisition, archivists face a problem of even greater magnitude, which they must handle by exercising skills of appraisal and selection to permit the systematic destruction of vast quantities of material unworthy of permanent preservation.' (Consultative Group on Canadian Archives and Wilson 1980, 17) Simply put, librarians are about acquiring and organizing knowledge, whereas archivists are about applying selective, yet comprehensive criteria to ascertain which records have value to society and which can, or should, be discarded.

### **Library and Information Science (LIS)**

The LIS literature has associated itself with the notion of documentary form, which represents documents as a form of evidence of a fact ('Un document est une preuve à l'appui d'un fait') (Briet 1951, 7). Librarian and French documentalist Suzanne Briet elaborated on this definition with the notion that it is 'any concrete or symbolic indication, preserved or recorded, in order to represent, reconstruct or prove a phenomenon, either physical or mental' ('tout indice concret ou symbolique, conservé ou enregistré, aux fins de représenter, de reconstituer ou de prouver un phénomène ou physique ou intellectuel' (Briet 1951, 7). Briet's work in this domain

should be understood to be connected to documenting societies' activities and their resulting classification such as by setting of attributes or taxonomies (Briet 1951, 8). Illustrative of Briet's influence are references found in studies by authors such as Jack Anderson, Michael Buckland, Ronald E. Day, Bernd Frohmann and Birger Hjørland (Buckland 1997; Day 2008; Frohmann 2009; Hjørland 2000). Some of their work focuses on the nature of the document, its use, creation, management and consumption by society. For example, one can look to Frohman's view of a document and how it affects specific communities through their literature. By his view, he adds to previous sociological and historical literature on writing systems as practices and as products of culture, when he notes that documents are 'different material kinds of temporally and spatially situated bundles of inscriptions embedded in specific kinds of cultural practices.' (Frohmann 2004, 137; Assmann 2011b; Chartier 1998; Caron 2011, 2014; Sewell 2005, 335)

It should be borne in mind that the collective writings found in the LIS literature mentioned above reveal a desire for individuals and organizations to capture, to organize, to describe, and to interact with knowledge (through intermediaries, systems or relationships) by a general public bounded in a bibliographical theory of knowledge (Smiraglia and Heuvel 2013, 379-380). Previous investigations into knowledge organization, with a specific view of bibliographic control, were articulated by librarians Margaret E. Egan and Jesse H. Shera who sought to formulate an epistemological foundation for library sciences.

According to Shera, this concept was formulated as social epistemology which concerns itself with 'the study of knowledge in society. [...therefore...] The focus [...] should be upon the production, flow, integration, and consumption of all forms of communicated thought throughout the entire social fabric' (Shera 1970, 86). Shera's insight was used to define the effects of information and communication technologies (ICT) upon library services, and to a



general extent, upon society's knowledge organization. This research indicated a new desire to incorporate foundational notions of information sciences and documentation to 'denote the set of techniques needed to manage th[e] explosion of documents' which was largely influenced by European documentalists such as Paul Otlet and Suzanne Briet and, beyond them, to technical-methodological solutions to emerging problems of practice (Hahn and Buckland 1998, 169; Buckland 1998b, a).

Buckland and Frohmann have enriched this perspective by stating that documentation is not merely confined to printed texts. This covers the breadth and scope of what other authors consider as 'any expression of human thought' (Buckland 1998b, 216). In comparison Shera used 'graphic record' to capture this nature of document. This limited the applicability, or conceptual construction, of social epistemology as understood by Shera as an applied framework for future epistemological or philosophical endeavors (Floridi 2004; Fallis and Whitcomb 2009).

These are the philosophical investigations that LIS examines vis-à-vis 'the conceptual nature of information, its dynamics and problems' (Floridi 2002, 38). Whereas social epistemology is defined by Luciano Floridi as two distinct fields of research: Sociology of Knowledge (SoK), which is the study of the causes of knowledge production within individuals; and Epistemology of Social Knowledge (ESK), which is the study of knowledge production and organization by individuals and social groups (Floridi 2002, 39). It is this latter approach, ESK, that provides the basis for this article's research while maintaining Shera's original concern of SE.

## Research design

This article examines identification and selection methods, techniques and administrative policies for documentary heritage such as born-digital published content, born-digital public sector information and personal digital archives. The focus of the case studies is born-digital content with a particular emphasis on what gets retained as documentary heritage. In turn, the focus of this research is on how social epistemology offers one possible approach to understanding this phenomenon.

The overall research design follows an exploratory case study, coupled with a reflexive interpretation approach (Alvesson and Sköldbberg 2009, 272-274; Gagnon 2012). It involves three case studies of documentary heritage identification and selection methods: born-digital published content, born-digital public sector information and personal digital archives. The case studies are predicated on Library and Archives Canada's three identification, selection and acquisition strategies: the first two being legally-mandated methods, one for publications, and another for government records (i.e., born-digital published content, born-digital public sector information and public content); and the third for private records in a digital environment (i.e., personal digital archives).

The Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) limits the difficulty of a taxonomic approach to defining culture or information/content by stating that public sector information and public content 'is any kind of information that is produced and/or collected by a public body and is part of the institution's mandated role.' (OECD 2006, 7) This article borrows and adapts the OECD definitions of public sector information and public content over cultural value chain propositions, while recognizing the inherent difficulties in defining

culture (Hays 1994; Assmann 2011a; Hand 2008; Hacking 1999; OECD 2006, 8; Shepherd 2009b; Statistics Canada 2011, 11, 2012).

Consistent with a case study approach, this examination is guided by an underlying exploratory research question: what elements in a conceptual framework could guide the development of public policy and resulting institutional practices for the identification and selection of documentary heritage in a digital age? Or specifically, could the critical application of social epistemology serve as a conceptual framework for the identification and selection of documentary heritage in the digital age? This article neither intends to harness Shera's concept to investigate if Shera's concept can assist in the identification and selection of documentary heritage in a digital age.

## **Case studies**

### **Born-Digital Published Content**

Throughout the 1980s and 1990s, a range of national institutions sought to include born-digital published content in their acquisition strategies. In so doing, they sought a comprehensive collection policy that encompassed all forms of culture creation establishments, e.g., book publishers, music publishers (Shveiky and Bar-Ilan 2013). In Canada, the application of this concept was brought forward in the definition of Canadiana as 'material published in Canada, and material published in another country if the creator is Canadian or the publication has a Canadian subject.' (Canada 1999) This prescriptively defined the notions of Canadian creators and Canadian subject.

In 2006, these notions were revised through a statutory instrument, the Legal Deposit of Publications Regulations (SOR/2006-337), to define publisher as 'a person who makes a publication available in Canada that the person is authorized to reproduce or over which the person controls the content' (Heritage 2006). This effectively replaced the notion of creators previously used for the identification and selection of published content. Challenges with electronic publishing such as in a networked environment were covered by policy directions provided in the Networked Electronic Publications Policy and Guideline, itself the product of several recommendations of an earlier internal study, and an Electronic Publications Pilot Project. The 1994 study and pilot project brought to light the problems with applying existing statutory instruments, in particular legal deposit, to cover the difficulties in identifying publishers, a traditional method used to identify Canadian content, on the internet. Yet overall, legal deposit is an indiscriminate policy instrument that aims for comprehensiveness, or rather exhaustiveness, in its collection of all material, regardless of quality, format or medium (e.g., livre d'artiste, moving images, photographs, radio and television broadcasts, sound recordings).

Selection criteria with renewed definitions for core concepts were formulated to incorporate geographic restrictions for hosting online materials, e.g., the .ca country-code top level domain which requires Canadian presence requirements, as well as recognizing the limitations of existing statutory instruments. Representative rather than comprehensive was preferred, as well as the significance of the publication (National Library of Canada 1998). The overall applicability of legal deposit as an instrument of documentary heritage selection has been discussed by Adrienne Muir in her survey of legal deposit instrument developments in a digital environment. She noted that 'the concept and practice of legal deposit are under threat'

and 'existing collection management principles and practice were not designed with digital information in mind' (Muir 2001, 652-653).

This issue of selection and criteria for legal deposit instruments was recently given some attention by Shveiky and Bar-Ilan, who noted four possible approaches to identifying and selecting born-digital published content:

- a) a comprehensive approach, where all is selected;
- b) a selected approach, usually accomplished by practitioners using a set of criteria;
- c) a thematic approach, where subjects and events are identified and selected by practitioners or by automated means; and
- d) a combined approach, where both a selected approach and automated means are used with pre-selected subjects, themes, or events (Shveiky and Bar-Ilan 2013, 40-41).

Recent studies on the issue of selection criteria, surveyed by Ravenwood, Matthews and Muir, illustrate a prevalent focus on digitization and selection criteria found in policy frameworks that are themselves based on the value of the material (Ravenwood, Matthews, and Muir 2013, 297-299). These surveys demonstrate significant issues in ensuring value is objectively defined, or in evaluating what constitutes notions of value within born-digital published policy instruments (Ravenwood, Matthews, and Muir 2013, 299). What may constitute value to one discrete group might be challenged by another. Furthermore values change with time. Identifying and selecting material for future research purposes is problematic in predicting future research patterns or insights.

## **Born-Digital Public Sector Information**

The 2010 Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access defines born-digital content as 'something that originates in digital form, as opposed to being converted from analogue to digital format' (Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access. 2010, 106). It is important to note for this research this difference between born-digital content and digitized content. Digitized content is analogue content scanned, or digitized, from another media such as scanned photographic prints, moving images, or books. This digitized content is considered static public content (i.e., did not originate in a digital format) held in libraries, archives and museums.

The Blue Ribbon Task Force report also focused on sustainable preservation activities and provided recommendations for action to be taken by governments for born-digital content. It recognised that preservation action requires clarification on selection criteria as to what constitutes a record of long-term value. More specifically the report states that 'selection is an expression of value. Deciding which digital materials to preserve over time means discriminating among many competing collections that demand limited resources.' (Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access. 2010, 19) Factoring the cost of preservation into identification and selection criteria, or elements that may influence the acquisition of born-digital public sector information and public content, represents a considerable difficulty for preservation specialists. They must properly evaluate the born-digital content, while decision-makers must ensure that these recommendations will be financially sustainable for the long-term.

In the Canadian federal government the formulations between born-digital published content (i.e., government publications posted to a departmental website) and born-digital public sector information (subject to legislative instruments defining records) was the subject of a working group paper, and supporting implementation guide, published in 1999 (National Archives of Canada 1999a, b). A value taxonomy was applied with criteria for born-digital public sector information records that had intrinsic (aesthetic or monetary), evidential, administrative, legal, or informational value. The criteria was used for determining future historical research needs for special interest groups, or for researchers.

At the same time, the macro-appraisal methodology developed and implemented by government archivists at Library and Archives Canada defined a set of nine micro-criteria to complement the above informational, intrinsic and legal values. These criteria to be applied to the records were identified for their: ability for completeness, descriptiveness, and legibility; temporal validation (e.g., tied to a specific event and date); geographic correlation; physical condition; contextual nature demonstrating authenticity and reliability; and stability or uniqueness (Library and Archives Canada 2001). Furthermore, in the Canadian federal government context, an additional value of national significance was added to ascribed values for events, places, individuals, ideas or phenomenon of a social nature that enhanced Canadians understanding of their history, society, culture, ideas and individuals who had national prominence or stature (Library and Archives Canada 2001). This was broadly construed to complement the identification and selection of personal archives, digital or analogue, in multiple and different formats (Swift 1982, 49).

## **Personal Digital Archives**

The work of Myron Momryk and Judi Cumming, both former archivists from the National Archives of Canada, illustrate efforts in the Canadian federal government aimed at defining or providing descriptive frameworks for records of national significance as a selection criteria for materials from private records (Momryk 2001; Cumming 1994). These discussions originated as early as the late 1960s during the re-organization, or re-configuration of how to select and identify criteria relevant to Canada's documentary heritage within the Historical Resources Branch (which included the Manuscript Division), in the Public Archives of Canada (Public Archives Canada 1974; Public Archives of Canada 1971).

The Manuscript Division held a number of examples of personal archives given by individuals from Canada's political and parliamentary life, including former Prime Ministers and members of Cabinet. It also held documentation on: private military records, such as writings from individual soldiers; and from local, regional or provincial individuals which complemented or supplemented the public records that had national significance (Cumming 1994, 237). The 1982 Cultural Policy Review Committee (Applebaum-Hébert Committee) noted a conflict between existing national institutions, local, provincial, and regional archives and their respective collection policies (Federal Cultural Policy Review 1982). Likewise, the 1983 Report of the Auditor General of Canada, under section 15.23, called for a closer examination of the concept of “national significance” at the National Archives (Canada. Office of the Auditor General 1983). Legislation, such as the National Archives of Canada Act (1987), addressed this recommendation by providing for extensive discussions with provincial counterparts, and by recognizing under its object and power in section 4.(1)) its mandate “to conserve private and public records of national significance.” This notion was expanded in the



1988 Acquisition Policy, the first formal acquisition policy at the National Archives, which recognized local, and regional sources of records. It included identification and selection criteria for elements that defined Canadian society as documented by private records, regardless of the media (i.e., personal archives that included photographic content, textual content, etc.). This included representations of the natural or environment, historical trends or events in the social, cultural, political, economic, and scientific and religious aspects of society (Momryk 2001, 158). The policy's publication in 1989 further delineated the thematic and departmental responsibilities in the Historical Resources Branch on what elements or criteria could be applied to records of public life and those of civil society. Thus, by the 1990s, awareness of a need to comprehensively and representatively document Canadian society was reflected in the gradual shift from the notion of total archives (the collective processes of identifying and selecting both personal and public archives by public records institutions across Canada) to one of direct responsibility for facilitating these discussions across the country at the National Archives of Canada.

As expected, discussions concerning the prescriptive and administrative nature of records of national significance is a central tenet in the development and implementation of a national archival institution's identification and selection methods, techniques and practices for personal archives. It is moreover influenced by the broader federal government context, still firmly entrenched in existing institutional theories and practices (Fisher 2009). The 1967 centennial celebrations provided an impetus for change and reflection on the influence of: new forms of information and communication technologies (ICT), transformations in society such as Canada's increasingly multicultural nature, and the development of new archival and librarianship theories (Public Archives of Canada 1971; Swift 1982). This changing lens was

brought into clearer focus with the renewed emphasis on preservation techniques used on records of personal digital archives. This sharpened the need for a coherent system of evaluating the worth of personal digital archives.

In a digital environment, Jordan Leslie Bass, Amber Cushing, and Catherine Marshall provide insights into how individuals with growing personal born-digital collections should undertake periodic assessments of value, aiding them in determining what to keep and what to destroy. However, both Cushing and Bass note the inherent difficulties in providing criteria, or elements, for identifying and selecting personal records, due in part to the 'tyranny of the digital medium, coupled with the inability of the archival profession to develop comprehensive strategies for management of personal records created in digital form.' (Bass 2012, 7) Although it is noted by Bass that personal digital archives have not been extensively covered in archival literature, nor having been the primary focus of most archival institutional practices, it should be noted that in the international archival literature personal digital archives are not necessarily linked to textual records.

## **Analysis and interpretation**

The cases described below compare several aspects of LIS and AS documentary heritage identification and selection theories, concepts and professional practices. They further look at how these were applied in the Canadian federal national archival context. The case studies also examine the development of theories for published content, public sector information and personal archives, with an emphasis on the digital environment. In all of the three cases, the policy domain developed in, and in response to, the evolving context of government, citizen-state interactions, transformations in society, and new forms of ICT. This evolution of the policy

domain modified existing, or created new, administrative policies and statutory instruments. These in turn were used to identify, select and retain documentary heritage.

For born-digital public sector information and public content, the criticality of this decision-making process by documentary heritage institutions and by civil society is what Caron and Brown refer to as the documentary moment, this 'seamless moment of time and space within the remembering process when communities become aware of, and confront, the instability, fragility, and ephemeral nature of memory.'(Caron and Brown 2011b, 2) An assessment of the quality and value of this content, and its corresponding importance, or significance within society, requires a re-evaluation of the applicability of existing administrative policies. It calls for a refocus on human activities and behaviours that create or produce information resources that may become documentary heritage. This corresponds to a challenge, or criticism, identified in the cases, relating to the underlying technical approaches used to describe documentary heritage. More specifically, traditional descriptive approaches reflect the outputs of human activities in terms of documentary heritage objects, and not necessarily in terms of their content.

In LIS, descriptive approaches such as bibliographic control is used to represent information of a conceptual nature, such as defining content creators, historical events, ideas, subjects consistently and authoritatively within a catalogue. These are then linked to concepts so as to create meaningful patterns (e.g., a work has a subject, which is created by a person, is embodied in a manifestation of work, and is produced by a corporate body) and in order that users can retrieve and locate this information. This reflects the underlying question in Shera's model of SE, how do we obtain an awareness of the social dimensions of knowledge production and organization (i.e. ESK) found in society?

Traditional descriptive approaches or classification systems used by practitioners influence, if not control, several aspects of ESK: they model, construct and define conceptual views and modalities of what constitutes representations of who or what is an author; who or what is a publisher; and what constitutes an expression or 'manifestation' of a creative work. Models and constructs craft a story. This story tells how ideas, notions, relationships, or events unfold. It strives to provide what anthropologists call a 'thick' contextual analysis and understanding of Canadian society. Moreover, many of these traditional processes, standards and formats used for bibliographic or descriptive controls, such as RAD (Rules for Archival Description) used in archival systems, were designed and used in the analogue era of classification systems. These have been increasingly challenged by the interwoven and increasingly connected digital society (Desrochers 2011). Bibliographic or descriptive controls offer a mediated access to centralized collections of physical and digital documentary heritage assets. However they are increasingly being seen as cumbersome, overly complex, and creating barriers to locating and retrieving information in the digital environment (Koyle and Hillmann, 2007). Even more problematic is the view that these systems of classification, inherent in SE, are predicated upon practitioners having knowledge of current and potentially future sites of documentary production, their social relationships and their corresponding spatial boundaries (Shera 1970, 55).

At the same time, personal digital archives and born-digital published content, requires an ontological vision that conceptualizes the sites of documentary production. This occurs possibly even before they are nascent. In the analogue environment documentary production activities possessed a finite number of publishers or Canadian content creators. Further, they were collectively identified as an author. This leads to a number of questions: What or who is an

author or a publisher on the Internet, especially where everyone can be identified or attributed as content creator without requiring a traditional publisher? What should be retained from an author's creative life? Do we keep his born-digital publications, his personal digital archives or both? Is so, to what extent? If we assume that the totality of a society's documentary heritage is not to be retained, what criteria do we apply to justify that one author is worthy of permanent retention over another?

These lines of inquiry are reflected in the complementary nature of the cases. The issue of what constitutes national significance for published content is circumscribed by the application of legal deposit. The exhaustiveness of this instrument means that all born-digital published content (e.g., Video Games, electronic books) has national significance. Yet administrative policy direction is required for born-digital published content on the Internet. It calls for an analysis and understanding of the levels of various forms of human behaviour, attributes, functions, structures and processes and activity of Canadian society at any particular point in time. This evolution of the policy domain mean that the conceptual foundations required for documentary heritage institutions will outpace pragmatic and operational definitions applied in statutory instruments and legal frameworks.

### **Critical applicability of ESK**

ESK's applicability in this area, being the study of the social dimensions of knowledge production and organization, are reflected through policy directions identified in the cases. It is limited and bounded by the institutional application of ESK, which seeks to classify documentation within bibliographic control systems. Rather than seek to create bibliographic control systems that could be used to identify and select documentary heritage from the mass of

content created within Canadian society, this article summarizes and explores on the conceptual elements (Table 2) that can be leveraged to document Canadian society.

Table 2 : Exploration of conceptual frameworks used to document Canadian society (Source: Cumming 1994; Desrochers, 2014a, 2014b; Library and Archives Canada 2001; Momryk 2001; National Library of Canada, 1998).

Case Study	Concepts	Research Focus	Proposed Conceptual Elements
Born-digital published content	Creative and published works (newspapers, books, periodicals and other published works) or any other documentary material that may be protected by intellectual property.	<p>-Ties to notions of library catalogue and bibliographic information, i.e., authority control for names of authors.</p> <p>-Focus on <i>Canadiana</i> :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Canadian subject, location, group, individual, event, experience or any involvement in the above.</li> </ol> <p>-Representativeness through sampling, or adding thematic, subject-based or events-based criteria for Internet content, and comprehensiveness for publications received through legal deposit.</p>	<p>-Methods, techniques and tools founded in: Domain Analysis; Network Analysis; and Discourse Analysis of societal agents, actors, their relationships and context, behaviours, attitudes and mindsets of networked individuals and groups through their documentary outputs.</p> <p>-A focus on seeking representation of Canadian life rather than seeking comprehensive documentary outputs.</p>
Born-digital public sector information and public content	Dynamic and continually generated information, directly created, received or held by the public sector, or those associated with the administrative function or mandate of the public sector.	<p>-Media and format agnostic documenting the functionality and impact of program and service delivery on citizens.</p> <p>-Obtained through an understanding of structural, business and administrative functions, and resulting citizen-state interactions.</p> <p>-Broad focus on individuals, organizations, and events.</p>	<p>-Methods, techniques and tools founded in Domain Analysis; Network Analysis; and Discourse Analysis.</p> <p>-A focus on the sites of documentary production or dissemination, rather than the uniqueness of the documentary outputs or the structures of the governance process.</p> <p>- A focus on events, actors, agents, domains and their relationships.</p>
Personal digital archives	Documentary forms created by individuals or groups.	<p>-Subject and thematic approach for items of national significance that document:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• spatial, temporal and social events;</li> <li>• national and cultural identity;</li> <li>• economic, political, cultural and social</li> </ul>	<p>-Methods, techniques and tools founded in Domain Analysis; Social Network Analysis; and Discourse Analysis.</p> <p>-Seek the uniqueness of the societal agent in influencing or contributing to Canadian life, e.g., what is of national significance.</p>

- development of Canada;
  - citizen-state interaction;
  - Canadian external relations;
  - historical significance (i.e. intrinsic value as historical documents).
- 

Our interpretation and analysis from the examination of the case studies suggest that the current concepts and research focus requires a new approach to how a society's *causa materialis* is constructed as 'the documents that permit us to socially live our lives within a state of law, to function collectively as a democracy, and to have continuing and inclusive social consensus and progress through the distribution and sharing of information resources, and the preservation of an accessible public memory.'(Caron and Brown 2011a, 18-19) For instance, known LIS scholarship indicates that discourse analysis (DA), understood as the systematic study of how people express themselves through standardised and often institutionalised ways of talking, can facilitate the identification of domains for understanding behaviours, attitudes and relationships of networked individuals and organizations through their documentary production. For Michel Foucault, discourse contains a different meaning, one mostly understood to convey all of the forms and categories of cultural life (Foucault 1982, 2002). More generally, Anderson's work employed Foucault's conceptual theories of archaeology and genealogy and Jürgen Habermas' notion of the public sphere to understand the organization of knowledge and documents within society (Andersen and Skouvig 2006). However Anderson employed Habermasian theories to interpret, analyze and organize various societal information systems and structures, through their textual manifestations of social discourse. The case studies illustrate the limits of Anderson's work to organizing knowledge used in information systems, bibliographic or library

classification schemes. The critical applicability of ESK to identify what constitutes and forms documentary content that may become documentary heritage, can be conducted through forms of analyses of the behaviors, the attitudes and the relationships of networked individuals and organizations in a digital environment and their corresponding documentary outputs. Some authors have proposed methods and techniques such as domain, discourse, and social network analysis (Hjørland 2002; Hjørland 2005; Wellman 1979, 1203). All case studies provide a further illustration of how an ESK approach can enable a means of identifying and selecting Canadian documentary heritage at any particular point in time.

## **Conclusion**

The aim of this article is to contribute to the literature in public administration in two distinct areas. First, it focuses on the exploration of a public policy framework, grounded in social epistemology, for the identification and selection of documentary heritage in the digital environment. Second, by focusing on the Canadian federal policy environment, this article is able to contribute to the development of public policy framework for documentary heritage institution, based on an analysis of administrative policies and practitioner's approaches to social and public policy development and implementation.

It accomplishes this analysis through the use of case studies that explore how identification and selection methods, techniques and administrative policies for documentary heritage are applied. The interpretation and analysis of the case studies identify elements that can guide the development of public policy and the resulting institutional practices for the identification and selection of documentary heritage in a digital age. More specifically, it seeks to identify how practitioners understand the evolution of society from its administrative, cultural



and intellectual activities. Put more simply, this article reviews how individuals and groups create, obtain and disseminate information— and more specifically the relationships and rationale related to precisely identify what is retained as documentary heritage.

The specific questions posited by this research was the critical applicability of social epistemology as a conceptual framework for the identification and selection of documentary heritage in the digital age. While social epistemology can serve as a conceptual framework for the identification and selection of documentary heritage in the digital age, it is limited by its bibliographic application. At this point in history, it is the critical application of ESK that should be the aim, without the implied or necessary bibliographical or classification systems approaches.

While the range of theoretical and conceptual approaches to resolving the issues surrounding the identification and selection of documentary heritage is valuable for contesting and expanding knowledge and professional practice, the experience of this research demonstrates that the potential re-use of documentary heritage, both as public content and public sector information, facilitates an explicit, significant, and socially challenging question of contesting functional authority. This relates to the responsibility for setting and implementing policy by a given cadre of practitioners in the digital environment. Simply put, could the applicability of this framework be best accomplished without a practitioners' intervention? Contrary to what Cook asserts, the experiences resulting from Wikileaks Cablegate's disclosure of authentic, reliable, and authoritative government documents question the responsibility and accountability for the selection and identification of documentary heritage. These documents reveal, especially in the digital environment, the interconnectedness of societal actors, their

relationships, and context (Findlay 2013, 13). This promotes an understanding of networked individuals' behaviors, attitudes and mindsets through their documentary outputs.

Indeed, documentary heritage institutions and public administration require a profound new approach. One that will coherently integrate professional practice to emerging theory, and society's practice of attributing enduring value to documentary heritage in order to better respond to the digital environment. More importantly, this research raised a much larger question of what our documentary heritage institutions collect, maintain, and disseminate and their ongoing relevance to society. In terms of application, could the critical applicability of the proposed framework accomplish documentary heritage institutions' intended institutional mandates and objectives and provide society a relevant and representative view of Canadian documentary heritage?

## Bibliography

- Alvesson, Mats, and Kaj Sköldbberg. 2009. *Reflexive Methodology: New Vistas for Qualitative Research*. Los Angeles : SAGE Publications.
- Andersen, Jack, and Laura Skouvig. 2006. "Knowledge organization: A sociohistorical analysis and critique." *The Library* 76 (3):300-322.
- Assmann, Aleida. 2011a. *Cultural memory and western civilization: Functions, media, archives*: Cambridge University Press.
- Assmann, Jan. 2011b. *Cultural memory and early civilization: writing, remembrance, and political imagination*. Cambridge; New York : Cambridge University Press.
- Bailey, Catherine A. 2013. "Past Imperfect? Reflections on the Evolution of Canadian Federal Government Records Appraisal." *Archivaria* 75 (Spring):5-47.
- Bass, Jordan Leslie. 2012. *Getting personal: confronting the challenges of archiving personal records in the digital age*, University of Winnipeg.
- Beyea, Marion. 2010. "Pennies from Heaven: The History of Public Funding for Canadian Archives." In *Better Off Forgetting?: Essays on Archives, Public Policy, and Collective Memory*, edited by Cheryl Avery and Mona Holmlund. University of Toronto Press.
- Desrochers. 2011. "Visualizing Open Government: Case Study of the Canadian Recordkeeping Approach." In *Linking Government Data*, edited by David Wood, 155-180. New York, NY : Springer.
- Desrochers. 2014a. "Epistemological Investigations on Documentary Heritage: Theoretical Foundations." Unpublished manuscript in progress (copy on file with author).
- Desrochers. 2014b. "The Appraisal and Selection of Documentary Heritage in the Digital Age." Unpublished manuscript in progress (copy on file with author).
- Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access. 2010. *Sustainable economics for a digital planet: ensuring long-term access to digital information*. La Jolla, Calif. : Blue Ribbon Task Force on Sustainable Digital Preservation and Access.
- Booms, Hans, Helena Joldersma, and Richard Klumpenhower. 1987. "Society and the Formation of a Documentary Heritage: Issues in the Appraisal of Archival Sources." *Archivaria* 24:69-107.
- Briet, S. 1951. *Qu'est-ce que la documentation?* Vol. 1 : Editions documentaires, industrielles et techniques.
- Brown, David CG. 2012. "The unfulfilled promise of information management in the government of Canada." *Journal of Parliamentary and Political Law* 6 (1):107-128.
- Brown, Richard. 2010. *Macroappraisal in the Twenty-First Century: Towards a New Documentary Framework for Public Memory*, November 2010.

- Buckland, Michael. 1998a. "Documentation, Information Science, and Library Science in the U.S.A." In *Historical Studies in Information Science*, edited by Trudi Bellardo Hahn and Michael Buckland, 159-172. Medford, NJ: Information Today, Inc. (ASIS Mongraph Series)
- Buckland, Michael. 1998b. "What is a document?" In *Historical Studies in Information Science*, edited by Trudi Bellardo Hahn and Michael Buckland, 215-220. Medford, NJ: Information Today, Inc. (ASIS Mongraph Series).
- Buckland, Michael Keeble. 1997. "What Is a "Document"?" *Journal of the American Society for Information Science* 48:804–809.
- Burke, Peter. 2012. *A social history of knowledge II: from the encyclopaedia to Wikipedia*. Cambridge; Malden, MA: Polity Press.
- Canada, National Library of. 1999. *Collection Management Policy of The National Library of Canada*. Edited by National Library of Canada. Ottawa. Canada : Government of Canada.
- Canada. Office of the Auditor General. 1983. *Report of the Auditor General of Canada to the House of Commons for the Fiscal Year Ended March 31 1983*. Ottawa : Minister of Supply and Services Canada.
- Caron, Daniel J. 2011. *Web HT.0 : pour une société informée, la pertinence numérique et ses défis pour les sociétés démocratiques au XXIe siècle*. Paris : Hermann.
- Caron, Daniel J, and Richard Brown. 2011a. "The documentary moment in the digital age: establishing new value propositions for public memory." *Archivaria* 71 (Spring):1-20.
- Caron, Daniel J, and Richard Brown. 2012. "Des grottes de Lascaux aux nuages de Google : le bouleversement des systèmes de l'écrit et son incidence sur le fonctionnement de nos institutions démocratiques." *Télescope* 18 (1-2):155-167.
- Caron, Daniel J., and Richard Brown. 2013. "Appraising Content for Value in the New World: Establishing Expedient Documentary Presence." *American Archivist* 76 (Spring):135-173.
- Caron, Daniel J, and Andreas Kellerhals. 2013. "Archiving for self-ascertainment, identity-building and permanent self-questioning: archives between scepticism and certitude." *Archival Science* 13 (2-3):207-216.
- Caron, Daniel J. 2014. *L'Homme imbibé, Cultures numériques*. Paris : Hermann.
- Caron, Daniel J. Library, and Library and Archives Canada. *Shaping our continuing memory collectively a representative documentary heritage*. Library and Archives Canada 2011. Available from [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel\\_caron/shaping\\_continuing\\_memory\\_collectively-ef/shaping\\_continuing\\_memory\\_collectively.pdf](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel_caron/shaping_continuing_memory_collectively-ef/shaping_continuing_memory_collectively.pdf).
- Chartier, Roger. 1998. "Writing the practices." *French Historical Studies* 21 (2):255-264.

- Consultative Group on Canadian Archives, and Ian E. Wilson. 1980. Report to the Social Science and Humanities Research Council of Canada by the Consultative Group on Canadian Archives. In Ottawa : Social Sciences and Humanities Research Council of Canada.
- Cook, Terry. 1997. "What is past is prologue: a history of archival ideas since 1898, and the future paradigm shift." *Archivaria* 43 (Spring):17–63.
- Cook, Terry. 2004. "Macro-appraisal and Functional Analysis: documenting governance rather than government." *Journal of the Society of Archivists* 25 (1):5–18.
- Cook, Terry. 2005. "Macroappraisal in theory and practice: origins, characteristics, and implementation in Canada, 1950–2000." *Archival Science* 5 (2-4):101-161.
- Cook, Terry. 2006. "An archival revolution: W. Kaye Lamb and the transformation of the archival profession." *Archivaria* 60 (Fall):185-234.
- Cook, Terry. 2009. "The Archive (s) Is a Foreign Country: Historians, Archivists, and the Changing Archival Landscape." *Canadian Historical Review* 90 (3):497-534. doi : 10.3138/chr.90.3.497.
- Cook, Terry. 2011. "'We Are What We Keep; We Keep What We Are': Archival Appraisal Past, Present and Future." *Journal of the Society of Archivists* 32 (2):173-189. doi : 10.1080/00379816.2011.619688.
- Coyle, Karen, and Diane Hillmann. 2007. "Resource description and access (RDA)." *D-Lib magazine* 13 (1/2):3–0.
- Cumming, Judi. 1994. "Beyond Intrinsic Value Towards the Development of Acquisition Strategies in the Private Sector: the Experience of the Manuscript Division, National Archives of Canada." *Archivaria* 38 (Fall):232-239.
- Day, Ronald E. 2008. "A Necessity of Our Time: Documents and Culture in Suzanne Briet's *Qu'est-ce que la documentation?*" In *European modernism and the information society : informing the present, understanding the past*, 155-164. Aldershot, Hants, England; Burlington, VT : Ashgate.
- De Saulles, Martin. 2012. *Information 2.0 : new models of information production, distribution and consumption*. London : Facet.
- Fallis, Don, and Dennis Whitcomb. 2009. "Epistemic values and information management." *The Information Society : An International Journal* 25 (3):175–189.
- Federal Cultural Policy Review, Committee. 1982. *Report of the Federal Cultural Policy Review Committee*. [Ottawa, Canada] : Information Services, Dept. of Communications : Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada [distributor].
- Findlay, Cassie. 2013. "People, records and power : what archives can learn from WikiLeaks 1." *Archives and Manuscripts* 41 (1):7-22.

- Fisher, Robert. 2009. "In search of a theory of private archives: The foundational writings of Jenkinson and Schellenberg revisited." *Archivaria* 67 (Spring):1-24.
- Floridi, Luciano. 2006. "On defining library and information science as applied philosophy of information." *Social Epistemology* 16 (1):37-49. doi : 10.1080/02691720210132789.
- Floridi, Luciano. 2004. "LIS as applied philosophy of information: a reappraisal." *Library Trends* 52 (3):658-665.
- Foucault, Michel. 1982. *The archaeology of knowledge; and the discourse on language*. Translated by Alan Sheridan. New York : Pantheon Books.
- Foucault, Michel. 2002. *The order of things: an archaeology of the human sciences*. London : Routledge.
- Frohmann, Bernd. 2004. *Deflating Information : From Science Studies to Documentation*: University of Toronto Press.
- Frohmann, Bernd. 2009. "Revisiting "what is a document?"." *Journal of Documentation* 65 (2):291-303. doi : 10.1108/00220410910937624.
- Frost, Eldon. 1991. "A weak link in the chain: records scheduling as a source of archival acquisition." *Archivaria* 33 (Winter):78-86.
- Gagnon, Yves-Chantal. 2012. *L'étude de cas comme méthode de recherche*. 2nd ed. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gantz, J., and D. Reinsel. 2011. Extracting value from chaos. In *IDC research report*. Framingham, MA: International Data Corporation (IDC).
- Gordon, Robert S. 1973. "The Protocol of SNAP Demarcation of Acquisition Fields." *The Canadian Archivist* 2 (4):48-54.
- Hacking, Ian. 1999. *The social construction of what?:* Harvard University Press.
- Hahn, Trudi Bellardo, and Michael Keeble Buckland. 1998. *Historical studies in information science*. Medford, NJ: Published for the American Society for Information Science by Information Today.
- Hand, Martin. 2008. *Making digital cultures: access, interactivity, and authenticity*. Aldershot, Hants, England; Burlington, VT : Ashgate.
- Haveman, Robert H. 1987. "Policy analysis and evaluation research after twenty years." *Policy Studies Journal* 16 (2):191-218.
- Hays, S. 1994. "Structure and agency and the sticky problem of culture." *Sociological Theory* 12 (1):57-57.
- Heritage, Minister of Canadian. 2006. Legal Deposit of Publications Regulations. In *SOR/2006-337*, edited by Minister of Canadian Heritage.
- Hjørland, Birger. 2002. "Domain analysis in information science : eleven approaches—traditional as well as innovative." *Journal of documentation* 58 (4):422-462.

- Hjørland, Birger. 2000. "Documents, memory institutions and information science." *Journal of Documentation* 56 (1):27-41.
- Hjørland, Birger. 2005. Domain Analysis in Information Science. In *Encyclopedia of library and information science, second edition* : Taylor & Francis.
- Hood, Christopher. 2008. "The Tools of Government in the Information Age." In *The Oxford handbook of public policy*, edited by Michael Moran, Martin Rein, Robert E Goodin and Oxford University Press, 469-. Oxford : Oxford University Press.
- Hubbard, Ruth. 2014. "Ruth Hubbard: The real problem with the public service." *Ottawa Citizen*, June 17th 2014.
- Hunter, David Brown Karen. 2010. *Thriving or surviving? : National Library of Scotland in 2030*. Edinburgh: National Library of Scotland.
- Irwin, Lewis G. 2003. *The policy analyst's handbook: rational problem solving in a political world*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Inwood, Gregory J. 2009. *Understanding Canadian public administration: an introduction to theory and practice*. 3rd ed. Toronto : Pearson/Prentice Hall.
- Jenkinson, Hilary. 1965. *A manual of archive administration*. 2 ed. London : P. Lund, Humphries.
- Jonker, Agnes E. M. 2006. "Macroappraisal in the Netherlands. The First Ten Years, 1991–2001, and Beyond." *Archival Science* 5 (2-4):203-218. doi : 10.1007/s10502-005-9013-z.
- Kavcic-Colic, Alenka. 2003. "Archiving the Web—some legal aspects." *Library Review* 52 (5):203-208.
- Library and Archives Canada. Appraisal Methodology: Macro-Appraisal and Functional Analysis. Part B : Guidelines for Performing an Archival Appraisal on Government Records 2001 [cited 2013-07-25. Available from <http://www.collectionscanada.gc.ca/government/disposition/007007-1041-e.html>.
- Lynch, Kevin. The Public Service of Canada: Too Many Misperceptions. Remarks by Kevin G. Lynch, Clerk of the Privy Council, Secretary to the Cabinet and Head of the Public Service, February 18, 2008 2008. Available from <http://www.pco-bcp.gc.ca/index.asp?lang=eng&page=clerk-greffier&sub=archives&doc=20080218-eng.htm>.
- Mayer-Schonberger, Viktor. 2009. *Delete: The Virtue of Forgetting in the Digital Age*. Princeton : Princeton University Press.
- Mayer-Schönberger, Viktor, and Kenneth Niel Cukier. 2013. *Big Data : A Revolution That Will Transform How We Live, Work, and Think*: Houghton Mifflin Harcourt.
- McKemish, Sue, and Anne Gilliland. 2013. "Archival and recordkeeping research—past, present and future." In *Research methods: information systems, and contexts*, edited by K. Williamson and G. Johanson, 79-112. Tilde University Press.

- Millar, Laura. 1998. "Discharging our debt: the evolution of the total archives concept in English Canada." *Archivaria* 46 (Spring):103-146.
- Millar, Laura. 1999. "The Spirit of Total Archives: Seeking a Sustainable Archival System." *Archivaria* 47 (Spring):46-65.
- Millar, Laura. 2010. *Archives : Principles and practices*: Neal Schuman Pub.
- Milne, Ronald, and John Tuck. 2008. "Implementing e-legal deposit: a British Library perspective." *Ariadne* 57 (2):262-279.
- Momryk, Myron. 2001. "" National Significance": The Evolution and Development of Acquisition Strategies in the Manuscript Division, National Archives of Canada." *Archivaria* 52 (Spring):151-174.
- Muir, Adrienne. 2001. "Legal deposit and preservation of digital publications: A review of research and development activity." *Journal of Documentation* 57 (5):652-682.doi : 10.1108/EUM0000000007097.
- National Archives and Records Administration. 2010. *Guidance on Managing Records in Web 2.0/Social Media Platforms*. Washington DC, USA : National Archives and Records Administration.
- National Library of Canada. 1998. *Networked Electronic Publications Policy and Guidelines*. Edited by Electronic Collections Coordinating Group. Ottawa. Canada : National Library of Canada.
- OECD. 2006. *Digital broadband content : public sector information and content*. OECD Publishing: Organization for Economic Cooperation and Development.
- Orwell, G. 2009. *Nineteen Eighty-Four*: Knopf Doubleday Publishing Group.
- Pollitt, C., and G. Bouckaert. 2011. *Public Management Reform: A Comparative Analysis-New Public Management, Governance, and the Neo-Weberian State*. Oxford Univ Pr.
- Public Archives Canada. 1974. *Annual report*. Ottawa : Public Archives Canada.
- Public Archives of Canada. 1971. *Public Archives of Canada report 1959-1969. Les archives publiques du Canada rapport 1959-1969*. Ottawa : Information Canada.
- Rainie, Harrison, and Barry Wellman. 2012. *Networked: the new social operating system*. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- Ravenwood, Clare, Graham Matthews, and Adrienne Muir. 2013. "Selection of digital material for preservation in libraries." *Journal of Librarianship and Information Science* 45 (4):294-308.
- Ricq, Olivia. 2013. *Préservation du patrimoine dans un « univers numérique » : les défis de l'évaluation en archivistique, le point de vue de Daniel J. Caron*. Montréal T4 - Travail aux cycles supérieurs. Sciences de l'information (Maîtrise) : Montréal : Université de Montréal.



- Roberts, Alasdair Scott. 2006. *Blacked out : government secrecy in the information age*. Cambridge University Press.
- Roberts, John W. 1987. "Archival theory: much ado about shelving." *American Archivist* 50 (1):66-74.
- Ross, Seamus. 2012. "Digital Preservation, Archival Science and Methodological Foundations for Digital Libraries." *New Review of Information Networking* 17 (1):43-68. doi : 10.1080/13614576.2012.679446.
- Royal Commission on Government Organization, and J. Grant Glassco. 1962. *Report of the Royal Commission on Government Organization*. Ottawa : Queen's Printer.
- Rydén, Reine. 2014. "Implementation of appraisal regulations including the selection of sample archives. A case study on the Swedish country district police." *Archives and Records* 35 (1):43-53.
- Samuels, Helen. 1986. "Who Controls the Past." *American Archivist* 49 (2):109-124.
- Samuels, Helen Willa. 1991. "Improving our disposition: Documentation strategy." *Archivaria* 33 (Winter):125-140.
- Samuels, Helen Willa. 1992. *Varsity Letters: Documenting Modern Colleges and Universities*. Scarecrow Press.
- Schellenberg, T. R. 1956. *Modern archives: principles and techniques*. Chicago, Ill. : University of Chicago Press.
- Schellenberg, T. R. 1965. *The management of archives*. New York : Columbia University Press.
- Scott, Katie. 2010. "Archiving Britain's web: The legal nightmare explored." *Wired*.
- Sewell, William. 2005. *Logics of history: social theory and social transformation*. Chicago : University of Chicago Press.
- Shepherd, Elizabeth. 2009. "Culture and evidence: or what good are the archives? Archives and archivists in twentieth century England." *Archival Science* 9 (3-4):173-185. doi : 10.1007/s10502-009-9077-2.
- Shera, Jesse Hauk. 1970. *Sociological foundations of librarianship*. New York, NY : Asia Pub. House.
- Shveiky, Rivka, and Judit Bar-Ilan. 2013. "National Libraries' Traditional Collection Policy Facing Web Archiving." *Alexandria* 24 (3):37-72. doi : 10.7227/ALX.0001.
- Smiraglia, Richard P., and Charles van den Heuvel. 2013. "Classifications and concepts: towards an elementary theory of knowledge interaction." *Journal of Documentation* 69 (3):360-383. doi : 10.1108/jd-07-2012-0092.
- Statistics Canada, Demography Division. *Classification guide for the Canadian framework for culture statistics 2011*. Statistics Canada 2011. Available from <http://epe.lac->

bac.gc.ca/100/200/301/statcan/cdn\_framework\_cultural\_stats-87-542-ef/02/92-156-g2011001-eng.pdf.

- Statistics Canada, Demography Division. *Conceptual framework for culture statistics 2011*. Statistics Canada, Demography Division 2012. Available from <http://site.ebrary.com/id/10527517>.
- Stephens, Andy, and Richard Gibby. 2011. "National Implementations of Electronic Legal Deposit." *Alexandria* 22 (1):53-67. doi : 10.7227/ALX.22.1.6.
- Swift, Michael D. 1982. "The Canadian archival scene in the 1970s: Current developments and trends." *Archivaria* 15 (Spring):47-57.
- Symons, T. H. B. 1975. *To Know Ourselves. The Report of the Commission on Canadian Studies. Volumes I and II*. Ottawa. Ontario : Publications Office, Association of Universities and Colleges of Canada, 151 Slater, Ottawa, Ontario K1P 5N1.
- Weinberger, David. 2012. *Too Big to Know: Rethinking Knowledge Now That Facts Aren't Fact, Experts Are Everywhere, and the Smartest Person in the Room is the Room*. Basic Books.
- Wellman, Barry. 1979. "The Community Question: The Intimate Networks of East Yorkers." *American Journal of Sociology* 84 (5):1201-1231.
- Zickurh, Kathryn, Lee Rainie, and Kirsten Purcell. 2013. Library Services in the Digital Age. In *Pew Research Center's Internet & American Life Project*: Pew Research Center.

# CONCLUSION

Cette recherche a été développée en réponse à un problème concret, soit l'identification et la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique dans les institutions de mémoire et de savoir. Notre recherche avait pour objectif général d'évaluer si la théorie sociale de la connaissance demeure opératoire pour servir de base à une réflexion portant sur le développement d'un cadre de politique publique, dont la nécessité est de plus en plus manifeste pour identifier, sélectionner, gérer et préserver le patrimoine documentaire d'une société à l'ère numérique. Plus précisément, la thèse visait à répondre à une question spécifique de recherche : quelles approches, techniques et politiques publiques, fondées sur la théorie sociale de la connaissance, serviraient le mieux les praticiens, c'est-à-dire les professionnels de l'information, pour identifier le patrimoine documentaire canadien à l'ère numérique? Nous avons exploré la problématique et nous avons tenté de répondre à cette question spécifique en produisant trois articles scientifiques.

Structurellement, cette conclusion est aussi articulée autour de trois thèmes. Dans la première section, nous présentons les constatations principales qui émergent de ces articles. Ici notre principal apport est la mise en lumière d'une rupture entre les connaissances objectives des praticiens qui ressort de leurs pratiques, ainsi que des processus et des politiques administratives qui les guident dans la sélection et l'identification du patrimoine documentaire et le contexte de l'univers numérique. Dans une deuxième section, nous explorons le bilan des réalisations de la recherche quant au développement des connaissances scientifiques, du savoir professionnel en action et des formes d'intervention relativement à la problématique de la thèse. Comme il se doit, nous concentrons plus particulièrement nos efforts sur la question de

recherche. Enfin, dans la troisième et dernière section, nous terminons avec un survol des limites de la recherche en identifiant de nouvelles pistes pour l'avancement des connaissances sur la problématique de la thèse.

## **Les principales constatations**

Au cours de nos recherches, nous avons relevé trois constatations centrales qui sont venues préciser le fil conducteur de la thèse. D'abord, nous avons constaté qu'il existe une rupture épistémologique des connaissances scientifiques objectives chez les praticiens en ce qui a trait à l'identification et à la sélection du patrimoine documentaire dans l'environnement numérique par rapport à l'environnement analogue. Ensuite, nous avons trouvé que de nouveaux éléments théoriques sont nécessaires dans les pratiques professionnelles des institutions nationales pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire dans ce nouveau contexte. Enfin, nous avons montré qu'il y existe un besoin de nouvelles approches, de nouvelles pratiques institutionnelles et de nouvelles politiques administratives, fondées sur une formulation de la théorie sociale de la connaissance, afin de créer le savoir-faire qui identifiera ce qui deviendra le patrimoine documentaire dans l'univers numérique.

Premièrement, nous avons observé que les praticiens — des serviteurs et gardiens du patrimoine documentaire de longue date dans les bibliothèques et les archives nationales —, font face à de nombreuses difficultés à l'ère numérique et, entre autres choses mais particulièrement, à un volume important de contenus dont la valeur reste indifférenciée et « désintermédiée ». En raison de ce volume et de cette indifférenciation, identifier et sélectionner ce qui constitue le patrimoine documentaire nécessitent un examen encore plus critique puisque les techniques et les processus d'identification et de sélection en place ne

suffisent plus à limiter l'influx de la production documentaire des individus, des groupes et des institutions.

Ainsi, nous avons pu constater comment certains documents ont été sélectionnés pour leurs contenus afin d'être transmis à travers le temps et l'espace. Ceci inclut ceux dont le contenu a déjà été numérisé, pour faire partie de ce que Brien Brothman, ancien archiviste des Archives nationales du Canada, nomme la « conscience d'archivage ». Cependant, la nature du patrimoine documentaire dans un environnement analogue est principalement dictée par les fonctions, les structures et les processus de la production documentaire sur des objets matériels culturels. À l'ère numérique, ces fonctions, ces structures et ces processus de production documentaire n'arrivent plus à fournir le contexte nécessaire au processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire. C'est donc dire que les pratiques et les traditions professionnelles reliées à l'identification du patrimoine documentaire à l'ère numérique doivent changer pour refléter les nouvelles formulations et interprétations des pratiques de production documentaire, et ceci, dès l'événement de leur création; la relation entre les créateurs et producteurs de contenu et les maisons d'édition; la production sans restriction de contenu; la disparition de l'obligation d'avoir l'appui d'une maison d'édition pour diffuser; et la valeur indifférenciée des œuvres produites par des créateurs de contenu. Nous avons noté que les instruments réglementaires courants dans le processus de communication et de diffusion des connaissances dans les pratiques culturelles modernes reposent sur des instruments et processus documentaires analogiques. Par exemple, dans le cas du patrimoine documentaire publié de façon traditionnelle, ce sont les créateurs et producteurs de contenu et les maisons d'édition qui contrôlaient — ou filtraient — la quantité des œuvres publiées qui deviendra une partie du patrimoine documentaire.

L'impératif d'identifier et de sélectionner le patrimoine documentaire nécessite d'autres instruments afin de s'assurer qu'il soit représentatif de la société et de la production documentaire. Je soutiens que des réformes des instruments réglementaires — que le dépôt légal au Canada — sont requises puisqu'ils occupent un rôle central dans la communication et la diffusion de la culture et d'une conscience d'archivage par des individus et des groupes. Conséquemment, cette interrogation sur les différents processus sociaux qui conduisent à la création et la diffusion de la mémoire individuelle et publique et de la connaissance au sein de la société conduit à une question fondamentale pour les praticiens : comment identifier et sélectionner le patrimoine documentaire en cette nouvelle ère numérique? Dans cette direction, cette recherche a révélé un certain nombre de questions dans l'élaboration et l'application des modèles théoriques.

Les praticiens développent leurs constructions théoriques sur la base d'une praxéologie informationnelle dont les processus sont centrés sur la recherche et l'utilisation et le partage d'information par des individus, des groupes sociaux et des institutions. Cette approche du praticien traditionnel est liée à une compréhension des systèmes de production de connaissances, et de la communication et de la conservation de l'information basée sur un monde analogique. Notre recherche interdisciplinaire a démontré que la compréhension du patrimoine documentaire dans l'environnement analogique est construite et constituée par des éléments d'une pratique culturelle et documentaire utilisant des instruments de contrôle centrés sur les intentions des auteurs. À l'ère numérique, ces instruments sont devenus hors contexte du fait de l'émergence des nouvelles pratiques de littéracie. Ces nouvelles pratiques de littéracie modifient les objets de culture matérielle et la manière dont les individus envisagent la construction mémorielle et de façon plus large, leurs connaissances culturelles.

Cette rupture épistémologique, que nous avons décrite en détail dans le premier article, correspond aux résultats de notre approche interdisciplinaire. Ces résultats indiquent que les pratiques, les processus et les politiques administratives de patrimoine documentaire des praticiens, conçus à l'ère analogique, doivent être reconsidérés face à cette question fondamentale : comment identifier et sélectionner le patrimoine documentaire? Les cadres théoriques existants, ou les formes de connaissances générales sont persistants et ils limitent la formulation et l'application de nouvelles pratiques, politiques administratives ou de textes réglementaires liés à l'identification et la sélection du patrimoine documentaire dans un contexte qui serait différent de celui qui les a vus naître.

Le second article s'intéresse aux outils utilisés par les gouvernements et à leur évolution à l'ère numérique. L'analyse a été conçue en utilisant le cadre théorique de Hood et Margetts. Ceci nous amène à nous intéresser à quatre types de ressources soit les ressources financières ou de trésorerie; les ressources d'organisation; les ressources liées aux nodalités opérationnelles; et, finalement, celles liées à l'autorité. Notre étude a d'abord voulu montrer comment et dans quelle mesure les institutions et leurs instruments d'identification et de sélection du patrimoine documentaire se sont modifiés et continuent à le faire en réponse aux changements liés à l'introduction des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) et aux transformations dans les comportements communicationnels spécifiques qu'ils induisent chez les individus et dans la société de façon générale. Nous avons montré que l'émergence de grandes tendances sociales comme l'individualisme en réseau, avantagé et exacerbé par les NTIC, affectent et influencent la façon dont est perçue la mémoire publique et individuelle. Sur ce point, l'impact de ces grands changements sur la pratique professionnelle est directement lié à notre question de recherche, à savoir la pertinence d'utiliser à l'ère numérique les théories,

pratiques et activités professionnelles utilisées dans un environnement analogique pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire.

Les études de cas menées au cours de cette partie de notre démarche ont permis de comparer plusieurs aspects des théories d'évaluation archivistique et des concepts traditionnels qui s'y rattachent et de voir comment ceux-ci se sont développés suite à des événements, des processus et des facteurs exogènes et comment ils ont modifié la pratique professionnelle et la connaissance objective. Les études de cas retenues ont permis de documenter les événements qui ont influencé le développement des théories et des pratiques professionnelles et des mandats législatifs des institutions fédérales. Ce phénomène est apparu clairement après des événements comme la destruction des cahiers scientifiques du *Naval Research Laboratory* aux États-Unis, la Commission Deschênes au Canada et l'affaire Heiner aux archives de l'État du Queensland en Australie. Les résultats de la recherche ont révélé que les constructions théoriques et les activités professionnelles ont alors été développées pour résoudre les problèmes du jour et que celles-ci étaient marquées par l'environnement analogique. L'identification et la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique provoquent donc une nouvelle rupture plutôt qu'une continuité dans la connaissance objective provenant de l'ère analogique.

Cette rupture et son impact sur la pratique professionnelle sont identifiés sous la rubrique de la trésorerie – ressources financières - dans le cadre théorique de Hood et Margetts. En effet, les principaux constats issus de l'étude de cas de la NARA indiquent qu'il y a une évolution dans les pratiques codifiées et appliquées à la NARA qui est directement liée aux coûts de conservation qui découlent des mécanismes et processus de sélection et d'identification du patrimoine documentaire en place. À l'ère numérique, le processus d'évaluation des coûts et de la durabilité des données numériques est donc lui aussi devenu inextricablement lié à une



stratégie d'acquisition et de sélection. Par contre, ce lien n'est nullement reflété dans les théories et pratiques actuelles. L'une de nos principales constatations est qu'il est difficile d'établir des critères de sélection cohérents avec l'environnement numérique, alignés sur les intérêts des parties prenantes qui bénéficieront du patrimoine documentaire, et des processus de recommandation des praticiens en direction des décideurs.

L'élément d'organisation dans le cadre théorique nous informe du renouvellement organisationnel utilisé par la NAA pour identifier des individus ou des groupes d'intérêt avec des besoins ciblés dans l'utilisation et la communication du patrimoine documentaire. Un processus de validation, qui vient après des échanges d'information avec des parties prenantes, favorise la formulation de recommandations. Le principal constat relié à cette approche indique qu'il existe une difficulté importante dans la formulation de recommandations accessibles et compréhensibles par un public non nécessairement formé dans les processus et le vocabulaire technique de praticiens. Malgré cela, et par exemple, nous avons noté que dans le cas de la NARA et de la NAA, il existe une réticence à modifier les processus d'évaluation du patrimoine documentaire ainsi que les rôles et responsabilités des intervenants tels que définis dans le cadre législatif et les politiques administratives de ces institutions. En effet, les archivistes démontrent une réticence à interagir avec des partenaires et avec le grand public tout au long du processus d'évaluation. En revanche, à BAC, cette même question a engendré de grandes préoccupations dès 1985 dans la foulée de la Commission Deschênes sur les criminels de guerre. Les principales critiques soulevées par cette commission d'enquête à l'égard de BAC se rapportaient au fait que le modèle taxonomique de valeur, utilisé pour la détermination de la valeur historique et permanente à BAC, n'était recevable ni comme théorie et ni comme pratique professionnelle d'identification et de sélection du patrimoine documentaire. Il y avait, entre autres, un manque

de transparence dans le processus décisionnel lui-même, constat qui conduira BAC à développer une nouvelle stratégie d'évaluation plus participative (Caron et Brown 2013, 148).

Les changements dans le nœud du processus décisionnel reflètent, à la fois dans le temps et dans les événements, ce qui a influencé le processus de disposition de documents administratifs de même que l'identification et la sélection des manuscrits historiques. Plus précisément : il y a un déplacement progressif vers une reconnaissance du fait que le patrimoine documentaire constitue un élément de la réglementation civique issu de la sélection et de la préservation de documents historiques. Ceci, par opposition au fait que le document a aussi une nature administrative au soutien de l'État. Ce déplacement transforme ainsi le rôle et la nature de ce qui était autrefois une fonction d'élagage de documents administratifs basée essentiellement sur la nature administrative du document en soutien au travail de l'État vers une forme d'intervention de nature culturelle qui fait référence à la mémoire collective publique. Aux États-Unis après la Seconde Guerre, la difficulté rencontrée dans la fixation de balises, ou de critères pour déterminer ce qui constitue le patrimoine historique ou archivistique témoigne de l'écart entre les intérêts des parties prenantes dans le processus d'évaluation et de la réticence des institutions et de leurs praticiens devant la transparence et la responsabilisation dans le cadre du processus décisionnel de sélection.

L'autorité, l'influence et le pouvoir dans le processus décisionnel pour identifier et sélectionner les dossiers administratifs de l'État ainsi que les documents historiques des individus et des groupes comme patrimoine documentaire sont remis en question et se transforment dans l'environnement numérique. Cette autorité dans le processus décisionnel n'est pas contingente aux changements organisationnels dans l'administration de l'État, ou bien découlant d'événements ayant eu un impact sur ce dernier. Elle résulte plutôt de processus

complexes liés au changement dans les comportements sociaux face à l'utilisation ou la valorisation de ce qu'est un objet de mémoire et de savoir dans un environnement numérique. Ce sont ces changements qui ont des impacts sur les politiques administratives, et conséquemment, sur la pratique professionnelle et la connaissance objective.

Dans le cadre du troisième article, nous nous sommes penchés sur la pertinence ou plutôt l'applicabilité de la théorie sociale de la connaissance à l'élaboration des éléments d'un cadre de politique qui identifierait et permettrait de mieux sélectionner le patrimoine documentaire dans un environnement numérique. Mettant l'accent sur l'environnement de la politique fédérale canadienne, ce troisième article contribue particulièrement à aider l'élaboration d'une politique publique. Les travaux d'analyse de ce troisième article ont été basés sur l'examen des méthodes, des techniques et des politiques administratives utilisées dans le processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire canadien au niveau du fédéral.

Cet examen, qui se base sur des études de cas, permet de répondre aux questions de recherche évoquées déjà plus haut : publications créées et acquises au départ sous forme numérique (en anglais, *born digital*), documents numériques du secteur public, et documents numériques privés. Les études de cas se concentrent plus particulièrement sur le contenu numérique, avec un regard sur ce qui est retenu comme patrimoine documentaire. Le recours à trois études de cas a permis d'identifier comment les praticiens comprennent la manière dont les individus et les groupes produisent, obtiennent et communiquent de l'information. Plus précisément, l'analyse a permis d'explorer les relations et les justifications reliées au processus d'identification de ce qui sera retenu comme patrimoine documentaire. Toutefois, ce chapitre n'avait pas l'intention d'exploiter le concept de Shera sur la théorie de la théorie sociale de la connaissance pour recommander ou pour fournir une manière de comprendre comment les

individus ou les groupes au sein de la société interagissent ou organisent leurs connaissances. Cette recherche utilise des études de cas afin de déterminer si la théorie sociale de la connaissance peut aider à l'identification et à la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique.

Des études récentes sur la question des critères de sélection dans les cadres de politiques sur la numérisation du patrimoine documentaire vont permettre d'illustrer de façon approfondie les développements récents. En effet, ces enquêtes montrent que ce qui peut constituer une valeur archivistique ou historique pour un groupe peut être contesté en tant que tel par un autre groupe. En outre, les valeurs évoluent avec le temps et identifier et choisir le matériel à des fins de recherches futures demeure problématique car il faut aussi prédire les tendances futures de la recherche ou de la réflexion.

Dans le contexte des institutions publiques, les publications créées et acquises au départ sous forme numérique (p. ex., des publications du gouvernement diffusées sur un site Web d'un ministère) et les divers documents numériques du secteur public sont identifiés par une taxonomie de valeur —de critères spécifiant ceux ayant une valeur intrinsèque (esthétique ou pécuniaire), ou ceux ayant une valeur de présentation, de soutien administratif, de valeur juridique ou source d'information. Des critères ont été utilisés pour déterminer les besoins futurs de recherches historiques pour des groupes d'intérêts particuliers. Ainsi de nouveaux critères pouvaient être appliqués aux documents de la vie publique et ceci s'est manifesté notamment lors de l'élaboration d'un besoin de documenter des aspects clés de la société canadienne d'une manière la plus exhaustive et représentative que possible par de nouveaux instruments réglementaires et législatifs. Ces critères se sont traduits par le passage progressif de la notion d'archives totales (les processus d'identification et de sélection collectifs des documents privés

et publics par les institutions d'Archives publiques à l'ensemble du Canada) à une responsabilité directe attribuée aux Archives nationales du Canada.

Pour les documents numériques du secteur public (en anglais *Public Sector information*), le processus décisionnel par les institutions du patrimoine documentaire est critique et requiert une évaluation de la qualité et de la valeur de ce contenu et de son importance relative pour des individus, des groupes sociaux et des institutions. Ceci requiert une réévaluation de l'applicabilité des politiques administratives existantes et un recentrage sur les activités humaines et comportementales qui créent ou produisent des ressources d'information qui peuvent devenir du patrimoine documentaire. Ceci a été identifié soit comme un défi ou soit comme une critique dans les études de cas concernant les approches techniques sous-jacentes utilisées pour décrire le patrimoine documentaire. Plus précisément, les approches descriptives traditionnelles reflètent les extraits des activités humaines en matière d'objets de patrimoine documentaire mais ne reflètent pas d'abord et avant tout leur contenu comme patrimoine documentaire.

En BIS, les approches descriptives telles que le contrôle bibliographique sont utilisées pour représenter l'information sous forme conceptuelle, telles que la définition des créateurs de contenu, les événements historiques, les idées, les sujets avec autorité représentés dans un catalogue bibliographique. Ceux-ci sont alors liés aux concepts afin de créer un contexte explicite (par exemple, une œuvre est un objet, qui est créé par une personne, s'incarne dans une manifestation de travail et est produit par une personne morale) et afin que les utilisateurs puissent récupérer et trouver cette information. Cela reflète la question sous-jacente dans le modèle de Shera : comment captions-nous la dimension sociale de la production de connaissances et de son organisation dans la société?

Les approches descriptives traditionnelles où des systèmes de classification utilisés par les praticiens influencent, pour ne pas dire contrôlent, plusieurs aspects de la théorie sociale de la connaissance : ils modèlent, construisent et définissent les concepts et les modalités qui constituent la représentation des connaissances, ce qu'est un auteur, ce qu'est un éditeur; et ce qui constitue une manifestation ou une « expression » d'une œuvre créative. Ils modèlent et construisent une histoire. Cette histoire raconte comment les idées, les notions, les relations ou les événements se déroulent. Ils s'efforcent de fournir ce que les anthropologues qualifient d'une « description épaisse » du contexte, et une compréhension de la société canadienne.

Nous pouvons conclure que les données analysées de ces trois articles indiquent qu'il y a un bris, et non une continuité, dans le savoir professionnel en action. En résumé, l'approche de recherche que nous avons privilégiée dans ce troisième article corrobore l'hypothèse générale de recherche. Il y a une rupture dans l'applicabilité des théories, des pratiques et des activités professionnelles, issues de l'environnement analogique, dans le processus d'identification et de sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique. De nouveaux éléments de pratique professionnelle et de la connaissance objective doivent être développés pour permettre d'identifier et de préserver une sélection de la présence documentaire de la société au fil du temps comme mémoire publique pertinente et représentative. Dans le cadre de cet article, nous avons été en mesure de mettre en évidence que la formulation de ces nouveaux éléments se trouve dans une nouvelle configuration de l'autorité et de la modalité des praticiens dans le processus d'évaluation basée sur une redéfinition des cadres théoriques en utilisant la théorie sociale de la connaissance.

## Questions de recherche et objectif spécifique : bilan de réalisation

Cette recherche visait à répondre à la question spécifique suivante : quelles sont les approches, les techniques et les politiques publiques, fondées sur la théorie sociale de la connaissance, qui serviraient aux praticiens, c'est-à-dire les archivistes, les bibliothécaires et les gestionnaires de dossier, pour identifier le patrimoine documentaire canadien? Cette question a immédiatement soulevé d'autres questions de recherche :

1. Comment pouvons-nous identifier et sélectionner le patrimoine documentaire dans l'environnement numérique?
2. Est-ce que la théorie sociale de la connaissance peut servir de cadre conceptuel théorique pour l'identification et la sélection de ce patrimoine documentaire à l'ère numérique?

Nous avons constaté que la théorie sociale de la connaissance peut servir de modèle théorique pour comprendre ce qui sera retenu comme patrimoine documentaire. Cependant, elle est limitée dans son applicabilité par sa perspective de contrôle bibliographique ou par sa nature ontologique. C'est l'application de la théorie sociale de la connaissance qui devrait être l'objectif des éléments du cadre conceptuel, sans particulièrement reprendre les approches de systèmes implicites ou nécessaires dans les systèmes de classification bibliographique. De fait, nous avons identifié des éléments et des approches, inspirées par la théorie sociale de la connaissance, qui peuvent servir de piste pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire des individus et des groupes dans l'environnement numérique.

Nous avons ainsi noté dans le tableau du troisième article (repris dans le tableau 3) des approches, des techniques et des éléments qui servent d'appui à la mise en œuvre d'une politique publique pour les praticiens, c'est-à-dire les professionnels de l'information. Ces éléments

servent au processus d'élaboration d'une politique publique : l'identification de la problématique, la mise à l'agenda du problème, l'adoption, la mise en œuvre et l'évaluation.

Tableau 3 : Cadre conceptuel utilisé pour documenter une société canadienne.

Étude de cas	Concepts	Axe de recherche	Éléments conceptuels proposés
Publications créées et acquises au départ sous forme numérique ( <i>Born-digital published content</i> )	Œuvres de création publiées (journaux, livres, périodiques et autres œuvres publiées) ou tout autre matériel documentaire qui peut être protégée par un régime de propriété intellectuelle.	-Liens avec les notions de catalogue de bibliothèque et d'informations bibliographiques. -Accent sur la mémoire culturelle : Sujet canadien, géographiquement situé, groupe, individu, événement, expérience ou toute implication dans ce qui précède. -Représentativité par le biais d'échantillonnage, ou en ajoutant des critères thématiques, selon les sujets ou axée sur les événements pour le contenu de l'Internet et l'exhaustivité des publications reçues grâce au dépôt légal.	-Méthodes, techniques et outils en : analyse de domaines; analyse de réseau; et analyse du discours des agents sociaux, les acteurs, leurs relations et contextes, comportements, attitudes et mentalités en réseaux individuels et collectifs par leurs productions documentaires. -Se concentrer sur la représentativité de la vie canadienne, plutôt que de l'exhaustivité de la production documentaire.
Documents numériques du secteur public et documents numériques privé ( <i>Born-digital public sector information and public content</i> )	Dynamiques et continuellement générés, directement créés, reçus ou détenus par le secteur public, ceux liés à la fonction administrative ou le mandat du secteur public.	-Indépendant du format et du support du document, centré sur sa fonctionnalité et l'impact de la prestation des programmes et des services aux citoyens. -Obtenu par une compréhension structure fonctionnelle de l'organisation, résultant des interactions de citoyen et l'État. -Se concentre sur les individus, organisations et événements.	-Méthodes, techniques et outils issus de l'analyse de domaine; analyse de réseau; et analyse du discours. -À se concentrer sur les sites de production documentaire ou de leurs diffusions, plutôt que par leur caractère unique ou leurs structures et processus de gouvernance. -Un accent mis sur les événements, acteurs, agents, domaines et leurs relations.
Documents numériques privés ( <i>Personal digital archives</i> )	Formes documentaires créées par des individus ou des groupes.	-Approche par sujet et thématique pour les éléments d'importance nationale: événements spatiaux, temporels et sociaux; identité nationale et culturelle; développement économique, politique, culturel et social du Canada; interaction du citoyen et l'État; relations extérieures du Canada;	-Méthodes, techniques et outils en analyse de domaine; analyse des réseaux sociaux; et analyse du discours. -Chercher l'unicité de l'agent sociétal qui influence ou qui contribue à la vie canadienne, par exemple, ce qui est d'importance nationale.



importance historique (c'est-à-dire une valeur intrinsèque en tant que documents historiques).

## **Contribution de la thèse aux connaissances scientifiques**

La contribution de cette thèse aux connaissances scientifiques touche trois aspects. Le premier consiste en l'élaboration de faits et de données qui permettent de mieux cartographier les assises théoriques et les pratiques professionnelles des praticiens dans l'identification et la sélection du patrimoine documentaire. Le second a permis d'explorer les approches et les techniques des institutions de patrimoine documentaire à l'ère numérique. Le troisième a trait à l'identification des éléments d'un cadre conceptuel nécessaire à l'élaboration d'une politique publique sur le patrimoine documentaire appliquée au contexte canadien.

Il faut bien préciser que l'hypothèse centrale de cette recherche postule que les assises théoriques dans l'identification et la sélection du patrimoine documentaire se trouvent dans l'application de la théorie sociale de la connaissance couplée avec les connaissances acquises de disciplines supplémentaires et de l'intervention du praticien dans la société. Notre approche se distingue donc de la BIS et de l'archivistique par l'utilisation de la théorie sociale de la connaissance. L'approche sert à intégrer, de manière pratique, le processus de création de l'information, son traitement, sa gestion et sa communication par des individus, des groupes et des institutions avec les pratiques professionnelles servant à l'identification et à la sélection du patrimoine documentaire dans cette masse d'informations. Cette approche sert à élaborer une base factuelle qui permettra le développement de politiques publiques.

Diverses approches de politique publique ont été utilisées pour étudier l'efficacité et l'efficience des politiques administratives dans le domaine du patrimoine documentaire. Seule une poignée de ces études a examiné l'utilisation directe de ses connaissances dans l'élaboration

de politiques publiques à l'ère du numérique. L'exploration du terrain épistémologique et méthodologique liée à la sélection du patrimoine documentaire à l'ère numérique contribue au programme que les chercheurs du *Public Policy Group/Impact of Social Sciences* de la *London School of Economics and Political Science* ont indiqués lors d'une conférence en 2012 dernier à Londres sur la place de la sociologie publique en appui à la résolution des problèmes complexes :

[...] this half day conference will examine the ways in which academic research impacts on government and policymaking [...] and the key touch-points where academic expertise can be of most use on major policy issues. (London School of Economics and Political Science, 2012)

Notre recherche s'insère donc dans cette optique. Primordialement, elle fournit une information utile et inédite sur les répercussions de l'avènement de l'ère numérique sur les pratiques et les connaissances objectives requises pour développer des politiques publiques liées à la gestion du patrimoine documentaire des sociétés.

## **Limites et perspectives ouvertes par la recherche**

La recherche réalisée comporte certaines limites et difficultés. L'approche que nous avons privilégiée est limitée par le manque de renseignements récents (post 2004) sur le processus décisionnel dans les institutions de domaine du patrimoine documentaire. Les analyses sont basées sur l'information qui est publiée ou discutée dans les domaines disciplinaires, ou des enquêtes sur le processus décisionnel lors de la mise en œuvre ou de l'évaluation de politiques administrative de ces institutions. Les cas sélectionnés pour les études de cas du second article proviennent de la recherche doctorale de Jennifer Alycen Marshall (2007). Marshall a mené ses recherches en 2003 pendant une période de réflexion sur le renouvellement des stratégies et des pratiques existantes sur la préservation du contenu numérique, avec la question sous-jacente de sélection de contenu numérique. Conséquemment,

l'impact de ces réflexions sur les politiques administratives à l'ère numérique est émergent et nécessite une réflexion plus approfondie.

Or, quelques réflexions sur des politiques administratives sont publiées sur le Web. Toutefois, nous n'avons pas de données publiques sur leur mise en œuvre dans les processus, les méthodes, les techniques ou de moyens d'action dans ces institutions. C'est justement le but de l'approche réflexive qui permet de traiter ces limites dans la stratégie de recherche en s'appuyant sur la réflexion de praticiens œuvrant dans les bibliothèques et les archives nationales pour identifier et sélectionner le patrimoine documentaire (Alvesson et Sköldbberg, 2009, pp. 272-274). Cette approche reconnaît que la construction de cet objet d'enquête — le patrimoine documentaire — se trouve dans le contexte de travail de ce chercheur. Ainsi, nos analyses sont informées autant par nos travaux en Sciences humaines appliquées à l'Université de Montréal que des travaux effectués à Bibliothèque et Archives Canada dans l'élaboration d'une nouvelle approche et orientations d'une politique publique visant à documenter la société canadienne. C'est précisément cette question de documenter la société canadienne que Daniel J. Caron, alors bibliothécaire et archiviste du Canada, discute lorsqu'il présente le travail des praticiens :

Le travail des scientifiques de l'information est de comprendre comment se forment les contenus et d'identifier ceux qui sont et seront d'intérêt et d'assurer leur identification, leur acquisition, leur préservation, leur description et leur accès. [...] Notre travail consiste à cumuler ce que les autres auront besoin pour construire la *causa formalis*. (Caron, 2011, p. 161)

La communication interdisciplinaire demeure un élément-clé pour la transmission de connaissance, comme le suggère Calhoun à propos du processus scientifique. Calhoun, un sociologue américain et Directeur de la London School of Economics, indique que faire de la science sociale « publique consiste à produire des théories et des preuves capables de

retenir l'attention de ceux qui abordent les questions pratiques avec des intérêts et des valeurs différentes » (Calhoun, 2009).

La difficulté qu'il y a à communiquer avec des praticiens qui possèdent des théories, des pratiques et des connaissances générales héritées limite la formulation et l'application de nouvelles pratiques, théories et méthodes<sup>17</sup>. Pour ces praticiens la question demeure la formulation d'approches pratiques ou de nouvelles stratégies d'acquisition du patrimoine documentaire, sans nécessairement qu'il soit question de remettre en cause les pratiques existantes, les propositions de valeurs du contenu, ou bien les théories ou les fondements épistémologiques sur lesquels sont formulées leurs pensées et actions. Faute de questionnement et de réflexivité sur les connaissances objectives et le savoir professionnel, on note une tendance par les praticiens à la subjectivité et la rationalité technique dans les formes d'intervention auprès de la société (Schön 1994, p.3-4). Cette même question de la communication de connaissance auprès des praticiens est reprise par Bourdieu, « toute communauté savante est un microcosme social, d'institutions de contrôle, de contrainte et de formation [...] qui définissent les normes de la compétence professionnelle et tendent à inculquer les valeurs qu'elles expriment. » (Bourdieu, 2005, p. 102)

Voilà une piste de recherche amorcée par ces travaux. Il s'agit de l'ouverture à diverses perspectives dans la communication de la mémoire culturelle. L'introduction de NTIC et l'apport de nouvelles compétences et connaissances spécifiques pour résoudre la problématique de

---

<sup>17</sup> Notons la publication récente chez certains auteurs (2014). *L'archivistique à l'ère du numérique : les éléments fondamentaux de la discipline*, Québec (Québec):Presses de l'Université du Québec, fondées dans les notions initialement présentées en 1982 dans *Les archives au XXe siècle*. Montréal: Université de Montréal, Secrétariat général, Service des archives; et revisité dans les publications subséquentes 1994, *Les fondements de la discipline archivistique*. Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université du Québec, et de 1999, *Les fonctions de l'archivistique contemporaine*. Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université du Québec.

sélection et d'identification de patrimoine documentaire pour la numérisation ou la communication de documents numériques du secteur public permettront d'accélérer, espérons-le, cette discussion. Plusieurs institutions publiques ont toutefois déjà exprimé leurs inquiétudes quant à leur capacité de résoudre ces questions dans un avenir très proche.

## **Conclusion**

En conclusion, chaque société, sciemment, ne conserve pas toutes les sources potentielles de sa mémoire. Il y a tri sur ce qui sera conservé pour les générations futures, une conscience d'archivage. L'apport d'une société numérique et notre capacité à stocker l'information en plus grand nombre n'oblitérent pas la nécessité de l'oubli, d'effacer les traces qui n'auraient pas dû être captées et stockées par les institutions de patrimoine documentaire.

Bien que l'inventaire des approches théoriques et conceptuelles pour résoudre les questions relatives à l'identification et la sélection du patrimoine documentaire soit nécessaire pour contester et augmenter les connaissances et pratiques professionnelles, l'expérience de cette recherche montre qu'il y a aussi une nécessité de formuler de nouvelles approches, de pratiques institutionnelles et de politiques administratives, fondées dans une formulation de la théorie sociale de la connaissance, pour identifier ce qui pourrait devenir le patrimoine documentaire.

De la même manière que les institutions de patrimoine documentaire exigent une nouvelle approche de politique administrative, l'intégration d'une pratique professionnelle cohérente et d'une théorie émergente contribueront à identifier et sélectionner le patrimoine documentaire de la masse d'informations créée et communiquée par les individus, les groupes ou les institutions dans l'environnement numérique. Cette recherche soulève une question beaucoup plus importante encore, sur le rôle et la pertinence pour la société de l'existence des

institutions de patrimoine documentaire dans la collecte, la conservation et la diffusion du patrimoine documentaire.

C'est sur cette trame de la pertinence pour la société que j'oriente ma dernière réflexion sur le contexte du choix des acteurs dans le développement de la politique publique. Nos analyses, fondées sur les études de cas du second article, illustrent que la nodalité du processus décisionnel relié à la disposition des documents des institutions gouvernementales, ainsi que les pouvoirs liés aux compétences requises pour ce processus de disposition, évoluent dans le temps. Ce dernier fait saillant fait appel à la capacité des praticiens de mettre en œuvre les éléments d'un cadre conceptuel et d'une politique publique. La responsabilisation de fixer et de mettre en œuvre des politiques publiques ou administratives selon le cadre donné au praticien est fortement contestée dans l'environnement numérique. La publication en ligne des décisions d'évaluation et des pièces justificatives en appui constitue un indicateur à l'égard de la responsabilisation, de la qualité, et de l'exhaustivité des communications entre le responsable du programme d'évaluation, les praticiens, et un public engagé. Avec l'arrivée de l'ère numérique et des NTIC, l'appel à davantage de transparence et de responsabilisation dans le processus décisionnel du gouvernement a permis l'élaboration des politiques participatives par le biais de consultations avec les groupes d'intérêts particuliers et des chercheurs afin de solliciter leurs opinions et de valider la portée initiale et l'intention des recommandations formulées par les praticiens lors de l'évaluation. Les praticiens sont alors mis au défi d'adapter leurs notions théoriques et pratiques dans leurs institutions par les systèmes de Web 2.0, les espaces de travail collaboratifs et les réseaux sociaux ou des changements introduits par l'émergence d'une nouvelle forme de gestion publique (le *New public Management*) et plus récemment de la gouvernance à l'ère numérique (*Digital era governance*). De plus, la création, l'accès,

l'utilisation et la diffusion des documents publics comme ressources fongibles pour le public décalent les théories existantes, les pratiques et les activités professionnelles relatives à la nodalité du processus décisionnel. Récemment on a vu que les expériences résultant de la divulgation de *Wikileaks* *Cablegate* modifient l'autorité, la responsabilité et la reddition de comptes des praticiens pour la sélection et l'identification du patrimoine documentaire. Cet exemple démontre bien comment ces documents révèlent, en particulier dans l'environnement numérique, l'interdépendance des acteurs sociaux et les contextes de leurs relations. Cette trace de la production documentaire de ces acteurs sociaux favorise ainsi une compréhension de leurs comportements, de leurs attitudes et de leurs mentalités en réseau (Findlay 2013, 13).

## Bibliographie

- Abraham, T. (1991). Collection policy or documentation strategy: Theory and practice. *American Archivist*, 54(1), 44-52.
- Alvesson, M., et Sköldbberg, K. (2009). *Reflexive Methodology: New Vistas for Qualitative Research*. Los Angeles : SAGE Publications.
- Ares, F., Carol Couture, et Gagnon-Arguin, L. (1987). L'archivistique à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information. 16(1), 9-11.
- Assmann, J. (1992). *Das kulturelle Gedächtnis : Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*. München: C.H. Beck.
- Assmann, J. (2010). *La mémoire culturelle : écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*. (Traduit par D. Meur). Paris : Aubier.
- Assmann, J., et Czaplicka, J. (1995). Collective memory and cultural identity. *New German Critique*, 65, 125–133.
- Atherton, J. (1979). The Origins of the Public Archives Records Centre, 1897–1956. *Archivaria*, 8(Spring), 35-59.
- Atherton, J. (1985). From life cycle to continuum: some thoughts on the records management–archives relationship. *Archivaria*, 21(Winter), 43-51.
- Barnes, H. E. (1937). *A history of historical writing*. Norman : University of Oklahoma Press.
- Bell, G., et Gemmell, J. (2009). *Total Recall : How the E-Memory Revolution Will Change Everything*. : Dutton Adult.
- Berner, R. C. (1981). Archival Education and Training in the United States, 1937 to Present. *Journal of Education for Librarianship*, 22(Summer/Fall), 3. doi : 10.2307/40322678
- Bibliothèque et Archives Canada (2006). *Politique de développement des collections numériques*. Ottawa, Ontario, Canada : Bibliothèque et Archives Canada,. Repéré à <http://www.collectionscanada.gc.ca/collection/003-201-f.html#b>
- Blouin Jr, F. X. (1999). Archivists, mediation, and constructs of social memory. *Archival Issues*, 24(2), 101-112.
- Booms, H. (1987). Society and the formation of a documentary heritage: issues in the appraisal of archival sources. *Archivaria*, 24(Spring), 69-107.
- Booms, H. (2001-2002). Ordre social et constitution du patrimoine archivistique. À propos de l'évaluation des sources d'archives. *Archives*, 33(3/4), 7-44.
- Bordier, H. L. (1855). *Les archives de la France, ou Histoire des archives de l'empire, des archives des ministères*. : Dumoulin.



- Bourdieu, P. (2005). *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*. (5<sup>e</sup> éd.). Berlin; New-York; Paris : Mouton de Gruyter.
- Brenneke, A., et Leesch, W. (1953). *Archivkunde*. München-Pullach; München: Verl Dokumentation; Saur.
- Brothman, B. (1991). Orders of value: probing the theoretical terms of archival practice. *Archivaria*, 32(Spring), 78-100.
- Brothman, B. (2001). The past that archives keep: Memory, history, and the preservation of archival records. *Archivaria*, 51(Spring), 48-80.
- Brown, R. (1991a). Records acquisition strategy and its theoretical foundation: the case for a concept of archival hermeneutics. *Archivaria*, 33(Winter), 34-56.
- Brown, R. (1991b). The Value of "Narrativity" in the Appraisal of Historical Documents: Foundation for a Theory of Archival Hermeneutics. *Archivaria*, 32(Summer), 152-156.
- Brown, R. (1995). Macro-Appraisal Theory and the Context of the Public Records Creator. *Archivaria*, 40(Fall), 40-74.
- Brown, R. (2010, November 18-19). *Macroappraisal in the Twenty-First Century: Towards a New Documentary Framework for Public Memory*. Communication présenté The future of memory: the digital archival heritage, Santiago de Compostela, Spain.
- Buckland, M. (1998). Documentation, Information Science, and Library Science in the U.S.A. Dans T. B. Hahn et M. K. Buckland (dir.), *Historical studies in information science* (p. 159-172). Medford, NJ: Published for the American Society for Information Science by Information Today.
- Budd, J. M. (1995). An epistemological foundation for library and information science. *The Library Quarterly*, 65(3), 295-318.
- Bureau canadien des archivistes (1990). *Règles pour la description des documents d'archives*. Ottawa : Le Bureau canadien des archivistes.
- Burke, P. (2000). *A social history of knowledge : from Gutenberg to Diderot, based on the first series of Vonhoff Lectures given at the University of Groningen (Netherlands)*. Cambridge, UK; Malden, Mass.: Polity Press; Blackwell Publishers.
- Calhoun, C. (2009). Les sciences sociales pour un savoir public. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177(1-2), 160. doi : 10.3917/arss.176.0114
- Caron, D. J. (2011). *Web HT.0 : pour une société informée, la pertinence numérique et ses défis pour les sociétés démocratiques au XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris : Hermann.
- Caron, D. J. (2014). *L'Homme imbibé*. Paris : Hermann.
- Caron, D. J., et Bibliothèque et Archives Canada. (2009, 2009). L'initiative sur la tenue de documents : constatations, résultats et prochaines étapes. Repéré à <http://www.collectionscanada.gc.ca/gouvernement/001/007001-6301-f.html>

- Caron, D. J., et Bibliothèque et Archives Canada (2010). *Édifier ensemble notre mémoire continue : constituer un patrimoine documentaire représentatif*. Repéré à [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel\\_caron/shaping\\_continuing\\_memory\\_collectively-ef/edifier\\_ensemble\\_notre\\_memoire\\_continue.pdf](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel_caron/shaping_continuing_memory_collectively-ef/edifier_ensemble_notre_memoire_continue.pdf)
- Caron, D. J., et Bibliothèque et Archives Canada (2012). *Prêts à relever les défis à venir, ensemble, concrétisons nos réflexions*. Repéré à [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/301/liste\\_hebdomadaire/2013/electronique/w13-35-U-F.html/collections/collection\\_2013/bac-lac/SB4-26-2012-fra.pdf](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/301/liste_hebdomadaire/2013/electronique/w13-35-U-F.html/collections/collection_2013/bac-lac/SB4-26-2012-fra.pdf)
- Caron, D. J., et Brown, R. (2011). The documentary moment in the digital age: establishing new value propositions for public memory. *Archivaria*, 71(Spring), 1-20.
- Caron, D. J., et Brown, R. (2012). Des grottes de Lascaux aux nuages de Google : le bouleversement des systèmes de l'écrit et son incidence sur le fonctionnement de nos institutions démocratiques. *Télescope : Revue d'analyse comparée en administration publique*, 18(1-2), 155-167.
- Caron, D. J., et Brown, R. (2013). Appraising Content for Value in the New World: Establishing Expedient Documentary Presence. *American Archivist*, 76(Spring), 135-173.
- Caron, D. J., et Kellerhals, A. (2011). Supporting Democratic Values Through a Relevant Documentary Foundation—An Evolutionary Complex. *Archivaria*, 71(Spring), 99-134.
- Caron, D. J., et Kellerhals, A. (2013). Archiving for self-ascertainment, identity-building and permanent self-questioning: archives between scepticism and certitude. *Archival Science*, 13(2-3), 207-216.
- Caron, D. J., et Library and Archives Canada. (2010, 2010-03-11). Shaping our Continuing Memory Collectively: A Representative Documentary Heritage. Repéré
- Caron, D. J., et Library and Archives Canada. (2011a, 2011). *Du contenu au contexte et du contexte au contenu, notes d'allocation de Daniel J. Caron*. Communication présentée Masterclass NA : Canadese en Nederlandse archiefwereld ontmoeten elkaar, La Haye. Repéré à <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/nouvelles/allocutions/Pages/reflexions-evolution-evaluation-bac.aspx>
- Caron, D. J. L., et Library and Archives Canada. (2011b). Shaping our continuing memory collectively a representative documentary heritage. Repéré à [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel\\_caron/shaping\\_continuing\\_memory\\_collectively-ef/shaping\\_continuing\\_memory\\_collectively.pdf](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/lac-bac/daniel_caron/shaping_continuing_memory_collectively-ef/shaping_continuing_memory_collectively.pdf)
- Casanova, E. (1928). *Archivistica*. Siena : Stab. arti grafiche Lazzeri.
- Chabin, A.-M. (2000, 30 octobre). Archiver au XXI<sup>e</sup> siècle. Repéré à [http://www.unesco.org/webworld/points\\_of\\_views/chabin.shtml](http://www.unesco.org/webworld/points_of_views/chabin.shtml)
- Conseil des académies canadiennes, et Comité d'experts sur les institutions de la mémoire collective et la révolution numérique (2015). *À la fine pointe du monde numérique :*

- possibilités pour les institutions de la mémoire collective au Canada*. Repéré à [http://sciencepourlepublic.ca/uploads/fr/assessments%20and%20publications%20and%20news%20releases/memory/CofCA\\_14-377\\_MemoryInstitutions\\_WEB\\_F.PDF](http://sciencepourlepublic.ca/uploads/fr/assessments%20and%20publications%20and%20news%20releases/memory/CofCA_14-377_MemoryInstitutions_WEB_F.PDF)
- Cook, T. (1992a). The concept of the archival fonds: theory, description, and provenance in the post-custodial era. Dans T. Eastwood (dir.), *The Archival Fonds: From Theory to Practice* (p. 52-64). Ottawa : Bureau of Canadian Archivists.
- Cook, T. (1992b). Documentation strategy. *Archivaria*, 34(1), 181-191.
- Cook, T. (1994). Electronic records, paper minds: the revolution in information management and archives in the post-custodial and post-modernist era. *Archives and Manuscripts*, 22(2), 300-329.
- Cook, T. (1997). What is past is prologue: a history of archival ideas since 1898, and the future paradigm shift. *Archivaria*, 43(Spring), 17-63.
- Cook, T. (2004). Macro-appraisal and Functional Analysis: documenting governance rather than government. *Journal of the Society of Archivists*, 25(1), 5-18.
- Cook, T. (2005). Macroappraisal in theory and practice: origins, characteristics, and implementation in Canada, 1950-2000. *Archival Science*, 5(2-4), 101-161.
- Couture, C. (2001). La formation et la recherche en archivistique : éléments révélateurs de l'état de développement de l'archivistique contemporaine : synthèse d'un projet de recherche. 33(2), 21-51.
- Couture, C. (2001-2002). Introduction à l'article de Hans Booms : « Ordre social et constitution du patrimoine archivistique. À propos de l'évaluation des sources d'archives ». *Archives*, 33(3/4), 3-6.
- Couture, C., et Rousseau, J.-Y. (1982). *Les archives au XXe siècle*. Montréal : Université de Montréal, Secrétariat général, Service des archives.
- Cox, R. J. (1994). The documentation strategy and archival appraisal principles: a different perspective. *Archivaria*, 38(Fall), 11-36.
- Cunningham, A. (2008). Archives *Encyclopedia of Library and Information Sciences, Third Edition* (p. 192-207) : Taylor & Francis.
- Daschko, M. W., et Statistique Canada (2011). *Cadre conceptuel pour les statistiques de la culture 2011*. Ottawa : Statistique Canada.
- Delsalle, P. (1998). *Une histoire de l'archivistique*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Desrochers, P. (2011). Visualizing Open Government: Case Study of the Canadian Recordkeeping Approach. Dans D. Wood (dir.), *Linking Government Data* (p. 155-180). New York, NY : Springer.
- Devriese, D. (2006). Vers une lecture épistémologique de l'archivistique. Dans Martine Aubry, Isabelle Chave, Vincent Doom, Centre d'histoire de l'Europe du Nord-Ouest (France) et

- Association des archivistes français (dir.), *Archives, archivistes et archivistique dans l'Europe du nord-ouest de l'antiquité à nos jours : entre gouvernance et mémoire* (p. 303-316). Villeneuve-d'Ascq (Nord) : IRHiS-Institut de recherches historiques du septentrion : CEGES-Centre de gestion de l'édition scientifique.
- Duchain, M. (1983). *Les obstacles à l'accès, à l'utilisation et au transfert de l'information contenue dans les archives : une étude RAMP*. Paris : Unesco.
- Duchain, M. (1992). The history of European archives and the development of the archival profession in Europe. *The American Archivist*, 14–25.
- Duchain, M. (2008). Archives, archivistes, archivistique : définitions et problématique. Dans France. Direction des archives et J. Favier (dir.), *La pratique archivistique française* (p. 19-39). Paris : Archives nationales.
- Duranti, L. (1996). Archives as a Place. *Archives and Manuscripts*, 24, 242-255.
- Duranti, L. (2001). *The Long-term Preservation of Authentic Electronic Records: The Findings of the InterPARES Project*. Communication présenté 27th Very Large Data Base Conference, Rome, Italy. Repéré à <http://www.interpares.org/>
- Duranti, L. (2003). Pour une diplomatique des documents électroniques. *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 161, 603–623.
- Eamer-Goult, J. C. (1995). *Conceiving the records continuum in Canada and the United States*. (Masters Thesis, University of British Columbia, Vancouver).
- Eastwood, T. (1992). Nailing a Little Jelly to the Wall of Archival Studies. *Archivaria*, 35(Spring), 232-252.
- Eastwood, T. (2010). A contested realm: the nature of archives and the orientation of archival science. Dans T. Eastwood et H. MacNeil (dir.), *Currents of Archival Thinking* (p. 3–21). Santa Barbara, Calif. : Libraries Unlimited.
- Endelman, J. E. (1987). Looking backward to plan for the future: collection analysis for manuscript repositories. *American Archivist*, 50(3), 340-355.
- Fallis, D., et Whitcomb, D. (2009). Epistemic values and information management. *The Information Society : An International Journal*, 25(3), 175–189.
- Ferguson, M., et Bureau du vérificateur général du Canada (2014). *Rapport du Vérificateur général du Canada. Chapitre 7, Le patrimoine documentaire du gouvernement du Canada — Bibliothèque et Archives Canada*. Ottawa : Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux.
- Findlay, C. (2013). People, records and power : what archives can learn from WikiLeaks. *Archives and Manuscripts*, 41(1), 7-22.
- Fisher, R. (2009). In search of a theory of private archives: The foundational writings of Jenkinson and Schellenberg revisited. *Archivaria*, 67(Spring), 1-24.

- Floridi, L. (2002). On defining library and information science as applied philosophy of information. *Social Epistemology*, 16(1), 37–49.
- Floridi, L. (2004). LIS as applied philosophy of information: a reappraisal. *Library Trends*, 52(3), 658-665.
- Floridi, L. (2006). On defining library and information science as applied philosophy of information. *Social Epistemology*, 16(1), 37-49. doi : 10.1080/02691720210132789
- Foote, K. E. (1990). To remember and forget: Archives, memory, and culture. *American Archivist*, 53(3), 378-392.
- Fraser, S., et Bureau de la vérificatrice générale du Canada (2003). *Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes, novembre 2003*. Ottawa : Vérificatrice générale du Canada.
- Frohmann, B. (2009). Revisiting “what is a document?”. *Journal of Documentation*, 65(2), 291-303. doi : 10.1108/00220410910937624
- Fuller, S. (1996). Recent Work in Social Epistemology. *American Philosophical Quarterly*, 33, 149–166.
- Fuller, S. (2002). *Social epistemology*. : Indiana Univ Pr.
- Fuller, S. (2009). Social Epistemology. Dans M. J. Bates et M. N. Maack (dir.), *Encyclopedia of Library and Information Sciences, Third edition* (p. 4799-4805). New York : Taylor & Francis.
- Gagnon, Y.-C. (2012). *L'étude de cas comme méthode de recherche*. (2<sup>e</sup> éd.). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gauthier, B. t. (2009). La structure de la preuve. Dans Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (p. 169-198). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gilliland-Swetland, L. (1991). The Provenance of a Profession: The Permanence of the Public Archives and Historical Manuscripts Traditions in American Archival History. *American Archivist*, 54(2), 160-175.
- Gingras, F.-P., et Côté, C. (2009). La sociologie de la connaissance. Dans B. t. Gauthier (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (5<sup>e</sup> éd., p. 19-50). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gouvernement du Canada, et Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2009). *Directive sur la tenue de documents*. Repéré à <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16552>
- Graves, H. (2007). From the Post-modern to the pre-modern: More recent changes in literature, art and theory. *Literatūra*, 49(5), 42-53.
- Hackett, Y. (2010). Preserving Digital History: Costs and Consequences. Dans C. Avery et M. Holmlund (dir.), *Better off forgetting? : essays on archives, public policy, and collective memory* (p. 124-142) : University of Toronto Press.

- Hassan, R. (2008). *The information society*. Cambridge, UK : Polity Press.
- Hays, S. (1994). Structure and agency and the sticky problem of culture. *Sociological Theory*, 12(1), 57–57.
- Hayward, R. J. (1988). 'Working in Thin Air': Of Archives and the Deschênes Commission. *Archivaria*, 26(Spring), 122-136.
- Hedstrom, M. (1989). New Appraisal Techniques: The Effect of Theory on Practice. *Provenance, Journal of the Society of Georgia Archivists*, 7(2), 1-21.
- Hood, C. (2007). Intellectual Obsolescence and Intellectual Makeovers: Reflections on the Tools of Government after Two Decades. *Governance*, 20(1), 127-144. doi : 10.1111/j.1468-0491.2007.00347.x
- Horsman, P., Ketelaar, E., et Thomassen, T. (2001). Presenting archival science. *Archival Science*, 1(1), 1-2. doi : 10.1007/BF02435635
- Ibekwe-SanJuan, F. (2012). The French conception of information science: "Une exception française"? *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 63(9), 1693-1709. doi : 10.1002/asi.22670
- Irwin, L. G. (2003). *The policy analyst's handbook : rational problem solving in a political world*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Jenkins, W. I. (1978). *Policy analysis : a political and organizational perspective*. New York : St. Martin's Press.
- Jenkinson, H. (1922). *A manual of archive administration including the problems of war archives and archive making*. Oxford; London; New York : The Clarendon Press; H. Milford.
- Jimerson, R. C. (2009). *Archives Power: Memory, Accountability, and Social Justice*. : American Library Association.
- Jonker, A. E. M. (2005). Macroappraisal in the Netherlands. The first ten years, 1991–2001, and beyond. *Archival Science*, 5(2-4), 203-218.
- Lalande, A. (1997). *Vocabulaire technique et critique de la philosophie : A-M*. : PUF.
- Lascoumes, P., et Simard, L. (2011). L'action publique au prisme de ses instruments. *Revue française de science politique*, 61(1), 5. doi : 10.3917/rfsp.611.0005
- Leckie, G. J., Given, L. M., et Buschman, J. (2010). *Critical theory for library and information science exploring the social from across the disciplines*. Santa Barbara, Calif. : Libraries Unlimited.
- Lemieux, V. (2002). *L'étude des politiques publiques : les acteurs et leur pouvoir*. : Presses de l'Université Laval.
- Lockwood, E. (1990). " Imponderable Matters:" The Influence of New Trends in History on Appraisal at the National Archives. *American Archivist*, 53(3), 394-405.

- London School of Economics and Political Science. (2012, 2012-03-12). From Research to Policy | Impact of Social Sciences. Repéré à <http://blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2012/02/21/event-12-march-from-research-to-policy-academic-impacts-on-government/>
- Malkmus, D. J. (2008). Documentation Strategy: Mastodon or Retro-Success? *American Archivist*, 71(2), 384–409.
- Marshall, J. A. (2007). *Accounting for disposition a comparative case study of appraisal documentation at the National Archives and Records Administration in the United States, Library and Archives Canada, and the National Archives of Australia*. (Ph. D. Thesis, University of Pittsburgh, Pittsburgh).
- McDermott, P. (2008). *Who Needs to Know? - The State of Public Access to Federal Government Information*. : Bernan Press.
- McKemmish, S. (2005). *Archives : recordkeeping in society*. Wagga Wagga, N.S.W. : Centre for Information Studies, Charles Sturt University.
- McKemmish, S., et Gilliland, A. (2013). Archival and recordkeeping research-past, present and future. Dans K. Williamson et G. Johanson (dir.), *Research methods : information systems, and contexts* (p. 79-112) : Tilde University Press.
- Millar, L. (1998). Discharging our debt: the evolution of the total archives concept in English Canada. *Archivaria*, 46(1), 103-146.
- Muller, S., Feith, J. A., et Fruin, R. (1898). *Handleiding voor het ordenen en beschrijven van archieven: ontworpen in opdracht van de Vereeniging van Archivarissen in Nederland*. Groningen: Erven B. van der Kamp.
- Muller, S., Feith, J. A., Fruin, R., Cuvelier, J., et Stein, H. (1910). *Manuel pour le classement et la description des archives*. La Haye : De Jager.
- National Archives and Records Administration (2007). *Strategic Directions: Appraisal Policy* (n° Directive 1441). Washington, D.C. USA : National Archives and Records Administration (NARA). Repéré à <http://www.archives.gov/records-mgmt/initiatives/appraisal.html>
- National Archives and Records Administration (2010). *Guidance on Managing Records in Web 2.0/Social Media Platforms* (n° 2011-02). Washington DC, USA : National Archives and Records Administration (NARA). Repéré à <http://www.archives.gov/records-mgmt/bulletins/2011/2011-02.html>
- National Digital Information Infrastructure and Preservation Program (NDIIPP), et Federal Agencies Still Image Digitization Working Group (2014). *Federal Agencies Digitization Guidelines Initiative*, . Washington, D.C., USA : Library of Congress. Repéré à <http://www.digitizationguidelines.gov/>
- Nesmith, T. (2002). Seeing archives: postmodernism and the changing intellectual place of archives. *American Archivist*, 65(1), 24-41.

- Pérotin, Y. (1961). L'administration et les trois âges des archives. *Paris et Seine*, 20, 1-4.
- Pétillat, C., et Prax, H. (2008). Les archives contemporaines ou l'arrivée du flux au quotidien. Dans F. D. d. archives et J. Favier (dir.), *La pratique archivistique française* (p. 231-312). Paris : Archives nationales.
- Phillips, M. E. (2005). What Should We Preserve? The Question for Heritage Libraries in a Digital World. *Library Trends*, 54(1), 57-71. doi : 10.1353/lib.2006.0007
- Posner, E. (1985). Max Lehmann et la genèse du principe de provenance (*Techniques modernes d'administration des archives et de gestion des documents : recueil de textes* (Paris, UNESCO<sup>e</sup> éd., p. 123-129).
- Rainie, H., et Wellman, B. (2012). *Networked : the new social operating system*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- Rose, K. (2012). *The Long Reach of War: Canadian Records Management and the Public Archives*. (Ph.D., University of Waterloo, Waterloo).
- Rousseau, J.-Y. (1994). *Les fondements de la discipline archivistique*. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Salaün, J.-M., et Arsenault, C. (2009). *Introduction aux sciences de l'information*. Paris : Découverte.
- Samuels, H. (1986). Who Controls the Past. *American Archivist*, 49(2), 109-124.
- Samuels, H. W. (1991). Improving our disposition: Documentation strategy. *Archivaria*, 33(Winter), 125-140.
- Samuels, H. W. (1992). *Varsity Letters: Documenting Modern Colleges and Universities*. : Scarecrow Press.
- Schellenberg, T. R. (1956). *Modern archives : principles and techniques*. Chicago, Ill. : University of Chicago Press.
- Schellenberg, T. R. (1965). *The management of archives*. New York : Columbia University Press.
- Schön, D. A. (1994). *Le praticien réflexif : à la recherche du savoir caché dans l'agir professionnel*. Montréal : Éditions Logiques.
- Schwartz, J. M., et Cook, T. (2002). Archives, records, and power : the making of modern memory. *Archival science*, 2(1-2), 1-19.
- Shabou, B. M. (2010). *Étude sur la définition et la mesure des qualités des archives définitives issues d'une évaluation*. (Ph.D en sciences de l'information, Université de Montréal, Montréal). Accessible par Primo.
- Shannon, C. E., et Weaver, W. (1949). *The mathematical theory of communication*. Urbana, : University of Illinois Press.



- Shera, J. H. (1970). *Sociological foundations of librarianship*. New York, NY : Asia Pub. House.
- Sweeney, S. (2008). The Ambiguous Origins of the Archival Principle of "Provenance". *Libraries & the Cultural Record*, 43(2), 193–213.
- Sweeney, S. (2009). Provenance of Archival Materials. Dans Marcia J Bates et M. N. Maack (dir.), *Encyclopedia of Library and Information Sciences* (3<sup>e</sup> éd., p. 4315-4323). New York : Taylor and Francis.
- Taylor, H. A. (1982). The collective memory: Archives and libraries as heritage. *Archivaria*, 15(Winter), 118-130.
- Taylor, H. A. (1984). Information Ecology and the Archives of the 1980s. *Archivaria*, 18(Summer), 25-37.
- Tschan, R. (2002). A Comparison of Jenkinson and Schellenberg on Appraisal. *American Archivist*, 65(2), 176-195.
- Turgeon, J., et Savard, J.-F. (2012). Politique Publique. *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*. Repéré à [http://www.dictionnaire.enap.ca/dictionnaire/docs/definitions/defintions\\_francais/politique\\_publique.pdf](http://www.dictionnaire.enap.ca/dictionnaire/docs/definitions/defintions_francais/politique_publique.pdf)
- UNESCO (2011). *Déclaration universelle des archives proposée par le Conseil international des archives a été adoptée lors de la conférence générale de l'UNESCO à Paris le 7 novembre 2011*. Paris, France : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).
- Williams, C. (2006). *Managing archives: foundations, principles and practice*. Oxford : Chandos.
- Wilson, I. E. (2007). The gift of one generation to another: the real thing for the Pepsi generation. Dans F. X. Blouin et W. G. Rosenberg (dir.), *Archives, documentation, and institutions of social memory essays from the Sawyer Seminar* (p. 333–342). Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Yeo, G. (2007). Concepts of Record (1) : Evidence, Information, and Persistent Representations. *The American Archivist*, 70(2), 315-343. doi : 10.2307/40294573
- Yeo, G. (2008). Concepts of Record (2) : Prototypes and Boundary Objects. *The American Archivist*, 71(1), 118-143. doi : 10.2307/40294496
- Yeo, G. (2012). The Conceptual Fonds and the Physical Collection. *Archivaria*, 73(Spring), 43-80.